



**Secrétariat général
Service de l'Assemblée**

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Lundi 28 novembre 2016**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -



Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Montpellier le mardi 17 janvier 2017

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du lundi 28 novembre 2016
19:00 – Salle du Conseil Municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœux et motions Vœu déposé par le groupe Parti socialiste, Europe Ecologie-Les Verts et Progressistes : Vœu de soutien à Alep, ville martyre en voie de destruction totale

Vœu déposé par le groupe majoritaire : Vœu relatif au décret autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité

- 1 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2016
- 2 Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2016
- 3 Débat d'orientation budgétaire 2017

Urbanisme, aménagement durable

- 4 Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Croix Lavit - Puech Villa Définition des objectifs préalables à une opération d'aménagement, engagement des études et modalités d'association du public
- 5 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 23A « ACM Habitat »
- 6 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 19B « ACM Habitat »
- 7 ZAC Port Marianne – Parc Marianne Demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique (DUP) de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne
- 8 Modification n° 11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) Avis de la Ville au titre de l'article L. 153-39 du Code de l'urbanisme
- 9 MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la

requalification de l'immeuble sis 13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

- 10 MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 5/7 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER
- 11 MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville Attribution de subvention
- 12 FONCIER PORT MARIANNE Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Sécurité et tranquillité publiques

- 13 Révision du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Ville de Montpellier - Approbation

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 14 Mise à disposition gratuite de salles dans les Maisons pour tous

Education

- 15 Sécurisation des écoles de la Ville de Montpellier dans le cadre des circulaires interministérielles des 29 juillet et 29 septembre 2016 - Approbation, demande de subvention et autorisation de signer les autorisations d'urbanisme nécessaires.
- 16 Attributions de subventions Ajustements des projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires
- 17 Appel à projet 2016 de l'ADEME « Economie circulaire ». Lutte contre le gaspillage alimentaire Réduction des déchets alimentaires Dossier de candidature de la Ville de Montpellier Demande de subventions

Jeunesse et Sports

- 18 Modifications des dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM et A1
- 19 Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2016 - 2017
- 20 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville
- 21 Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier
- 22 Quartier CROIX D'ARGENT Dénomination du Complexe Sportif Cholet Jean SCIALO

Montpellier au quotidien

- 23 Convention relative à la participation financière des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) à la lutte anti-tags et à l'affichage sauvage des stations et inter-stations de tramway du centre-ville - Autorisation de signer la convention

Enfance

- 24 Ville de Montpellier / Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault Mise à disposition de locaux Multi-accueil « Tom Pouce »
- 25 Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson- Cœur de Ville

Economie et commerce

- 26 Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures
- 27 Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2017 - Avis du conseil municipal

Culture

- 28 Acquisition d'œuvres photographiques liées à la programmation des Lieux d'art et d'histoire
- 29 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016

Événementiel

- 30 Miss France 2017 Convention de partenariat avec Endemol Productions-Miss France Organisation SAS

Finances et patrimoine de la collectivité

- 31 Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport CLETC 2016
- 32 Attribution de compensation définitive pour l'exercice 2016
- 33 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Nouveau Saint Roch 4 M€ Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon
- 34 Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier / S.E.R.M. Grand Cœur 5 M€ Crédit Coopératif
- 35 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Nouveau Grand Cœur 4 M€ Banque Postale
- 36 SERM Société d'Equipement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 37 SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 38 MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 39 SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

- 40 TaM Transports de l'agglomération de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015
- 41 Rapport annuel 2015 du délégataire EGS Enlèvements Gardiennage Service - Fourrière automobile
- 42 Attributions de subventions - Exercice 2016
- 43 Admission en non-valeur Exercice 2016
- 44 Exercice 2016 - Création et modification d'Autorisation de Programme
- 45 Exercice 2016 - Décision Modificative n° 1
- 46 ACM – Refinancement du contrat de prêt MPH258061EUR – Modification des dates d'effet de l'opération
- 47 Clôture du budget annexe parking de l'Hôtel de Ville
- 48 Convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures marchés publics
- 49 Adhésion au réseau « Clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion » Convention de coopération entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 50 Conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP)
- 51 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Désignation de représentants

- 52 Commission consultative des services publics locaux Désignation des représentants de la Ville
- 53 Collèges de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
- 54 Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Ressources humaines de la collectivité

- 55 Convention pour la télédéclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité
- 56 Modification des modalités de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du lundi 28 novembre 2016

Procès-verbal

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Alex LARUE.

Remise de médaille :

Monsieur le Maire : Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal du lundi 28 novembre à 19h. Avant d'ouvrir les travaux du Conseil municipal, je voudrais remercier, pour leur présence, le Boxing club de Montpellier, qui est présent en nombre, filles et garçons, qui a participé au premier grand gala de boxe qui a été organisé et, en particulier, Mohamed KANI, qui a fait de remarquables combats – que je suis allé voir boxer huit mois plus tôt environ –, qui a gagné à Monte-Carlo et qui est dans les vingt meilleurs boxeurs mondiaux de sa catégorie. Il m'avait proposé de me faire un petit cadeau, de m'offrir ses bandages, et c'est avec grand plaisir que, au nom de tous les boxeurs qui font un travail magnifique à Montpellier, je lui demande de bien vouloir s'approcher de l'estrade.

Applaudissements

Monsieur le Maire : Mohamed KANI a 25 ans, il est licencié au club du BCM, entraîné par Daniel BARRY, qui est présent et qui est un magnifique entraîneur, passionné de boxe. Il s'occupe des boxeurs, il aime la boxe et

il aime le sport. Il s'agit aussi d'une façon de lui rendre hommage officiellement. Lors du gala de boxe à Bougnol du 12 novembre 2016, Mohamed KANI a été le vainqueur du combat et de la ceinture WBC en poids welters. Il a battu le serbe Ricardo SILVA aux poings, à l'unanimité des juges. Grâce à cette victoire, il entre dans le top 20 au niveau mondial. Bravo.

Applaudissements

Mohamed KANI : Bonsoir tout le monde. Merci de m'accueillir. Je suis un peu impressionné, car c'est la première fois que j'assiste à une situation comme celle-là. Je tiens à préciser que la ville de Montpellier, le Maire et toutes les personnes se sont mobilisés pour organiser ce grand gala. J'ai tout fait pour remporter la victoire. Le travail paye. Maintenant, je suis encore jeune, j'ai de l'ambition. Avec mon entraîneur, nous essayons de ne pas brûler les étapes, nous avançons petit à petit. J'espère apporter encore un maximum de victoires à la Ville de Montpellier, pour le club et pour toutes les personnes qui croient en moi. L'espoir fait vivre, j'y crois, et ce n'est que le début pour la ville de Montpellier. Merci pour tout.

Applaudissements

Monsieur le Maire : Merci également à Fabien ABERT, Adjoint aux Sports, à Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-président chargé du Sport à la Métropole et à tous les services de la Ville.

Merci, c'est un très beau cadeau qui me touche vraiment. Je vais demander aux boxeurs et à Daniel de venir pour faire une photo avec nous.

La boxe anglaise est un sport de courage, de technique, de physique. Il ne faut jamais reculer, toujours avancer, parce que quand nous avançons, nous en prenons, mais quand nous reculons, nous en prenons puissance dix.

Informations du Maire :

Monsieur le Maire : Je vous propose d'entamer ce Conseil municipal. Je vais demander à Mademoiselle BODKIN de bien vouloir siéger à la tribune afin de pouvoir nous gratifier de l'appel. Merci, Mademoiselle BODKIN, le quorum est largement atteint, nous pouvons valablement délibérer.

Avant de procéder à l'ordre du jour, j'ai un certain nombre d'informations à vous communiquer. En termes de délégation, j'ai proposé à Monsieur KRZYZANSKI une délégation que j'ai signée pour travailler sur l'Artisanat auprès de Madame ROUSSEL-GALIANA.

Ensuite, nous avons obtenu ce mois-ci cinq prix. D'abord, nous sommes finalistes du Grand Prix d'Urbanisme à Londres décerné par l'académie d'urbanisme européen. Seule ville française à l'avoir obtenu, derrière Copenhague et à côté d'Eindhoven. Je pense que cela n'est pas mal et que cela couronne le travail qui a été effectué depuis Georges FRECHE dans la ville de Montpellier. Nous avons été également primés au Trophée Éco Action 2016 Développement durable, et notamment les quatre écoles BEPOS : Chengdu, Malraux, Beethoven et Mitterrand. Le prix de Green & Smart City Awards récompense les écoles à énergie positive. Nous avons également été primés pour la certification des comptes à travers Qualiville et pour la transparence financière. J'aurai l'occasion de reparler de cela dans le courant de la séance, puisque je rappelle que, avec Anne HIDALGO, nous sommes les deux villes, Paris et Montpellier, à avoir accédé à full-démat, qui est la façon de dématérialiser l'intégralité de notre service finance afin que la Cour des comptes puisse avoir un regard permanent sur le sujet. Et nous avons reçu ce soir la confirmation de Monsieur MIGAUD. Cinquième prix : prix du Trophée AFNOR sur l'accueil et les relations aux usagers. Madame ACQUIER se rendra à Lyon pour recevoir le prix. Cinq prix au total.

Je voudrais également avoir une pensée pour Fidel CASTRO qui nous a quittés et qui, quoi que nous en disions, a été un grand personnage politique international du vingtième siècle. Je passe à l'ordre du jour. Pour l'adoption de l'ordre du jour : cinquante affaires, ainsi que deux vœux – un vœu de soutien à Alep, préparé par le groupe socialiste vert et un vœu que nous proposerons avec le groupe majoritaire. Les affaires 52 à 54 concernent les

désignations au scrutin majoritaire des représentants du Conseil municipal. Si vous êtes d'accord, nous pouvons faire ces votes à main levée. Est-ce que vous vous y opposez ou non ? Pas d'opposition.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Trois abstentions.

Adoption de l'ordre du jour.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : Adoption du procès-verbal de la séance du 20 octobre 2016 : nous avons apporté un correctif au procès-verbal de la séance du 29 suite aux remarques de Madame LLEDO et de Monsieur Jean-Pierre MOURE. Vous avez constaté les insertions de texte. Avez-vous des observations à formuler sur le procès-verbal dûment rédigé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté avec trois abstentions.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 20 octobre 2016 et du correctif du 29 septembre 2016

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET, Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : Les décisions du maire prises depuis le dernier Conseil municipal vous ont été distribuées sur table. Le prochain Conseil municipal aura lieu le 15 décembre à 18h et sera suivi d'un petit cocktail majorité / opposition pour fêter la fin de l'année, dans la salle des rencontres.

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf. fin du document).

Madame LLEDO avec la procuration de Madame JAMET sort de séance.

Vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre, Alep, Mossoul, Homs, Tombouctou...

Dans les villes en guerre, les familles s'enterrent dans les caves, car sortir, c'est mourir. Chaque jour, les bombardements cherchent à tuer le plus grand nombre. Les immeubles s'écroulent, les personnes restent bloquées sous les décombres. Partout des snipers, des voitures piégées, la destruction des hôpitaux, des écoles... les divers assaillants coupent les circuits d'alimentation en eau, en électricité, de fluides énergétiques (essence, diesel...) et sanitaires (les égouts), ainsi que les approvisionnements. Les spectres de la maladie et de la malnutrition surgissent. Toutes ces villes, parmi les plus anciennes de l'humanité, lieux de cultures et de patrimoines, de rencontres et d'échanges historiques, mais également lieux du pouvoir politique et économique, se trouvent aujourd'hui, au moment même où nous prononçons cette déclaration, sous la coupe de groupes armés.

Partout où les Hommes souffrent, nous nous devons de nous sentir concernés.

Après l'appel du Pape François, qui le 28 septembre dernier, a renouvelé son appel à « *s'engager de toutes ses forces dans la protection des civils comme une obligation impérative et urgente* ».

Après la déclaration de Mgr Zenari, le nonce apostolique à Damas, pointant la responsabilité de la communauté internationale. « *Ce qui se passe ne pèse pas seulement sur la conscience en grande partie de ceux qui ont la possibilité d'arrêter ce conflit ou de faire respecter le droit humanitaire international, mais je dirais que c'est une honte qui pèse sur la conscience de tous.* »

Et après le cri de Médecins sans frontières dénonçant : « *Le droit humanitaire international est délibérément bafoué. Nous ne pouvons plus faire notre travail, alors que nous sommes confrontés à une catastrophe humanitaire* ».

La ville de Montpellier tient à exprimer solennellement sa profonde solidarité avec les populations civiles dûment frappées par ces différents conflits.

Monsieur le Maire : Je passe donc au premier point de l'ordre du jour qui est le vœu proposé par le groupe Socialiste Ecologie Les Verts et Progressistes et je donne la parole à Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous avons présenté ce vœu en Conférence des Présidents. Je tiens à vous remercier, puisqu'il a été un peu réécrit pour qu'il puisse être adopté et, souhaitons-le, de manière unanime. Alep est une ville qui est aujourd'hui une ville martyre qui résonne au bruit des bombes et des cris de détresse de sa population, qui participe à cette crise des réfugiés qui fuient la folie des hommes. Évidemment, d'ici, que pouvons-nous ? Souhaiter que nos diplomaties se mobilisent, que les acteurs internationaux qui en ont le pouvoir agissent, mais nous pouvons dire aussi que nous n'acceptons pas l'indifférence face à ce drame, et nous sommes une ville qui a des caractéristiques similaires, qui a un caractère cosmopolite. Le centre ancien d'Alep est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et, d'une certaine manière, voter ce vœu, c'est bien ne pas se résoudre à l'indifférence devant cette tragédie qui arrive devant nos écrans. C'est aussi se faire écho de la mobilisation citoyenne à Montpellier tous les vendredis à 18h, mais, au-delà, de tous les Montpelliérains et Montpelliéraines qui sont engagés dans des actions de solidarité internationale, dans cette crise terrible qui est celle des réfugiés syriens. Voilà le sens de ce vœu. Je vous indique aussi, Monsieur le Maire, une information, et je suis sûre qu'elle trouvera de votre part un accueil plus favorable, mais le 15 décembre, probablement, le Président de la région d'Alep sera à Montpellier et, s'il pouvait être reçu par vous, ce serait aussi un signe important de reconnaissance. Les autorités de ce pays essaient de sensibiliser l'opinion publique internationale. Je vous remercie par avance pour que ce vœu soit adopté le plus largement possible.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAFOSSE, je vous réponds sur les vœux, et je vous fais une proposition. J'ai lu le vœu, et deux ou trois choses m'ont choqué dans la rédaction de votre vœu. Nous allons le réécrire ensemble en séance, parce que c'est un vœu important. Il concerne Alep, mais il concerne aussi d'autres villes. J'ai préparé une rédaction. Si vous le permettez, je voudrais faire trois remarques sur le vœu tel que vous l'avez rédigé, et qui est dans le Conseil municipal, le vôtre, pas le nôtre.

Sur le principe même des vœux, vous avez proposé le premier vœu sur l'agence de la biodiversité, je l'avais déjà proposé en Conseil municipal. Deuxième vœu, sur les bombardements des villes, et notamment d'Alep, c'est exactement le discours que j'avais formulé à la suite de Jean-Luc MÉLENCHON au Conseil de métropole. J'ai accepté vos deux vœux, mais le troisième ne répétait pas ce que j'avais déjà dit. Faites-moi un vœu qui soit vraiment une proposition politique. Sur l'Agence de la biodiversité, j'ai déjà écrit trois lettres et sur les bombardements des villes, je l'ai déjà indiqué en Conseil de métropole. D'accord, vous ne siégez pas en Conseil de métropole, mais vos collègues y siègent. C'est le premier point sur les vœux.

Deuxième point sur la rédaction du vœu. Vous dites « ville martyre » et vous commencez par décrire le patrimoine. Je veux bien, mais avant de parler du patrimoine, je préfère que nous parlions des populations dans la rédaction. Vous faites une ligne ensuite dans laquelle vous mélangez Sarajevo, Guernica, Vukovar, Oradour-sur-Glane, Varsovie, Dresde. C'est l'histoire du monde racontée à Juliette. Vous mettez ensuite un chapeau global en disant « à l'image de l'opinion publique internationale », comme si nous suivions l'opinion. En faisant ce vœu, nous ne suivons rien du tout. Nous défendons les populations civiles qui sont victimes de la guerre. D'autant que vous citez le pape François.

Je vous fais donc une proposition qui est la suivante :

« Vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre : Alep, Mossoul, Homs, Tombouctou, etc.

Dans les villes en guerre – et j'ai repris quelques petites parties de votre vœu –, les familles s'enterrent dans les caves car sortir, c'est mourir. Chaque jour, les bombardements cherchent à tuer le plus grand nombre. Les immeubles s'écroulent, les personnes restent bloquées sous les décombres. Partout des snippers, des voitures piégées, la destruction des hôpitaux, des écoles... les divers assaillants coupent les circuits d'alimentation en eau, en électricité, en fluides énergétiques et sanitaires, ainsi que les approvisionnements. Les spectres de la maladie et de la malnutrition surgissent. »

Je parle en premier des populations, je viens ensuite au patrimoine et non le contraire.

« Toutes ces villes, parmi les plus anciennes de l'humanité, lieux de culture et de patrimoine, de rencontres et d'échanges historiques, mais également lieux de pouvoir politique et économique, se trouvent aujourd'hui, au même moment où nous prononçons cette déclaration, sous la coupe de groupes armés.

Partout où les hommes souffrent, nous nous devons de nous sentir concernés.

Après l'appel du pape François qui, le 28 septembre dernier, a renouvelé son appel, "à s'engager de toutes ses forces dans la protection des civils, comme une obligation impérative et d'urgence" – c'est vous qui l'avez signalé, j'ajoute –, après la déclaration de Monseigneur ZENARI, le nonce apostolique de Damas, pointant la responsabilité de la communauté internationale, "ce qui se passe ne pèse pas seulement sur la conscience en grande partie de ceux qui ont la possibilité d'arrêter ce conflit ou de faire respecter le droit humanitaire international, mais je dirais c'est une honte qui pèse sur la conscience de tous". Après le cri de Médecins sans frontière, dénonçant "le droit humanitaire international et délibérément bafoué, nous ne pouvons plus faire notre travail alors que nous sommes confrontés à une catastrophe humanitaire".

La ville de Montpellier tient à exprimer solennellement sa profonde solidarité avec les populations civiles durement frappées par ces différents conflits. »

Oui, Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je suis solidaire envers le soutien aux habitants d'Alep, mais je voulais exiger que nous mettions la solidarité envers les chrétiens d'Orient, parce que je pense qu'il ne faut pas minimiser ou faire abstraction de ce qui se passe en ce moment pour les chrétiens d'Orient, car il s'agit d'une véritable extermination de toute cette population qui est déportée, violée, tuée, égorgée, avec une destruction de tous les édifices religieux, de tout ce Moyen-Orient. Je pense qu'un vœu de soutien aux chrétiens d'Orient aurait eu certainement une plus grande portée. Je voudrais savoir s'il ne serait pas possible, dans les actions plausibles, de mettre une banderole sur la façade de l'hôtel de ville, avec la lettre *nûn* que marquent les dépendants de l'Etat islamique sur les façades pour bien signifier que c'est un chrétien qui habite là. Je pense que c'est une démarche que nous pourrions soutenir. Pourquoi pas votre inscription aussi des villes qui soutiennent justement les chrétiens d'Orient. Je pense que la Ville de Montpellier pourrait faire une démarche envers ces populations qui sont totalement déracinées et complètement exterminées. Je pense que ce n'est pas un problème local, mais un problème de conscience nationale, et nous ne devons pas tolérer l'extermination des fondements de cette religion chrétienne et de ces nazaréens.

Monsieur le Maire : Merci, Madame CANAUD. Le vœu que nous présentons aujourd'hui s'adresse aux populations des villes en général, cela couvre donc l'ensemble des communautés religieuses. Si vous souhaitez faire un vœu pour les chrétiens d'Orient, présentez-le à la prochaine conférence de direction et nous en parlerons ensemble.

Christian DUMONT (hors micro) : À condition qu'il ne soit pas corrigé comme vous venez de le faire par rapport au vœu de Monsieur DELAFOSSE. Il me semble que la solennité des débats pourrait nous permettre l'économie de ce genre d'intervention. Nous avons l'impression d'être à l'école.

Monsieur le Maire : Vous n'aimez pas être à l'école. Je vais écrire à Monsieur FILLON pour lui dire que vous m'avez reproché cela. Personne n'a soutenu Monsieur FILLON ici.

Gérard LANNELONGUE : Si.

Monsieur le Maire : Vous êtes le seul, Monsieur LANNELONGUE. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Très court, Monsieur le Maire. Tout d'abord, je reste sur l'affaire d'Alep, sur le vœu que le groupe socialiste nous a proposé. Je tiens à vous préciser que je voterai contre ce vœu et non pas contre le peuple d'Alep, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, tout ce que ce Parti socialiste nous présentera comme vœu, je voterai contre, comme je l'ai fait avec l'Institut de la biodiversité, lors du dernier Conseil. Ce vœu présenté par ce groupe d'élus socialistes, écologistes, progressistes – et nous nous demandons qui est qui – transcrit une hypocrisie politique qui est à l'image du Président de ce groupe et qui est une prise d'otage de cette assemblée. Petit aparté, je me souviens quand j'avais sorti le drapeau palestinien en Conseil métropolitain pour les cent ans de l'assassinat de Jaurès, et si Jaurès était parmi nous, Monsieur le Maire, il serait au front national, plus Le Pen que Marine, au vu de ce qu'il se passe aujourd'hui, et il serait Palestinien ou Syrien. À cette époque, vous ne m'aviez pas laissé m'expliquer sur cet acte symbolique en me disant que les conflits internationaux n'avaient pas à s'inviter au sein de notre hémicycle et, qu'ici, nous étions à Montpellier. Nous constatons ce soir deux poids, deux mesures. Mais revenons à cette affaire, à ce vœu et à Monsieur DELAFOSSE. Depuis que Monsieur DELAFOSSE a pris la tête de ce groupe, pour des raisons d'ambition personnelle, et, tout le monde le sait, il se voit déjà maire de Montpellier pour 2020, mais 2020, c'est loin et il va falloir faire ses preuves et me passer sur le corps. Ensuite que dire de cette synthèse qui n'est qu'un mélange de Wikipédia socialo-américano, avec ses larmes de crocodile qui font référence aux villes martyres du passé de la Seconde guerre mondiale ? Rien. Si ce n'est que ce groupe politique n'a rien compris à ce conflit. Rien de surprenant. Hollande, lui-même, n'a toujours rien compris. Aujourd'hui, reprocher au gouvernement russe les dommages brutaux des frappes aériennes en Syrie est devenu le jeu préféré des observateurs occidentaux et de leurs fidèles délateurs ici présents. En revanche, la mort et la destruction de Deir Ez-Zor ne les poussent pas à réfléchir aux raisons du bombardement de la coalition. Bavure, s'excusent-ils et basta, l'affaire est close. Poursuivez vos pilonnages, mais soyez tout de même prudents.

Cette affaire se veut de cette gauche hypocrite, qui nous parle de Alep comme d'un lieu de rencontre des cultures, je cite : Juifs, Yézidis, Arabes, Coptes, Arméniens, etc. Sauf que, Monsieur le Maire – et je vais plutôt m'adresser au futur ancien candidat à la Mairie de Montpellier – Wikipédia, c'est bien, mais s'instruire, c'est mieux. Vous êtes professeur, et cela m'inquiète pour l'avenir de l'éducation nationale et celui de nos enfants. La culture juive au sens large du terme, et je parle sous le couvert de Miss CRIF, est une appartenance ethnique et religieuse. Les Yézidis ont une double signification : membre du peuple Yézidi et adepte de la religion qu'est le yézidisme. L'arabe – Monsieur Grand n'est pas là, je continue – est une langue qui remonte au II^e siècle et qui vient de la péninsule arabique. Les Coptes sont des arabes chrétiens du Moyen-Orient. Les Arméniens sont un groupe ethnique qui a une importance et une diaspora autour du monde. Ils furent même, à l'époque, les premiers à accepter le christianisme en tant que religion nationale, bien avant la France.

Mais dans votre synthèse, Monsieur le futur ancien candidat à la Mairie de Montpellier, vous avez omis de parler de ces musulmans d'Alep qui, eux, représentent 80 % de cette ville. Ces mêmes 80 %, selon Jean-Clément JEANBART, archevêque d'Alep, qui est momentanément en France et qui, lui, nous explique que la souffrance n'a pas de croyance, de frontière ou de nationalité et que, pendant que ce conflit dure, les relations avec les musulmans d'Alep et les autres religions se sont amplifiées, à l'instar de ce conflit. Il nous parle même de très bonnes relations dans le passé et, aujourd'hui, de relation extraordinaire entre ces différents cultes et que la mort, le désespoir les ont soudés pour une éternité. À travers cette affaire, nous voyons bien déjà deux poids deux mesures. Certains sont des victimes et d'autres, nous ne le savons pas. Il semblerait même qu'ils soient des terroristes, oui, Monsieur le Maire, vous imaginez. Qui dit musulman dit terrorisme et donc Daesh. Le changement, c'est maintenant.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ, concluez.

Djamel BOUMAAZ : Le changement, c'est maintenant. Je le pense et j'en ai l'intime conviction. Oui, Monsieur le Maire. Nous avons eu un quinquennat de gauche de sa propre famille, qui demande aux Français musulmans d'être discrets, qui nous apprend que Marianne a le sein nu parce qu'elle nourrit le peuple et qu'elle n'est pas voilée parce qu'elle est libre, avec une conclusion fracassante : c'est cela, la République. Un quinquennat qui a demandé la destitution de la nationalité, alors qu'ils avaient promis le droit de vote aux

étrangers, une rose rouge qui devient bleue par miracle. Ce quinquennat, au final, nous nous demandons pourquoi. Tout cela pour vous dire que ce vœu est à l'image de Monsieur DELAFOSSE qui est à l'image du Parti socialiste, pour nous dire autre chose. Ils sont en mode racolage au vu des prochaines échéances électorales. Se servir de la souffrance d'un peuple – j'ai bientôt terminé –, d'une nation, d'un individu confirme ce que je pense et ce que j'ai toujours pensé de ce parti. Pour en terminer, Monsieur le Maire, je salue le peuple syrien, qui pour certains les appellent terroristes, mais cela, tout dépend de quel côté l'on se met, et cela me fait penser à ce même peuple palestinien, qui pour certains les appellent aussi terroristes, et moi résistants, que je salue.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur BOUMAAZ. Madame BOUALLAGA. Qui demande la parole, parce que tous les doigts se lèvent de façon anarchique ? Madame BOUALLAGA, Madame DANAN, Monsieur de SAINT JOUAN, Madame HART. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Évidemment, je salue cette louable initiative, qui ne peut que toucher les Montpelliérains, surtout quand nous connaissons l'extrême dégradation de vie de ce peuple syrien, meurtri, mais courageux, depuis maintenant plus de quatre ans. Un peuple ouvert, éveillé, au sein duquel se côtoient une multitude de groupes, d'ethnies, de religions, une culture millénaire, un exemple du vivre ensemble. Certes, tout n'était pas si rose en Syrie, comme dans d'autres pays. Ils avaient leur lot de problèmes, mais aucun ne justifiait les prises de position qui l'ont menée et qui l'ont conduite à la guerre. C'est ce pays-là que notre cher président de la République a choisi de déstabiliser en 2012. Cinq cent mille morts plus tard, nous sommes tous témoins d'une solidarité parfois soudaine, qui fleurit ici et là, à l'égard de ce pauvre peuple syrien, une solidarité des élus de son propre parti, certes avec quelques saisons de retard, mais elle est enfin là. À défaut de pouvoir revenir en arrière, c'est bien cela l'essentiel.

Vous m'excuserez, mais je ne peux m'empêcher de m'interroger quant au timing au vu de la présidentielle, et à cette idée de rassembler une majorité au-delà de vos rangs, vous, Monsieur DELAFOSSE, candidat à la Mairie pour 2020. Il est regrettable que l'on ne vous ait pas entendu auparavant à ce sujet et il est encore plus regrettable que l'on ne vous ait pas entendu tout simplement dénoncer ce Président va-t'en-guerre, chef de votre parti. La Syrie a tout de même vécu une *War on Terror* à la George Bush. Bien sûr, nous savons tous que la guerre est mal, cause beaucoup de torts, fait beaucoup de malheureux et de morts. Loin de moi de vous faire la leçon, et encore moins à vous, Monsieur DELAFOSSE, vous, le professeur d'histoire. Et pourtant, l'histoire nous enseigne tant à ce sujet. Je pense que cela devrait suffire à prendre ses responsabilités et à s'opposer aux guerres où qu'elles soient et peu importe qui elles impliquent, parce que lorsque nous sommes humanistes, nous savons qui sont les principales victimes de la guerre : le peuple, les enfants, les gens de ce vivre ensemble auquel nous aspirons tant. Alors, voilà, 500 000 morts plus tard, des millions de déplacés, une absence d'électricité dans la moitié du pays, sans parler du manque de denrées alimentaires et de la situation humanitaire effroyable – je vous épargne les Français terrorisés par la proximité de certains migrants, victimes des décisions de leur Président et du silence d'une grande partie de sa majorité. Oui, je soutiens toute initiative qui vient apporter un quelconque soutien et sous n'importe quelle forme au peuple syrien, mais j'aimerais juste souligner que c'est un sujet bien trop grave et préoccupant pour s'en servir à des fins politiques ou de communication. Et l'idéal, surtout, dans un monde politique humain, courageux, ce serait de dénoncer des décisions ou des actes graves au moment où ils surviennent. C'est cela, la politique, dans son sens noble du terme et celle qui fait l'honneur de la fonction d'élu pour laquelle nous sommes là. Cela nous éviterait à tous de ne pas avoir à panser des plaies déjà béantes et putrides de quatre ans, les plaies d'une Syrie aujourd'hui amputée de la plupart de ses régions, de son envieux vivre ensemble et d'une belle partie de ses âmes. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BOUALLAGA. Madame DANAN.

Perla DANAN : Monsieur le Maire, chers collègues, je suis un peu triste et alarmée que, justement, nous ne puissions pas nous en tenir simplement à soutenir le peuple syrien dans le malheur qu'il vit et que cela donne l'occasion, sur le dos du peuple syrien qui est dans son malheur, de faire des grandes déclarations géopolitiques de bazar, d'allumer la concurrence des malheurs, voire la théorie de complot dont certains sont tout à fait fêrus. Nous souhaitons faire un vœu de solidarité. Je trouve qu'il serait décent de s'en tenir au vœu de solidarité. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DANAN. Monsieur de SAINT JOUAN.

Cédric de SAINT JOUAN : Monsieur le Maire, chers collègues, bonsoir. J'entends les arguments qui poussent à soutenir le vœu du parti socialiste et du parti Europe Ecologie Les Verts, et je partage la compassion qui nous anime tous pour les populations d'Alep qui subissent une épreuve hors du commun. Quand nous émettons un vœu, il faut être prêt à agir. De même que, quand nous menaçons, il faut être prêt à sanctionner. Ce vœu me laisse perplexe, parce que l'action de la France, gouvernée par un gouvernement socialiste, est pour le moins peu lisible et, surtout, très peu efficace. Ce vœu me rend mal à l'aise parce qu'il met en exergue l'incapacité de la France à résoudre ce conflit. J'ai l'impression que nous nous payons de mots, que nous nous achetons une bonne conscience et, au plus profond de moi, je souffre pour les populations d'Alep et je souffre aussi pour la France, parce que je ne la sens pas capable de résoudre ce problème. En ce qui concerne les vœux, la première formulation ne me convenait pas, la seconde non plus. Je pense que, dans la situation actuelle, j'aurais aimé quelque chose d'extrêmement sobre. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur de SAINT JOUAN. Madame HART.

Clare HART : Merci. Perla, merci beaucoup pour tes mots, parce que c'est exactement ce que je voulais dire. J'arrive après toi. Je suis tout simplement choquée, parce que cette idée de vœu était quelque chose que nous aurions dû porter tous et toutes ensemble. Nous étions là pour être ensemble, main dans la main, tous et toutes, quel que soit notre parti, groupe. Ce n'est pas grave. De nouveau, comme pour la question des réfugiés, nous aurions pu être unis, ici, ce soir, autour de quelque chose qui nous portait plus haut que tout cela. Mais non, nous sommes redescendus là-dedans, et je suis vraiment triste ce soir de voir cela. Ce vœu de solidarité méritait tellement mieux que cela. Nous pouvons peut-être tourner cette page, faire semblant que ce n'est pas arrivé, Monsieur BOUMAAZ, etc., nous oublions, et nous pouvons peut-être maintenant nous unir autour de ce vœu de solidarité. Peut-être prendre ce que nous avons, ajouter quelques phrases en ouvrant le débat et, vraiment, pour une fois, être unis ici ce soir, s'il vous plaît, je vous le demande.

Monsieur le Maire : Merci, Madame HART, mais le vœu que je vous ai lu et qui prend un peu des morceaux de texte des uns et des autres s'intitule « vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre ». Le parti socialiste a proposé un vœu.

Monsieur DOMERGUE : Vous avez fait une correction comme à l'école.

Monsieur le Maire : Ne critiquez pas l'école, c'est péjoratif, Monsieur DOMERGUE. Être maître d'école, c'est le plus beau métier du monde. Il forme les générations avec passion, avec le cœur. Je comprends que nous puissions être gênés quand nous ne sommes plus habitués à entendre d'autres vérités que sa propre vérité. Là, nous avons l'impression de retourner à l'école. Acceptez que d'autres ne pensent pas pareil que vous. Je propose un texte qui relie tout le monde. Je vous l'ai lu et c'est le seul que j'ai lu. Il est écrit « vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre », franchement. Ce n'est pas seulement Alep, c'est aussi Mossoul, Homs, d'autres villes souffrent. Comme dit Madame HART, l'important, c'est la solidarité avec les peuples qui souffrent, voilà, et Madame DANAN a dit la même chose, c'est un bon équilibre.

Clare HART : Nous gâchons là un moment qui aurait dû être fort.

Monsieur le Maire : Madame HART, ne considérez pas que, quand nous discutons, nous gâchons les choses.

Clare HART : Est-ce que nous pouvons le repousser au 15 décembre pour réécrire cela tranquillement, parce que nous sommes d'accord à la limite ?

Monsieur le Maire : Mais nous sommes d'accord sur tout.

Clare HART : Est-ce que nous pouvons le repousser au 15 décembre pour que nous puissions porter tout cela ensemble fièrement ?

Monsieur le Maire : Écoutez, je vais faire voter le vœu de solidarité avec les populations civiles des villes en guerre. Je vous l'ai lu tout à l'heure. Qui est contre ? Vous êtes tous d'accord. Pourquoi vous criez ? Qui s'abstient ? Personne. Unanimité sur le vœu. Affaire suivante. Ce n'est pas possible, cela. Ce sont des enfants qui méritent de retourner à l'école.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO avec la procuration de Madame JAMET entre en séance.

Vœu relatif au décret autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité

Vœu déposé par le groupe majoritaire

Le décret 2016-1460 du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité vient modifier sensiblement les conditions de délivrance des cartes nationales d'identité.

Ces documents pourront désormais être demandés dans n'importe quelle mairie et non plus celle du domicile du demandeur.

En revanche, elles ne pourront être délivrées, tout comme les passeports, qu'à partir d'un dispositif de recueil des données biométriques, dont l'attribution et la répartition relèvent de la compétence exclusive de l'Etat.

La mise en œuvre de ce décret aurait donc deux conséquences tout aussi dommageables pour les communes et leur population :

- La perte de service rendu dans les 26 communes non équipées et l'éloignement du service pour l'utilisateur aggravant l'isolement des territoires ruraux.
- La concentration des demandes vers les cinq communes équipées du territoire métropolitain, dont Montpellier, qui verraient la fréquentation de leurs services fortement augmenter.

En 2015, 17 200 demandes de cartes nationales d'identité ont été instruites par les services de notre Ville au bénéfice de ses 276 000 habitants, population par ailleurs en augmentation constante. Sur la base des passeports traités par notre Ville pour des habitants d'autres communes, la mise en place de cette mesure entraînerait une augmentation prévisionnelle de près de 24 % du volume des demandes.

Or les moyens supplémentaires que l'Etat prévoit d'allouer à notre commune (deux dispositifs de relevés de plus passant le parc de 18 à 20 et une dotation d'environ 10 000 € supplémentaires) apparaissent clairement insuffisants alors que l'activité nouvelle induite nécessiterait l'emploi d'agents supplémentaires dans un contexte budgétaire contraint.

Dans ce contexte, une telle mesure ne peut conduire qu'à une dégradation du service public local de proximité contraire à notre projet pour Montpellier qui place l'utilisateur au cœur de l'action publique et contraire à nos engagements de qualité de service traduits par la certification Qualiville obtenue depuis sept ans par la ville de Montpellier.

C'est pourquoi, le Conseil municipal de Montpellier émet le vœu :

- que l'application du décret 2016-1460 soit différée et qu'il soit convenu, en concertation avec les Maires du territoire métropolitain, d'un système garantissant l'égal accès de tous aux services régaliens de proximité ;
- que la mesure fasse l'objet d'une étude locale d'impact préalable à sa mise en œuvre et que ses conclusions soient partagées avec les Maires du territoire métropolitain ;
- que la neutralité budgétaire de la mesure soit garantie aux communes par une compensation au réel ajoutée à leurs dotations de fonctionnement.

Monsieur le Maire : La parole est à Madame ACQUIER.

Lorraine ACQUIER : Monsieur le Maire, chers collègues, dans le cadre du projet de préfecture nouvelle génération, il a été décidé que les communes allaient récupérer la compétence des cartes d'identité sécurisées sur le même modèle que les passeports avec une contrainte principale : pour pouvoir faire une carte d'identité, il faut aujourd'hui un dossier papier ; à partir du 1^{er} mars 2016, il faudrait utiliser un dispositif de recueil des données biométriques qui est utilisé pour faire les passeports. Or, l'État, dans sa grande générosité, a donné pour le département de l'Hérault, seulement cinq DR supplémentaires et seulement deux pour Montpellier. Il faut savoir que, aujourd'hui, nous avons dix-huit DR, qu'avec ces dix-huit DR nous passons quasiment 25 000 dossiers de passeport par an, dont 20 % qui sont des passeports qui viennent de personnes qui n'habitent pas sur la ville. Dans le même temps, 17 000 cartes d'identité sont faites par an. Avec ce nouveau dispositif, avec ce nombre de machines supplémentaires, le nombre de titres réalisés sur ces machines va être doublé, tout cela sur la même durée, le même planning, puisque nous n'avons ni agents supplémentaires, ni véritables compensations financières. C'est quelque chose qui n'est pas normal, qui est à la fois critiqué par les communes comme Montpellier qui ont des DR et, également, par les plus petites communes qui n'ont pas de DR et qui perdront un nouveau lien de proximité avec leurs habitants. C'est l'objet de ce vœu qui est de demander à ce que l'application soit différée, qu'une véritable étude d'impact préalable soit faite et que la neutralité budgétaire soit garantie aux communes parce que, à ce jour, il nous est proposé 5 000 euros pour un DR supplémentaire. Avec 5 000 euros, nous ne pouvons pas payer d'agent supplémentaire ni permettre aux usagers de Montpellier et du département d'avoir leurs titres et leurs passeports dans des durées raisonnables. À ce jour, il faut entre quinze jours et trois semaines pour avoir une carte d'identité. Si nous mettons en place ce système sans aucun matériel supplémentaire, nous devons doubler, voire tripler, le temps d'attente pour avoir une carte d'identité ou un passeport.

Monsieur le Maire : Qui souhaite s'exprimer sur ce vœu ? Je prends les demandes d'intervention. Vous dites ce que vous voulez. Qui veut parler ? Madame DANAN, Madame LLEDO et Monsieur BOUMAAZ. Madame DANAN.

Perla DANAN : Monsieur le Maire, je comprends le problème de la charge supplémentaire, bien sûr, et la nécessité d'intervenir. Je suis étonnée que nous le fassions à travers un vœu, parce qu'il s'agit d'une intervention tellement logique de plan de charge et autres. Un point qui n'est pas spécifié qui me semble important est la ventilation dans les communes. L'un des leviers pour concentrer cette gestion à la mairie est aussi la confidentialité des données à travers un matériel assez performant et des circuits particuliers. Nous revenons finalement sur le principe que cela est opportun et c'est un problème important de moyens. Je suis étonnée qu'aucune possibilité de négocier cela directement n'existe et que nous passions par un vœu.

Monsieur le Maire : Madame ACQUIER vous répondra. Sachez que de nombreux maires de la métropole sont également solidaires de ce vœu. Madame LLEDO.

Audrey LLEDO : Bonsoir. Sur ce vœu, je vais m'abstenir et je vais expliquer pourquoi. Je suis un peu interloquée par le fait qu'une mairie telle que la nôtre ne puisse nous transmettre des vœux tel que celui-ci que le jour J du Conseil municipal alors que celui-ci a été déplacé de plusieurs jours. Je pense que nous ne pouvons pas prendre acte d'un vœu tel que celui-ci ou tel que le vœu d'Alep le jour J et qu'il faut y réfléchir et en discuter. Je suis désolée, mais je trouve cela scandaleux de nous donner les affaires le jour même. Je ne trouve pas cela assez

démocratique et je ne pense pas que nous puissions nous prononcer réellement sur un vœu dont nous prenons seulement connaissance cinq minutes avant le Conseil.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Je m'abstiendrai, mais j'ai une question. Qu'est-ce que DR ? Je n'ai pas trop saisi.

Monsieur le Maire : Madame ACQUIER, s'il vous plaît, répondez sur l'interrogation de Madame DANAN et sur celle de Monsieur BOUMAAZ.

Lorraine ACQUIER : Un DR est un Dispositif de Recueil des données biométriques. Il s'agit de l'appareil sur lequel vous posez vos doigts pour prendre vos empreintes. Pour répondre à Madame LLEDO, sur le timing, le vœu est arrivé tardivement parce que la réunion en préfecture qui a annoncé cela comme un état de fait est arrivée aussi très tardivement. Plutôt que d'attendre le prochain Conseil, comme cela concerne beaucoup de communes qui sont montées au créneau, nous avons préféré faire cela rapidement. Pour Madame DANAN, votre question était matérielle. Le projet de préfecture nouvelle génération prévoit que tout soit fait de manière dématérialisée. Aujourd'hui, seules les communes vont conserver l'accueil du public. Si à Montpellier nous avons dix-huit DR, sur le département, nous en avons cinq nouveaux qui sont répartis sur le territoire. Nous pouvons nous poser la question de la répartition équitable sur le territoire. À Montpellier, nous avons un ratio de dossiers traités par DR qui est de 1 319. Vous avez des communes qui ont un dispositif de recueil avec seulement 205 dossiers par an. Ils sont donc sous-utilisés d'un côté, et très largement utilisés de l'autre. Cela s'appelle l'aménagement du territoire et des questions sont à se poser. Je ne citerai pas la commune avec 205 dossiers, mais il s'agit d'une commune qui a des responsabilités locales importantes et dont il n'est pas possible de retirer un président de département. Des questions se posent sur la rentabilité et le nombre de titres faits par chaque DR. Si nous le faisons aujourd'hui, dans le cadre d'un vœu, c'est, comme l'a dit Monsieur le Maire, parce que beaucoup de maires sont montés au créneau. L'Association des maires, dans le département, est montée au créneau, d'autres communes vont monter, à la Métropole aussi, parce que cela concerne le 1^{er} mars. Il est de notre ressort de demander plus de machines, parce que si nous engageons du personnel supplémentaire ou si nous répartissons différemment le personnel, si nous n'avons pas de DR pour faire passer les gens devant...

Monsieur le Maire : Si personne ne souhaite s'exprimer, je mets aux voix le vœu exprimé par Lorraine ACQUIER. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Neuf abstentions.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 9 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

1. Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2016

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants, celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12/7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique. Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités. Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

1- Les modes de production et de consommation responsables.

S'inscrivent notamment dans ce cadre :

- la production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM) ; avec fin 2015 l'inauguration de la chaufferie bois de Joffre et au printemps 2016 l'inauguration de la chaufferie bois d'Antigone ;
- la construction d'écoles à énergie positive (BEPOS – Bâtiment à Energie Positive), lauréat de la 25^e édition des Trophées Eco Actions pour les 4 écoles BEPOS ;
- le plan local de déplacement et d'entreprise (PDE) ;
- la politique d'achats responsable de la Ville ; une imprimerie exemplaire labellisée IMPRIM'VERT.

2- La lutte contre le changement climatique.

S'inscrivent dans ce cadre :

- 30 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 60 millions d'euros environ ont ainsi pu être économisés depuis 1986 ;
- la politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective à long terme, d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal / mixité fonctionnelle ». Cette politique s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Les enjeux sont de construire une ville bas carbone, à haute qualité de vie pour tous ; les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur) y participent.

3- La préservation de la biodiversité.

S'inscrivent dans ce cadre :

- l'adhésion de la Ville en 2009-10 au réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la Convention sur la Diversité Biologique, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU ;
- la mise en place de sa Trame Verte et Bleue ;
- l'amélioration continue de la gestion des espaces verts et naturels de la ville : afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire, la ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels appliquée à l'ensemble de son patrimoine. Cette gestion s'articule autour de 4 grands axes :
 - o économiser l'eau,
 - o soutenir la Biodiversité locale,
 - o réduire les pollutions et protéger les sols, avec notamment le recyclage in situ des déchets verts et le paillage des sols,
 - o former et sensibiliser avec des panneaux d'information dans les espaces verts ;
- l'Engagement citoyen : Huit jeunes volontaires effectuent un service civique à la Ville de Montpellier sur une mission intitulée « Sensibilisation au respect des Espaces verts et aux comportements citoyens, et pour initier aux bonnes pratiques dans les jardins familiaux et partagés » ;
- l'installation de nichoirs à faucon : la Ville de Montpellier et la Ligue pour la Protection des Oiseaux Hérault, pour favoriser et sécuriser ses nichées, ont installé un gîte construit tout spécialement sur une façade de l'hôtel-de-Ville ;
- l'Eco-pâturage avec une expérimentation en 2016 ;
- la labellisation EcoJardin : ce label, créé par Plante & Cité en collaboration avec des gestionnaires d'espaces verts, est attribué pour 3 ans sur la base d'un référentiel de gestion écologique qui permet

d'évaluer, à partir de différents critères, les pratiques de gestion des espaces verts. 6 parcs ont été labellisés à Montpellier : Méric, Clemenceau et Fontcolombe, Arsonval, Magnol, la Rauze ;

- les jardins participatifs et agriculture urbaine, Jardins partagés, Montpellier Main Verte. En 2016, au total 23 jardins partagés sont présents au sein des espaces verts de la ville ;
- le projet SEVE, pour Scène d'Expression végétale Ephémère, qui est un évènement original dédié au végétal, au jardinage et aux jardins, initié par un collectif de professionnels et de passionnés de nature, et organisé en partenariat avec la ville.

4- La cohésion sociale.

S'inscrivent dans ce cadre :

- l'action des Maisons pour tous, qui œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale. Ces lieux de proximité développent dans les quartiers, très régulièrement, des actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable ;
- la Ville s'est également engagée à développer la démocratie participative pour répondre notamment aux enjeux de développement durable, mais à bien d'autres questions ;
- le projet Montpellier Territoire Numérique, qui contribue à la libération de données publiques ;
- l'action du Centre communal d'action sociale (CCAS), qui propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique,
 - o pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains.

S'inscrivent dans ce cadre :

- la politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine ;
- la politique de réussite éducative volontaire, dont le Projet Educatif Territorial, travaille à intégrer crescendo les enjeux de développement durable, au travers des appels à projets notamment, mais aussi dans le cadre des accueils Temps d'activités partagées (TAP) ;
- le Conseil Municipal des Enfants, qui s'inscrit progressivement dans la démarche d'appropriation du développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2016, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Mes chers collègues, vous avez pris connaissance de ce rapport qui est un rapport très complet, très intéressant. Je voudrais vous présenter rapidement quelques diapositives pour vous indiquer l'objectif de ce rapport. Il est destiné à rapprocher les orientations de développement durable des discussions budgétaires et à les inscrire dans une démarche d'amélioration continue des investissements vertueux. Il fait référence à cinq finalités qui sont celles du cadre national des agendas 21, de la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère, de la préservation de la biodiversité et la protection des milieux et des ressources, de l'épanouissement de tous les êtres humains, de la cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations et des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables. À ceci, vous ajoutez quatre éléments de démarche : la participation des acteurs, l'organisation du pilotage, la transversalité de l'approche et le dispositif d'évaluation partagée et continue.

Dans le contexte national, nous nous situons dans le contexte de la transition écologique qui est un impératif pour l'économie et pour la société tel qu'il a été marqué par la COP21. Vous avez là une magnifique photo montrant le prix qu'a reçu Monsieur le Maire des mains de la Ministre de l'Écologie.

Monsieur le Maire : Quand nous y allons, Madame ROYAL nous reçoit bien. Mais je lui dis et je lui répète qu'elle vient quand elle veut à Montpellier. Nous sommes bien reçus quand nous allons à Paris, mais si elle vient à Montpellier, c'est bien aussi.

Max LEVITA : Dans les résultats 2016 de la Ville, produire et consommer responsable, la Ville maîtrise ses flux. Nous vous rappelons que c'est une politique qui a commencé à Montpellier depuis 1985 et qui est portée par un très grand ingénieur de la ville, Monsieur IRIGOIN. C'est l'occasion pour nous de lui rendre hommage ce soir. Nous estimons que, depuis 1985, cette politique nous a permis d'économiser 60 millions d'euros en matière d'énergie. Pour suivre les actions de maîtrise des consommations d'eau des bâtiments communaux, nous estimons avoir gagné 1,5 millions d'euros et nous sommes maintenant passés à une régie de l'eau à l'échelle du territoire.

Reconquérir la qualité de l'air et réduire la consommation de carburant. Le second point est de lutter contre les changements climatiques et la protection de l'atmosphère. La Ville est productrice d'énergie, à énergie positive, ainsi que nous l'avons démarré, en particulier dans les écoles. Il s'agit également d'étendre l'amélioration des bâtiments existants.

Troisième point : la Ville incitatrice en protégeant les personnes, les ressources et la biodiversité. L'action phare est la pédagogie au service de la gestion des risques vers une ville adaptée. La biodiversité et le climat : s'adapter pour durer. Un certain nombre d'opérations ont été mises en place : l'amélioration continue de la gestion des espaces verts et naturels se poursuit avec, notamment, l'expérimentation de l'éco-pâturage sur les quinze hectares du parc de Malbosc et la plantation d'espèces adaptées.

La cohésion sociale, solidarité entre les territoires et les générations : une ville humaine, aménageuse sur le long terme avec la démarche des éco-quartiers, la démarche cité intelligente, la trame verte et bleue, la dynamique de développement sur les modes de production et de consommation responsable.

La ville écoresponsable : l'éco-responsabilité est présente dans les achats publics, dans la communication de manière croissante. Nous avons, en particulier, une imprimerie municipale qui a obtenu le label écologique Imprim'Vert. Des efforts restent à mener sur les économies de papier, et nous avons l'objectif de réduire la consommation de 30 % avant 2020.

L'épanouissement de chacun dans son cadre de vie : ce sont les actions dans le domaine de la ville au service de la qualité de vie des Montpelliérains. L'action phare est la suivante : tous éco-citoyens pour participer au projet de ville propre. La ville développe un plan d'actions parmi lesquelles une présence continue dans l'hyper-centre de neuf agents et de deux balayeuses de 17h à 21h30, contre deux agents et une balayeuse précédemment, étant entendu que chacun est invité à être écoresponsable.

La ville du bien vivre ensemble : l'action phare est une nouvelle participation citoyenne qui s'installe dans le paysage, conseil citoyen en particulier. Le renouvellement urbain est un projet de long terme, destiné à requalifier le parc ancien. La ville est également mobilisée sur les grands sujets d'actualité : le handicap, l'égalité homme/femme, le sport et le loisir accessible à tous.

En conclusion, en toile de fond, un nouveau modèle économique se met en place, qui cherche à réconcilier le bien-être social, l'économie, dans les limites de la biosphère. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur LEVITA. Qui souhaite s'exprimer ? Je prends les demandes d'intervention. Madame DANAN, Madame LLEDO, Madame BOUALLAGA. Madame DANAN.

Perla DANAN : Je pense effectivement que tout ce que nous pouvons faire pour l'environnement et pour faire entrer cette démarche aussi dans les habitudes des citoyens ne va que dans un sens d'amélioration général de la vie et de la santé. J'en profite – c'est un peu cela l'objet de mon intervention – pour vous demander si nous ne pourrions pas postuler. Depuis le Brexit, elle ne peut pas rester à Londres.

Monsieur le Maire : Nous l'avons déjà fait et expliqué en Conseil municipal, Madame DANAN.

Perla DANAN : Je n'étais pas là.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas grave, je vous le répète avec grand plaisir.

Perla DANAN : Avons-nous une chance ?

Monsieur le Maire : Ils nous ont laissé entendre que ce serait très compliqué, mais nous avons fait la démarche. Suite au Brexit, l'Agence européenne ne peut plus rester en Angleterre. Il faut donc chercher une patrie de repli sur le continent. Madame LLEDO.

Audrey LLEDO : Monsieur LEVITA, Mesdames et Messieurs les Conseillers, j'avoue que j'ai lu ce rapport avec beaucoup d'attention. Je suis d'accord avec vous, effectivement, le développement durable et l'écologie sont des enjeux indéniables pour les prochaines années. Je tiens, par ailleurs, à vous signaler que les jeunes Montpelliérains se sont réunis deux semaines plus tôt lors d'une simulation parlementaire au cours de laquelle ils ont créé un projet de loi qui a été transmis au député de l'Hérault sur le thème de l'écologie. Nous en avons conclu plusieurs choses : il faut baisser la consommation d'énergie et s'engager à la diminution de l'utilisation d'énergie fossile. Pour cela, il faut investir, mais il faut investir bien, et pas comme nos amis parisiens. Je pense que nos efforts de rénovation urbaine doivent suivre des règles strictes de construction durable, afin de faire, d'une part, face aux caprices de Mère Nature, mais aussi pour que ces nouvelles constructions respectent l'environnement. J'ai donc deux suggestions. La première est que je pense qu'il faudrait encourager le fait que les bus de la ville deviennent des bus hybrides, ce qui permettrait de diminuer notre consommation d'énergie et notre création de CO₂.

Monsieur le Maire : Ils sont tous au gaz naturel.

Audrey LLEDO : Je pense aussi qu'il faut aborder un sujet important. Je pense que vous êtes au courant que, quelques semaines plus tôt, les abeilles sont passées en espèce en voie de disparition. Comme vous le savez, si vous vous intéressez un peu à l'environnement, les abeilles sont indispensables à notre survie. C'est pour cela que je vous suggère d'installer des ruches sur les toits de la mairie, ainsi que sur les bâtiments municipaux, ce qui permettrait de participer à la survie des abeilles dans notre ville, et probablement aussi de sensibiliser les enfants à cette espèce. Merci.

Monsieur le Maire : Sur les abeilles, je vais vous répondre, parce que c'est un sujet qui me passionne. Je suis passionné par les animaux parce que, quand je les vois agir, j'y retrouve des comportements humains, des attitudes que je connais déjà. Pour les abeilles, par exemple, nous pouvons mettre des ruches sur les toits, mais nous en avons déjà sur la région, sur les toits de la région. Mais sachez que nous sommes en train de faire un grand rucher dans le zoo, avec Monsieur COUR et Madame MARION. Ensuite, sur la mairie, nous n'avons pas mis d'abeilles, mais nous avons mis un nichoir pour des faucons crécerelles, faucons qui sont très particuliers puisqu'ils abordent les danses nuptiales en plein vol, ce qui est complexe et mérite un œil aguerri. Sachez que nous sommes très attentifs à la biodiversité. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Je voulais vous demander, lors de votre présentation de l'ordre du jour justement, d'intégrer une proposition. Si vous me le permettez, je vais le faire maintenant, si cela ne vous dérange pas, car je trouve que cette affaire s'y prête tout à fait. J'étais en déplacement quelque temps plus tôt, j'ai rencontré de nombreux élus, notamment une des start-ups qui présente ce dispositif. Ce dispositif est déjà présent dans plusieurs villes dans l'hexagone. Je veux parler d'une plateforme collaborative qui serait mise à disposition des citoyens par la Mairie de Montpellier. Je vais vous donner un exemple de chiffre, car de nombreux habitants

l'ont déjà adoptée. Le quartier Clémenceau, par exemple, compte déjà 150 utilisateurs. Antigone 142, les Grisettes 111, les Beaux-Arts 104, ce qui représente déjà une utilisation très significative et qui nous démontre que les Montpelliérains ont l'esprit très collaboratif.

Plusieurs enjeux existent : simplifier l'entraide entre les citoyens, consolider le lien collectivité/habitant, générer des économies et du pouvoir d'achat, participer au mieux vivre ensemble, accompagner les primo-arrivants, accompagner les personnes âgées et lutter contre l'exclusion, consommer local et donc mieux, dynamiser certains quartiers par le commerce de proximité, fédérer les associations du territoire. Il s'agit d'une seule plateforme pour partager avec des interfaces dédiées et des fonctions comme des sondages ou des alertes, des événements et des remontées mairie. Montpellier compte plus de 3 000 utilisateurs. Il s'agit d'un écosystème qui rassemble tous les acteurs de la vie locale. Le chiffre concernant l'économie de Montpellier qui serait avancé, si nous utilisons cette plateforme, serait de 4 millions d'euros d'économie pour les Montpelliérains et une diminution du dioxyde de carbone, ce qui pourrait donner des idées aussi pour l'étendre à la Métropole. Les moyens de communication sont multiples. J'ai apporté avec moi des documents que je mets à votre disposition. Vous avez un petit pin's assez sympathique avec Dark Vador où il est écrit « Je suis ton maire ».

Devenir une ville collaborative, voire une métropole collaborative, c'est être visible sur l'ensemble de l'hexagone et, surtout, c'est donner l'exemple. Son coût n'est pas très élevé, compte tenu des répercussions attendues. Montpellier peut se targuer de nombreux partenaires qui pourraient parrainer ou participer à sa mise en place. Une dernière information : une expérimentation de trois mois est offerte et, ce, sans engagement. Je me dis que cela vaut peut-être le coup. Cela s'appelle « mon petit voisinage ». Je mets à votre disposition les documents, si quelqu'un veut venir les récupérer.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, vos désirs sont des ordres, puisque nous avons commencé à travailler avec la plateforme « mon petit voisinage » avec la Métropole.

Sabria BOUALLAGA : Je vous félicite.

Monsieur le Maire : Merci. Oui, Monsieur COUR, donnez-nous des éléments sur les abeilles qui sont protégées par la Ville.

Christophe COUR : Madame LLEDO, vous avez raison concernant les abeilles. Depuis que nous avons été élus, nous avons fait des recherches sur la ville de Montpellier pour pouvoir placer des ruches, sachant qu'il faut que les ruches soient accessibles par les apiculteurs. Ensuite, le but du jeu était aussi de faire preuve de pédagogie pour montrer à la fois aux citoyens et aux citoyennes de Montpellier, et aux enfants et aux écoles comment il est possible de s'occuper de ruches et d'avoir de l'éducation à ce niveau-là. Nous avons déjà trouvé quelques zones, sachant que nous ne pouvons pas être trop proches des habitations, car sur des toits d'immeuble, par exemple, des gens se plaindraient que des abeilles viennent sur leur terrasse pour manger les confitures, etc. Nous ne pouvons donc pas les mettre n'importe où et c'est ce qui est le plus compliqué. Nous avons aussi un autre problème : des personnes qui saccagent des ruches. Nous l'avons déjà vu du côté des Grisettes où des individus – que je ne nommerai pas – saccagent des ruches avec des rochers, etc. Il faut donc aussi qu'elles ne soient pas accessibles pour ne pas avoir de détérioration. Nous avons trouvé plusieurs lieux et nous sommes en train de regarder avec Monsieur le Maire pour les mettre en application rapidement.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COUR. C'est à prendre acte. Je passe à l'affaire suivante.

Le Conseil prend acte.

2. Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2016

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n° 2014-783 du 4 août 2014 et le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce cadre, le premier rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a été présenté au premier trimestre 2016, sur la base des éléments chiffrés de l'année 2015 pour ce qui concerne le rapport de situation comparée au sein de la collectivité. Au regard du calendrier de présentation du budget primitif 2017, l'année 2016 n'étant pas clôturée, les éléments chiffrés restent ceux de la dernière année échue (2015).

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer tout document relatif à cette affaire. |

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, mes chers collègues, l'égalité entre les femmes et les hommes constitue, depuis 1946, un principe constitutionnel, rappelé, pour ce qui concerne la Fonction publique, par la loi du 13 juillet 1983, portant droit et obligation des fonctionnaires. Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers des rapports de situations comparées, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener. Comme suite au plan d'action présenté début 2016, des ateliers ont été organisés au printemps 2016 à destination des agents femmes dans un double objectif : entendre la parole des concernés sur les problématiques de l'égalité professionnelle femmes/hommes, appréhender cette question qui présente des spécificités en fonction du niveau de responsabilité. Les conclusions de ces groupes de travail femmes sont les suivantes : des difficultés ou attentes qui ne sont pas spécifiques aux femmes – manque de formation, prise de poste notamment sur des fonctions d'encadrement, manque d'information sur les possibilités de formation ou de carrière –, des difficultés propres aux femmes – la pression de l'exigence de disponibilité conduit les femmes à faire des choix alors qu'elles souhaiteraient concilier responsabilités et vie familiale, poids encore très présent dans la prise en charge des tâches familiales, temps partiel considéré comme incompatible avec certaines fonctions, culture du présentisme rendant difficile la conciliation avec la vie familiale, sentiment de jouer les équilibristes pour concilier et maintenir le fragile équilibre entre la vie privée et la vie publique, réunion tardive considérée comme discriminante, etc. Ces situations sont particulièrement prégnantes pour des femmes élevant seules leur enfant, ou sans soutien familial.

De nombreuses idées reçues sur la place des femmes dans la vie professionnelle représentent autant de freins à l'égalité professionnelle, sur la maternité et l'absence associée, sur la mise en cause des compétences en cas de promotion, sur le fait que certains métiers ou fonctions seraient réservés aux hommes. Les propositions avancées

sur le temps partiel sont les suivantes : apporter une réponse organisationnelle aux prises de temps partiel et aider les encadrant dans cette réflexion d'aménagement du travail, ne décréter aucun poste ou aucune fonction interdite au temps partiel a priori, travailler sur une charte des temps permettant aux femmes et aux hommes de mieux concilier vie privée et vie professionnelle, étudier la piste du télétravail, veiller à ne pas avoir de pratique discriminante dans les parcours de mobilité et favoriser la mixité dans les services qui en manquent, travailler sur les représentations, les stéréotypes pour les faire évoluer, étudier la piste de la participation de la collectivité pour un soutien à la garde d'enfant ponctuelle pour les familles monoparentales.

L'ensemble de ces constats et de ces pistes d'actions seront partagés avec les organisations syndicales et feront l'objet, courant 2017, d'un plan d'action spécifique. Nous retrouvons trois points : le renforcement des possibilités d'aménagement du temps de travail hors service nécessitant des plages de travail déterminées par les besoins de leur activité et du service rendu ; les plages variables déjà en vigueur ont été étendues en repoussant, le matin, le début de la plage fixe à 9h15 et en réduisant l'après-midi la fin de la plage fixe de 17h à 16h30 ; le travail de *benchmarking*, les modes d'organisation auprès d'autres collectivités territoriales sur les actions menées et la réalisation d'entretien avec les agents occupant des fonctions stéréotypées comme masculines en vue de l'élaboration d'une plaquette d'information. Ce rapport présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Soutien au milieu associatif : la Ville de Montpellier développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le domaine en leur attribuant des subventions de fonctionnement et pour la mise en place de projets. Ces associations mettent en place des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier et d'exercer leurs droits. Elle vise, par ce biais, à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toute forme de discrimination. L'évolution de l'enveloppe des subventions sur la thématique des droits des femmes est passée en 2015 de 36 600 euros à plus de 40 000 euros en 2017.

Le Contrat de ville : quatre axes transversaux du Contrat de ville, dont l'égalité entre les femmes et les hommes, sont relayés à l'occasion d'appels à projet. Lors de l'étude des dossiers, une vigilance particulière est portée sur le respect de cette approche.

La Journée internationale des droits des femmes : depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier organise, en partenariat avec des associations, une manifestation dans le cadre de la Journée des droits des femmes.

La lutte contre les violences faites aux femmes dans ce domaine particulier : Montpellier a toujours eu une action forte grâce, notamment, à la création, au début des années 1980, du Centre Elisabeth Bouissonnade. Ce centre, géré par le CCAS, assure trois missions principales : hébergement et réinsertion de femmes victimes de violence, accueil de jour, gestion d'une plateforme téléphonique, écoute et accompagnement des femmes victimes de violence. Pour finir, à l'occasion de la journée du 25 novembre 2016 de lutte contre les violences faites aux femmes, la ville organise au Centre Bouissonnade avec les associations une soirée de lancement le 23 novembre à la salle Molière.

En 2017, les perspectives liées à la lutte contre la prostitution au regard de la loi votée en avril 2016. J'ai terminé, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Il s'agit de prendre acte, là aussi. Qui souhaite s'exprimer ? Madame HART et Madame LLEDO. Madame HART.

Clare HART : Juste quelques points et quelques idées à ajouter, beaucoup de bonnes choses. Entre 2010 et 2015, le taux de féminisation des postes d'encadrement a évolué de 40 à 52 %, ce qui est une très bonne chose. Mais la situation nationale reflète qu'en moyenne l'écart moyen des salaires est de 14 % entre les femmes et les hommes, et cet écart augmente pour les postes les plus élevés. Beaucoup de vigilance et beaucoup de travail sur ce sujet. Dans le rapport, il est dit qu'il faut aller chercher des bonnes pratiques ailleurs. Il existe beaucoup de très bonnes choses de faites à la Mairie de Paris et à Lyon sur ce sujet. Nous pouvons donc benchmarker et aller chercher là. La piste télétravail est une excellente piste, utilisée dans beaucoup de très grands groupes et

d'entreprises d'aujourd'hui. Cela marche très bien et permet une belle articulation entre la vie professionnelle et la vie privée. C'est une très bonne idée. Une idée supplémentaire pourrait être de créer à l'interne ici pour les fonctionnaires une cellule de prévention et de protection permettant de lutter contre les violences faites aux femmes et les atteintes à leur dignité, parce que cela peut aller au-delà des violences et cela peut être des remarques sur Facebook ou les réseaux sociaux, etc. Je pense que cela pourrait être une très bonne chose de créer cela en interne, ce qui permet simplement de faire un feed-back sur ce qui se passe autour. Voilà tout simplement une idée supplémentaire à ajouter. Quand nous sommes sur cette démarche-là, nous sommes sur une démarche d'amélioration continue. Chaque année, il faut donc essayer d'aller un peu plus loin.

Monsieur le Maire : Merci, Madame HART. Madame LLEDO, puis Madame NAVARRE.

Audrey LLEDO : Je pense sincèrement que ce rapport doit hérissier les poils des féministes et je veux bien sûr parler des vraies féministes, celles qui ont le combat, l'égalité réelle entre les hommes et les femmes. J'ai remarqué quelques chiffres : dans l'administration, 81 % de femmes ; dans le médicosocial, 98 % de femmes ; dans la sécurité, 15 % de femmes. Vous vous réjouissez de ces chiffres. Je sais que vous aimez bien les femmes, un peu plus que les hommes, mais ce n'est tout de même pas la solution de faire de la discrimination positive. J'entends déjà dire que ces secteurs sont des secteurs de femmes, mais cela, c'est vous qui le dites.

Monsieur le Maire : Attendez, Madame LLEDO, je ne peux pas vous laisser dire cela. Vous me dites que j'aime plus les femmes que les hommes. En tant que maire de Montpellier, je ne connais que des citoyens et des citoyennes et je les aime tous un par un, autant les uns que les autres. Je ne peux pas vous laisser dire cela.

Audrey LLEDO : Vous faites ce que vous voulez, Monsieur le Maire. En matière d'égalité hommes/femmes, vous l'avez dit, nous sommes très mauvais en France et nous sommes très mauvais à Montpellier. Ce sont ces chiffres qui nous le disent. D'ailleurs, si, du temps de vos parents à vous et du temps de mes grands-parents à moi, cette discrimination puante et positive était déjà de mise, nous n'en serions certainement pas là, pensez-y.

Monsieur le Maire : C'est le Front National qui nous donne des leçons de non-discrimination. Madame NAVARRE, mettez un peu d'ordre dans toutes ces pensées folles comme des herbes.

Caroline NAVARRE : Il est difficile de laisser passer cela, tout de même, car je pense qu'à la Mairie de Montpellier, justement, nous pouvons être fiers de ce que nous faisons. Comme vous l'avez dit, Monsieur EL KANDOUSSI, les subventions n'ont pas diminué alors que, dans toutes les délégations, elles ont diminué de 5 %. Nous avons maintenu le taux et nous l'avons même un peu augmenté pour aider toutes les associations montpelliéraines. Nous faisons deux événements assez forts pendant l'année avec la journée du 8 mars également avec cette problématique sur l'égalité professionnelle hommes/femmes qui, bien sûr, ne va pas être résolue d'un coup de baguette magique avec quelques chiffres. C'est un travail de fond qui est fait actuellement à la Mairie de Montpellier. Pour la journée également du 25 novembre, pour la première fois la mairie a initié une soirée le 23 novembre au théâtre Molière qui a réuni 200 personnes à peu près et qui a fait une grande soirée avec vraiment les associations qui étaient ravies de cette initiative. Nous sommes loin de dire que la Mairie de Montpellier est mauvaise. Au contraire, je pense que nous sommes un exemple pour beaucoup de collectivités en France.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ. Soyez bref, parce que vous n'aviez pas demandé la parole au début. Trois phrases, ce qui se pense bien s'énonce clairement.

Djamel BOUMAAZ : Exactement, vous avez tout à fait raison. C'est tout de même amusant de vous entendre parler sur ce sujet de l'égalité hommes/femmes et de la violence dite faite aux femmes. Sur l'actualité de ces derniers jours, nous avons brillé sur ce sujet-là, tous les médias nationaux étaient braqués sur nous. Je salue tout de même votre initiative d'avoir pris de la hauteur sur ce sujet-là et d'avoir suspendu les deux délégations le temps de l'enquête. La présomption d'innocence est pour tout le monde – sauf pour moi, bien sûr. Comme vous suspendez deux élus...

Monsieur le Maire : Ce n'est pas cela du tout. Je n'ai suspendu aucun élu. Je ne peux pas vous laisser dire cela, parce que c'est un mensonge.

Djamel BOUMAAZ : C'est sur *Midi Libre*.

Monsieur le Maire : Arrêtez, il ne faut pas croire tout ce qui est écrit. Ils utilisent parfois un mot pour un autre. Je les attaque quelquefois, mais, là, je vais les défendre. C'est compliqué de comprendre cela. J'ai suspendu la délégation dans un souci de conservation de fonctionnement du service. C'est tout. Mais pas les élus.

Djamel BOUMAAZ : J'ai dit que vous aviez suspendu les délégations le temps d'avoir une transparence sur cette enquête.

Monsieur le Maire : Nous sommes d'accord.

Djamel BOUMAAZ : Je souhaitais juste terminer. Est-ce que vous avez un management à la carte au sein de votre majorité ? C'est tout.

Monsieur le Maire : C'est à donner acte, nous n'avons pas besoin de vote. Je vous propose donc, si vous en êtes d'accord, de passer à l'affaire suivante, qui est tout de même largement plus intéressante que les réflexions que je viens d'entendre.

Le Conseil prend acte.

3. Débat d'orientation budgétaire 2017

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux préalablement à l'adoption du Budget Primitif.

Le rapport donnant lieu à ce débat est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2017 ;
- transmettre ce rapport au Président de la Métropole conformément à l'article 107 de la Loi Notre, qui a modifié et complété l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriale – Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.

Monsieur le Maire : La parole est à Max LEVITA.

Max LEVITA : Les deux rapports précédents sont des rapports obligatoires. Nous sommes tenus de faire un rapport sur le développement durable et sur l'état de l'égalité hommes/femmes. De la même manière, nous sommes tenus de faire un débat d'orientation budgétaire qui n'appelle pas un vote particulier. Il s'agit d'un débat d'orientation budgétaire. C'est l'exercice auquel nous devons nous livrer. Débat, cela signifie que nous devons examiner ensemble la construction du budget de notre commune et ceci entraîne une discussion sur l'orientation du budget, les directions qu'il doit prendre, les objectifs qu'il doit chercher à atteindre. Étant bien entendu que, si une approche gestionnaire, comptable et technique est indispensable, surtout en période de pénurie financière, elle n'est pas l'alpha et l'oméga de la politique.

Pour vous guider, je vous propose de faire référence à deux textes importants qui viennent de paraître. Le premier texte est celui de la conférence des évêques. Je suis désolé, je n'ai pas pris les déclarations du Pape, je

ne suis pas au niveau de l'élection présidentielle. Le titre de cette conférence est « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique ». Le deuxième point est de nous référer au rapport de France stratégie qui est un organisme relié directement à Matignon. Le rapport s'intitule « Ligne de faille, une société à réunifier ».

Nous allons essayer de poser tout d'abord correctement notre problème. Tous les rapports dont nous disposons, que ce soit les rapports du Fonds monétaire international, de l'OCDE, de l'INSEE, du Haut Conseil des Finances publiques, de la Banque de France, de la Banque postale, de l'OFCE, etc., font tous les mêmes constatations et les mêmes prévisions. Le contexte macro-économique actuel suscite des interrogations sur la poursuite de la dynamique européenne avec une croissance modérée en zone euro, tirée par la demande intérieure. Deuxième point, des interrogations sur la poursuite de cette dynamique, des signes d'essoufflement apparaissent dans certains pays européens. Les conséquences du vote du Brexit sont encore aujourd'hui mal appréciées quant à l'influence sur la Grande-Bretagne et sur l'Union européenne. Le gouvernement français vient de soumettre son projet de budget au Parlement, qui était basé sur une prévision de croissance de 1,5 % en 2016 et 1,17 % en 2017. Cette prévision est jugée par le Haut Conseil des Finances publiques un peu élevée au regard des informations connues à ce jour. Ce 1,5 % est supérieur à la plupart des prévisions que nous connaissons, 1,2 ou 1,3 % sont des taux plus vraisemblables pour 2016 et pour 2017.

Ceci me fait conclure qu'il est improbable qu'il soit possible, dans les décennies à venir – je vous demande d'écouter la phrase, elle n'est pas de moi, elle est issue du rapport de France stratégie –, de retrouver un dynamisme productif suffisant pour que la puissance publique puisse en redistribuer les fruits et éteindre ainsi les foyers de conflit sociaux, culturels, générationnels ou encore territoriaux. Il est peu probable, ce n'est pas une croyance, ce n'est pas un acte de foi, c'est un fait qui, je crois, doit être pris en compte. Cela ne relève ni de l'optimisme, ni du pessimisme, cela relève, à mon sens, de la responsabilité.

Nous vous proposons donc de nous adapter à cette probabilité d'une croissance faible et persistante, comprise entre 1 % et 2 % au maximum, qui ne laisse pas espérer une modification optimiste dans les relations entre l'État et les collectivités locales. Par miracle, si l'Europe et la France faisaient mieux qu'espéré, il serait assez facile de nous adapter à cette situation, plus facile que dans le cas contraire. Voici donc le point de départ du budget que nous vous proposerons dans un mois. Ajoutons la contrainte que Philippe SAUREL et son équipe ont posée, que Philippe SAUREL entend bien respecter, parce que c'est une promesse et que les promesses doivent être respectées. Cela relève de l'éthique. La promesse est de ne pas toucher au taux de fiscalité local. Ce qui conduit le projet de budget, c'est la responsabilité, la prudence et la parole donnée.

Vous avez sous les yeux les points : maintenir 0 % d'augmentation d'impôt – ce qui a été fait depuis 2014 –, avoir dématérialisé la totalité de la gestion financière, et, aujourd'hui, s'engager dans une démarche de certification des comptes qui est une opération que la Cour des comptes vient d'accepter et nous serons, parmi les grandes villes, les seuls avec Paris. D'autres communes en font partie, mais elles sont de plus petite taille, des Conseils régionaux, des Conseils départementaux font partie également de cette opération qui va se dérouler sur plusieurs années, parce que cela va être compliqué. Vous avez les dix communes qui sont retenues, vous voyez parmi les grandes Montpellier et Paris.

Sur le point suivant, les deux axes forts de ce budget sont donc 0 % sur la fiscalité et le maintien de l'effort sur les dépenses d'équipement. Sur la prospective que nous avons engagée, nous avons deux solutions : soit nous continuons avec les pourcentages qui ont été respectés dans le passé, c'est-à-dire des augmentations de l'ordre de 4 % des charges de fonctionnement et des augmentations de personnel de l'ordre de 5 %. Vous avez la courbe en rouge qui montre que, immédiatement, dans l'épargne nette, nous sommes négatifs en 2020 et pour l'année 2017 nous entrons dans une zone extrêmement difficile, ce qui nous conduit à proposer, dans le cadre du budget que je vous proposerai dans quinze jours, d'opter, jusqu'à la fin du mandat, pour des charges de fonctionnement de 0,3 % pour 2017. Pour 2018, 2019 et 2020, il faut viser 1 % de réduction de ces charges. Pour les charges de personnel, nous pensons pouvoir tenir en 2017 à 1,5 % et, ensuite, 2 % jusqu'en 2020. Pour les dépenses d'équipement, nous pouvons les monter à 80 millions alors que, dans les hypothèses du cadrage précédent, nous étions à 55 millions de manière à respecter nos engagements. Dans ce cas-là, vous le voyez dans le tableau que vous avez sous les yeux, l'épargne nette reste à un niveau à peu près satisfaisant. Ce qui nous conduit, avec le projet proposé, à un encours de dette qui a diminué, pour partie dû au fait que nous avons

remboursé des emprunts, mais nous en avons transmis également à la Métropole dans le cadre du transfert de compétences et de l'attribution de compensations. Aujourd'hui, nous prévoyons de financer 80 millions par un emprunt de l'ordre de 45 millions, ce qui nous permettrait d'atteindre, à la fin de l'année 2017, un emprunt de 213 millions.

Sur le slide suivant, vous avez la courbe en autorisation de programme et en crédit de paiement. Les 80 millions que nous vous proposerons comprendraient les crédits de paiement pour 50 millions, c'est-à-dire la réalisation des autorisations de programme, les dépenses hors programme qui sont données à chaque adjoint dans le cadre de leur délégation pour 25 millions et le fonds de concours à la métropole dans le transfert de la compétence voirie à hauteur de 5 millions d'euros.

Nos orientations en matière de dépenses : des économies sont tenues, en particulier parce qu'elles sont plus visibles, parce que l'opinion publique y est très sensible. En matière de protocole, en matière de communication et en matière de relations internationales. À noter que, en deux ans, nous aurons ainsi économisé 800 000 euros sur ces postes budgétaires. En revanche, les charges de gestion courante évoluent dans le domaine de l'éducation qui est le domaine auquel Philippe SAUREL et son équipe attachent le plus d'importance. Les crédits augmenteront de 8 %. Dans le domaine de la sécurité, c'est une promesse de campagne de 2 %. Les espaces verts, plus 6 %.

En matière de personnel, de budget primitif à budget primitif, de 2015 à 2016, nous avons une augmentation de 2 %. En 2016, je vous présenterai tout à l'heure dans la décision modificative des économies en matière de personnel qui ont été réalisées et qui nous permettent d'espérer pouvoir atteindre 1,5 % d'augmentation pour le budget 2017, ce qui sera – Monsieur EL KANDOUSSI, je compte sur vous pour y veiller – un exploit si nous y parvenons. C'est un engagement, mais j'espère bien que nous y parviendrons. Si nous n'y parvenons pas, mon budget sera en difficulté.

Les subventions en 2017 s'élèveront à 24 millions, contre 23 800 euros au budget 2016. Un certain nombre de critiques avaient été formulées l'année dernière sur ce thème. Nous en avons tenu compte, puisqu'elles sont maintenues et sont même augmentées.

Concernant l'annuité de la dette, nous serons en 2017 à 19 millions, contre 19 900 000 euros. Cela tient, pour partie, au fait que nos intérêts ont diminué de 16,5 % et à l'orientation actuelle des taux qui sont bas, même très bas. Nous sommes très attentifs à cette évolution. Des indices montrent à l'heure actuelle que les taux sont en train d'augmenter légèrement. À suivre dans les semaines à venir. L'attribution de compensation s'élève à 40 400 000 en 2017. Elle s'élevait à 41 millions en 2016. Des correctifs ont été amenés et ont été votés à l'assemblée de la métropole.

Concernant l'évolution des dépenses d'équipement, vous savez que, de manière générale, la participation des communes au plan de redressement des finances publiques a entraîné, pour les communes, une baisse des dépenses. Nous avons tenu à les augmenter et nous visons les 80 millions en 2017. Je vous ai donné les moyens des années précédentes, étant entendu que, dans ces moyens précédents, ne figure pas la construction de l'hôtel de ville. C'est une opération exceptionnelle qui ne se produit qu'une fois par siècle. Nous l'avons donc éliminée. Pour l'instant, au budget 2016, nous étions à 63 millions. Vraisemblablement, avec les reports de l'année 2015, nous serons à 72 millions et nous prévoyons d'augmenter à 80 millions.

Sur le thème de la fiscalité, je maintiens 0 % de fiscalité. Nous sommes les deux seules villes, Paris et Montpellier, à ne pas avoir touché au taux. Nous sommes les seuls. La Ville de Nice a baissé son taux, mais elle a baissé le taux d'abattement. Elle a donc touché au taux en étant gagnante sur l'opération. Nous n'y avons pas touché et nous n'y toucherons pas. C'est la quatrième année consécutive pour ce point. Nous prévoyons un produit fiscal à 191 700 euros.

Je tenais à vous faire partager nos inquiétudes, mes chers collègues, sur ce point. Je vous demande de regarder le graphique avec attention. Il s'agit de l'évolution physique des bases dans la période 2010-2015 et vous voyez que, pour l'année 2015 – 2016 ne figure pas sur ce tableau –, nous avons enregistré une augmentation

extrêmement faible des bases. Nous avons enregistré une baisse de 500 lignes sur les documents que nous a transmis la Direction des finances publiques qui montrerait que la disparition de 500 lignes correspondrait à la disparition de 500 logements sur la Ville de Montpellier, alors que nous construisons de l'ordre de 2 500 logements par an. Il existe un mystère que nous n'arrivons pas à percer et que nous ne comprenons pas. Nous avons signalé ce point au directeur départemental. Nous attendons ses explications. Ceci étant, nous sommes très préoccupés pour construire le budget de l'année prochaine. Pour ce faire, nous avons pris les taux les plus faibles enregistrés dans le passé pour arriver à la prévision que je vous ai indiquée.

Je vous donne ce tableau parce que, pour tous ceux qui disent que les taux sont élevés à Montpellier, je tiens à protester. Mes chers collègues, je vous demande de ne pas vous tirer une balle dans le pied inutilement. Il existe une seule statistique indiscutable, ce sont les comptes qui sont publiés par la Direction générale des collectivités locales. Il s'agit d'un document public, vous pouvez vous le procurer sur Internet. Si vous regardez sur ce document, je peux vous indiquer que, sur la taxe d'habitation, la Direction générale des collectivités locales nous met en moyenne par habitant à 293 euros, soit la moyenne des villes de la même strate que nous, c'est-à-dire les villes de plus de 100 000 habitants. Nous sommes à une moyenne de 293 euros. En revanche, je ne l'ai jamais caché, en matière de foncier-bâti, effectivement, nous sommes supérieurs à la moyenne de la strate d'environ 20 %. Mais, en taxe d'habitation, nous maintenons que nous sommes à la moyenne. Ce n'est donc pas la peine de dire que nous sommes endettés, c'est totalement faux. Le premier point d'inquiétude concerne donc la manière dont nous avons calculé la prévision. Je vous donne donc ce tableau, car il a été donné par l'Union nationale de la propriété industrielle qui montre, dans l'évolution globale de la taxe foncière, que nous sommes les plus faibles de toute la France, à 1,29, contre Nantes qui est à 14. Je suis désolé, j'ai une statistique. Vous allez me sortir des statistiques qui me sont défavorables, je vous donne des statistiques qui me sont favorables.

Bien entendu, nous maintenons le bouclier social et nous vous en donnons le détail avec l'abattement général à la base de 15 %. J'ai apporté ma déclaration d'impôt qui montre comment cet abattement général a joué pour chacun d'entre vous, je l'espère, mes chers collègues. Nous avons maintenu l'abattement spécial pour les familles à revenus modestes et nous avons maintenu l'abattement pour le troisième enfant à charge. Je ne peux pas vous donner encore le résultat pour l'abattement pour handicapé que nous avons mis en place l'année dernière, la Direction départementale ne nous l'a pas encore communiqué. Les chiffres qui montrent la réduction de 17 millions sont des chiffres de l'année dernière. Ceux de 2016 ne sont pas encore connus.

Sur les dotations de l'État, la dotation forfaitaire correspond à notre participation à l'économie. Nous sommes à 35 845 000, soit une baisse de 6,59 %. En revanche, nous avons toujours le processus de la DSU qui nous permet d'augmenter nos ressources de 16,41. Les dotations de la péréquation et la décentralisation sont moins importantes. Au niveau des compensations, vous savez que, dans le système, si vos ressources baissent brutalement, la taxe d'habitation peut diminuer de 50 %, mais cette diminution est prise en charge par l'État et non pas par la collectivité. Au total, nos dotations et compensations augmenteraient de 1,7 %. Elles s'élèveraient à 74 millions.

Sur ce projet, tel qu'il est bâti, nous avons également tenu compte d'une augmentation des bases de 0,9 %. Il se trouve que nous allons le corriger pour le projet de budget, car l'Assemblée nationale a décidé que ce ne serait que de 0,4 %.

Sur le slide suivant, je vous rappelle que, pour l'encours de dette, nous sommes actuellement à un taux moyen de 1,96. Nos emprunts sont en taux variable à un peu moins de 49 % et un peu plus en taux fixe à 51 %. Je répète que nous n'avons aucun emprunt structuré, ce qui est dû, pour partie, à la qualité du service des finances de la Ville de Montpellier, plus qu'à votre serviteur. Ces emprunts structurés ont été mis en place avant que j'intervienne. Nous poursuivrons bien sûr dans cette orientation. Les emprunts auxquels nous participons sont tous en catégorie 1A dans la charte Gissler.

Sur le slide suivant, nous passons aux réalisations de ce budget. Nous nous proposons de continuer l'effort dans le domaine de l'éducation. Sur le slide qui est sous vos yeux, vous avez l'ensemble des opérations qui sont prévues, qui sont toutes supérieures ou égales à 500 000 euros. Celles qui sont inférieures sont dans le budget mis à la charge des différents adjoints. Pour le premier domaine, l'éducation, il s'agit du premier budget de la

Ville. Deuxième domaine dans lequel un effort sera fait, celui de la sécurité avec l'extension de la vidéo-protection, la mise en sécurité des établissements scolaires qui est une opération qui a été demandée par l'État – cela fait partie d'une autorisation de programme de 5 millions et nous engagerons 2 millions au début de l'année prochaine –, la mise en sécurité des établissements accueillant des jeunes enfants – c'est dans le cadre de la mise en sécurité avec 5 millions plus 1 million que je vous proposerai. 6 millions sont donc programmés pour ces opérations.

Dans le cadre de l'aménagement et de la réparation de la ville, vous avez sous les yeux les opérations et vous aviez également dans le texte qui vous a été donné les opérations qui vous sont proposées en matière d'aménagement d'urbanisme, d'action foncière : 14 200 000 pour l'acquisition de terrains, destinés à payer à l'établissement public foncier, 12 700 000 pour l'achat de la ZAC du Coteau que nous devons rembourser de façon un peu prématurée. Pour l'aménagement et la réparation de la ville, vous avez ici les opérations concernant l'amélioration du patrimoine, avec également l'accessibilité : 2 millions pour la mise en conformité. J'ai proposé à Monsieur le Maire d'augmenter ce chiffre, parce que nous sommes dans le cadre de l'opération qui nous est imposée de rendre l'ensemble des bâtiments de la ville accessibles en neuf ans. Neuf ans, cela représente un budget de 35 millions. Nous avons commencé cette année, parce qu'il faut lancer les opérations et elles sont longues à mettre au point : 1,5 millions. 2 millions pour l'année 2017, c'est un peu court. J'ai proposé à Monsieur le Maire 2,5 millions et il a accepté, et je l'en remercie.

Pour la qualité de vie, voici les opérations qui sont prévues en matière d'enfance, de culture et de sport. Pour l'extension de Garosud afin de permettre à nos services de gérer l'ensemble de la voirie en liaison avec la métropole, la rénovation de la salle Louis Feuillade, les opérations conduites dans les espaces verts et, enfin, les opérations conduites dans le cadre du zoo de Lunaret pour lequel une autorisation de programme de 30 millions est prévue.

Vous avez certainement vu les annexes qui vous ont été proposées concernant les données synthétiques sur le personnel de la ville, avec la pyramide des âges. Vous avez également vu les précisions données en élément de rémunération, d'heures supplémentaires, d'avantages en nature. Enfin, dernier point, nous avons donné l'état actuel de la durée effective du travail dans la commune.

Je conclurai en citant le rapport de la conférence des évêques : « dans un monde qui change, retrouver le sens du politique » – c'est écrit dans le texte –, « chacun, à son niveau, est responsable de la vie et de l'avenir de notre société. Cela demandera toujours courage et audace, des qualités qui n'ont jamais déserté le cœur de notre pays ». À vous de juger si ce projet montre du courage et de l'audace. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Qui demande la parole ? Attendez, je vais faire une liste : Monsieur LANNELONGUE, Monsieur DELAFOSSE, Monsieur DOMERGUE, Madame LLEDO, Monsieur BOUMAAZ, Monsieur de SAINT-JOUAN, Madame BRISSAUD, Madame DRAY. La parole est au premier orateur, le président de la Commission des finances, Monsieur LANNELONGUE.

Gérard LANNELONGUE : Monsieur le Maire, chers collègues, nous allons essayer de prendre point par point, selon l'ordre qui a été énoncé dans ce document. C'est bien fait. De manière assez globale, nous pouvons dire que nous n'avons pas une situation alarmante aujourd'hui, dans le cadre des finances de la collectivité, avec deux points qui me semblent essentiels, que je donnerai comme cela sur deux points d'orgue : la gestion de la dette qui me paraît fiable et, bien sûr, la maîtrise des taux fiscaux qui est stable et inchangée. C'est un point positif sur lequel je reviendrai tout à l'heure. Cela a déjà été débattu par Monsieur LEVITA. Il existe un certain nombre de points qui sont des éléments de réflexion et certains engagements qui ne me semblent pas, aujourd'hui, assez étayés, et je reviendrai là-dessus pour voir si vous pouvez préciser et nous donner des éléments qui confortent ces points-là.

Pour les hypothèses qui ont été reconnues, pour construire le budget 2017, sur les engagements pluriannuels, la prospective financière de la Ville concernant les trois domaines essentiels : les charges de personnel, le fonctionnement courant et l'encours de la dette. Concernant les charges de personnel, l'hypothèse de cadrage vise les 1,5 % de progression du poids de cette charge. C'est capital. Je donnerai un certain nombre de chiffres

tout à l'heure pour montrer que, si nous laissons déraiser ce poste-là, nous faisons partir tout le budget à vau-l'eau. Cet objectif est indiscutablement vertueux et je vais vous dire pourquoi, rapidement. Parce que, si nous prenons, ne serait-ce que l'application du GVT – le glissement vieillesse technicité –, mécaniquement, nous tombons sur une augmentation de 2 %. Nous pourrions dire que le minimum sera de 2 %. Et vous, aujourd'hui, vous dites 1,5 %. Je dis, moi, que c'est un taux vertueux, sauf qu'il faut pouvoir le tenir et, donc, je vous alerte là-dessus. Est-ce que vous arriverez à le tenir ?

Deuxième point concernant le fonctionnement courant : vous affichez un objectif de baisse de 1 %, mais il nous manque les éléments pour justifier cette baisse. Troisième point, l'encours de la dette : les taux d'intérêt sont favorables – vous l'avez dit tout à l'heure – et ils permettent – tant mieux pour nous – de dégager des marges de manœuvre qui permettraient d'envisager, selon vos prévisions, un nouvel emprunt de 45 millions d'euros. Nous allons y revenir tout à l'heure, puisque c'est la base des investissements que vous prévoyez. Rien de particulier à dire sur les AP/CP.

Concernant les orientations en matière de dépenses, pour les charges à caractère général, vous avez prévu 0,3 % d'évolution, avec deux points, des points à la baisse et des points à la hausse : le bloc protocole, communication internationale devrait permettre une économie – vous l'avez dit – de 240 000 euros et, en 2016, ces mêmes postes ont dégagé une économie de 560 000 euros. Au global, cela représente bien 800 000 euros d'économie ciblés sur deux ans. Là encore, c'est un exercice vertueux car ce sont des postes sur lesquels nous pouvons effectivement agir. En revanche, sur les hausses, l'éducation est en hausse de 8 %, à près de 9 millions d'euros. Nous savons pourquoi, bien sûr : les flux migratoires de cette ville. La sécurité : + 2 %, nous savons aussi pourquoi, nous allons y revenir. Les espaces verts – nous savons peut-être un peu moins pourquoi – vont passer de 3 millions à 3 760 000. Cela représente un chiffre absolu de 950 000 euros de dépenses supplémentaires pour ces trois postes. Si nous voulons comparer ce qui est comparable, nous faisons 240 000 euros d'économie sur les postes protocole, communication, etc., et, a contrario, nous faisons 950 000 euros de dépenses supplémentaires.

Pour entrer un peu dans le détail sur le personnel – je reviens là-dessus –, nous avons dit 1,5 % de progression, c'est vertueux si cela est tenu. Les charges représentent 172 millions d'euros dans la collectivité. Vous l'avez dit tout à l'heure, le « filloniste » que je suis – j'ai trouvé votre discours plutôt « filloniste », je m'en félicite et je vous en félicite d'ailleurs – pense que, de manière vertueuse, lorsque nous voulons économiser sur les charges de personnel, et sur le non-renouvellement des postes, c'est encore une fois une manière de traiter le problème absolument nécessaire, surtout sur les années à venir, car nous allons retrouver cette charge de manière récurrente. Je rappelle, d'ailleurs, que, lorsque nous parlons de cela – je regarde le chiffre national, je reviendrai ensuite sur le local –, quand nous parlons de baisser le nombre de fonctionnaires, aujourd'hui, en France, nous avons 80 fonctionnaires – et nous parlons aussi de fonctionnaires territoriaux – pour 1 000 habitants. La moyenne européenne est de 60 fonctionnaires pour 1 000 habitants. Vous voyez que nous avons une marge importante, alors que nos voisins, les Allemands, les Anglais, sont plutôt autour de 54 et 57 fonctionnaires pour 1 000 habitants. Nous avons donc tout de même une marge de progression assez importante dans ce domaine-là.

Pour les mesures catégorielles, la revalorisation du point d'indice, nous l'avons dit tout à l'heure, il faut savoir, pour essayer d'illustrer les choses, qu'une simple revalorisation de 1 % représente plus d'un million de dépenses supplémentaires sur le personnel. C'est cela, la réalité. Nous ne pouvons pas nous permettre, sur ces postes, de laisser filer et, plus encore, il s'agit de la logique d'économie. D'autant plus que nous connaissons la croissance démographique de Montpellier et, donc, certains recrutements supplémentaires sont évidemment difficiles à éviter, en particulier au niveau des crèches et des écoles, sans parler – mais nous allons en parler, bien sûr – des mesures nécessaires pour essayer de prévenir les problèmes de sécurité. Vous avez prévu aujourd'hui cinquante policiers supplémentaires, avec une augmentation de l'ordre de 33 % dans les effectifs de police en sachant que, aujourd'hui, nous le voyons dans les annexes, nous sommes à 153 policiers, si je ne me trompe pas.

Monsieur le Maire : 183, à la fin de l'année.

Gérard LANNELONGUE : Dans vos chiffres, c'est 153. Je ne veux pas remettre en cause la finalité légitime de ces recrutements, bien sûr, mais il est important – et c'est là où ce n'est pas assez clair et donc j'insiste pour que ce soit cohérent – de présenter les mesures de réduction d'effectif, ce que nous appelons la maîtrise des

effectifs, qui permettent d'atteindre réellement les objectifs fixés, les 1,5 % que vous vous êtes fixés. Un chiffrage précis nous aiderait à mieux comprendre et, en particulier, il faut le dire, sur la mutualisation, car cela vous aide bien, et c'est bien. Je ne critique pas cela, au contraire, je le souligne comme étant tout à fait positif. Je vous félicite sur la mutualisation avec la métropole. Des effectifs sont à économiser là-dessus, il faut le faire et vous le faites.

Dernier point, celui-là est plus blessant, parce que c'est une véritable lacune dans le système. Vous allez me dire que vous en avez hérité, mais, sur le chantier de lutte contre l'absentéisme et les heures supplémentaires, nous devons tout de même préciser un certain nombre de choses. L'enjeu, là encore, soyons simples, soyons pédagogues, est le suivant : aujourd'hui, lorsque nous prenons le document, les annexes, à la fin, nous nous apercevons que le personnel de la collectivité de Montpellier travaille en moyenne 70 heures de moins que l'horaire prévu par la loi par an et par salarié. Cela représente donc un manque à gagner pour la collectivité de 300 000 heures au cumulé. C'est comme si vous aviez 180 agents sur les quatre villes de la collectivité qui n'avaient pas travaillé de l'année. La marge de manœuvre là-dessus est donc conséquente et il existe un véritable problème, d'autant plus que, en face de cet absentéisme, vous avez le calcul des heures supplémentaires. Vous avez donc à la fois du personnel absent et des heures supplémentaires. Vous m'avez expliqué qu'il s'agissait des agents de catégorie C pour les heures supplémentaires, mais que, par ailleurs, ce sont également ceux qui font le moins d'heures de travail. Cela fait tout de même 87 650 heures supplémentaires qui ont été constatées en 2016. Cela signifie que très peu d'heures supplémentaires sont faites par les agents de la catégorie A et de la catégorie B. Il serait donc important d'apporter des précisions supplémentaires là-dessus.

Il existe 24 millions de subventions aux associations, 12 millions au CCAS. Un point tout à fait positif : l'annuité de la dette et une bonne maîtrise de l'annuité de la dette, bien aidée, là encore, par le transfert à la métropole avec 41 millions d'euros de transfert.

Les dépenses d'équipement sont, cette année, de 80 millions d'euros avec 35 millions d'euros d'autofinancement et 45 millions d'euros par l'emprunt. Les taux d'intérêt nous aident aujourd'hui à emprunter et permettent ces dépenses d'équipement qui restent importantes. Nous pouvons considérer qu'elles sont importantes, plus 8 millions d'euros par rapport à l'an dernier, ce qui est assez atypique, parce que, quand nous regardons au niveau national, la part de l'investissement dans les budgets recule. Chez nous, elle augmente.

Voyons maintenant, si vous le voulez bien, les orientations en matière de recettes. Les recettes sont de 191 millions et le taux est inchangé. Monsieur LEVITA, vous avez dit que c'était une promesse qui avait été faite. Vous aviez dit en Commission « héroïque » et je vous avais dit que l'héroïsme n'est pas cela. Respecter sa parole n'est pas héroïque. Respecter sa parole est finalement un acte tout à fait normal, citoyen s'il en est, malheureusement peu fréquent aujourd'hui, mais cela est un autre problème, nous n'allons pas épiloguer là-dessus, mais cela me semble une évidence et c'est le cas à Montpellier. Vous l'avez dit et redit, je le souligne. Bien évidemment, c'est vertueux. Le contribuable, certes, est épargné, et nous devons tout de même relativiser, puisque nous avons toujours l'effet base. Nous le savons, vous n'y pouvez rien, mais quand nous voyons le problème, l'effet base, mécaniquement la fiscalité augmente tout de même.

Certaines recettes aussi – vous l'avez dit vous-même – sont incertaines et mériteront d'être précisées. Vous avez interrogé, d'ailleurs, le Directeur départemental des finances publiques concernant cette baisse de recettes. Vous l'avez dit tout à l'heure, je n'insiste pas lourdement compte tenu de la dynamique démographique de Montpellier, cela semble assez surprenant. Par exemple, la demi-part accordée aux personnes veuves et seules, nous n'allons pas y revenir. Les taux dont vous avez parlé tout à l'heure sont assez surprenants.

Il existe un point d'inquiétude, je pense là aux entreprises, qui est la réforme de la valeur locative des locaux professionnels. Cela suscite aujourd'hui des inquiétudes qui sont tout à fait légitimes. Il est important que, rapidement, des précisions nous soient données là-dessus, parce que cela peut gêner. Nous sommes peuplés de petites entreprises. Cela peut gêner ces contribuables-là.

Vous avez insisté lourdement sur le fameux bouclier social, ce qui vous prive de 17 millions d'euros de recettes, nous avons bien fait le calcul. Il serait d'ailleurs intéressant, à titre informatif, de connaître le coût des

abattements pour la collectivité, en particulier pour l'abattement spécial des 10 % pour les handicapés qui n'a pas été chiffré. Je ne l'ai, en tout cas, pas vu.

Concernant les dotations et le projet de loi de finances, nous savons que Montpellier est tout de même épargnée. Je ne vais pas épiloguer là-dessus. Pour le produit des services et la tarification, l'estimation des produits des services est de 18 millions d'euros. C'est en progression de 300 000 euros par rapport à l'année 2016. La question de la remise en cause de la gratuité des activités scolaires n'a pas été posée et ces TAP pèsent très lourdement sur le budget de la commune.

Pour l'encours de la dette, vous l'avez dit, le taux est de 1,96 %. Il n'existe pas de produit structurant, donc pas d'inquiétude à ce niveau-là.

Pour les priorités affichées, là encore, c'est assez évident, avec neuf nouvelles écoles prévues d'ici 2025, ce qui justifie, évidemment, les dépenses d'investissement. Pour la sécurité, nous attendons tout de même le concours financier de l'État. Il serait intéressant de savoir quel sera le montant de ce concours financier, puisqu'il existe des dépenses complémentaires, tout de même 6 millions d'euros programmés pour 2017. Pour l'aménagement et la réparation de la ville, là aussi, c'est ciblé avec 10 millions, vous en avez parlé tout à l'heure et le détail en a été donné là.

En conclusion, pas d'héroïsme, mais simplement un certain nombre de points qui sont vertueux. En tant qu'observateur et membre de l'opposition républicaine centre et société civile, je constate que nous pouvons plutôt nous en satisfaire avec – et je vous le redemande – des points à préciser pour sécuriser cette ouverture que vous avez définie et qui, pour moi, ne sont pas assez étayés. Voilà, Monsieur le Maire, Monsieur le rapporteur, ce que je voulais dire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LANNELONGUE. Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, chers collègues, nous sommes au débat d'orientation budgétaire et donc, le 15 décembre, nous voterons le budget. Pour mémoire, parce que j'y reviendrai dans mon intervention, nous avons adopté le compte administratif 2015 le 22 juin 2016. Tout d'abord, quelques questions. Merci à Max LEVITA pour son exposé auquel il est habitué. Nous mesurons ici l'exercice qui est difficile. Le contexte est complexe et cadré, il faut le signaler. Quelques questions pour nous éclairer. Tout d'abord sur la fiscalité. La fiscalité à Montpellier est connue, elle est élevée, elle est associée à une dynamique de projets. Vous faites le choix de maintenir les taux tels quels. Pouvez-vous nous indiquer quelle a été la recette liée à la suppression de l'abattement fiscal sur la taxe foncière de deux ans pour information ? Quel a été le niveau de cette recette ?

Deuxième type de questions sur les personnels. Cela a été indiqué, et c'est très clair dans le document sur le niveau, l'évolution attendue, mais sur le point d'indice, nous avons un chiffre très précis. Pouvez-vous nous indiquer l'évolution du GVT des 4 298 agents qui travaillent en mairie, qu'ils soient contractuels ou fonctionnaires pour 3 911 agents ? Comment comptez-vous l'appréhender ? Pour prolonger : comment envisagez-vous l'évolution de ces agents en termes d'avancement, d'évolution de carrière ? Stabilité par rapport à ce qui se fait, augmentation ou baisse ? Il existe une réforme nationale, vous y faites référence, mais quelle va être la politique au niveau local ? Sur le personnel, nous avons une grosse interrogation entre le document qui nous est présenté et le document que nous avons adopté sur les comptes du 22 juin 2016. En effet, vous nous indiquez qu'il existe un projet de budget qui est à 172,3 millions d'euros de dépenses de personnel pour l'année 2017. C'est le chiffre du compte administratif de 2015. Comment expliquer ce différentiel ? Dans la présentation qui nous est faite, il nous est dit que, en 2015, nous étions à 166 millions d'euros sur le document. Là, nous sommes à 172,13. Sur le document présenté, nous sommes à 169,7 pour 2016 et, pour 2017, nous sommes à 172,3 alors que c'est le chiffre de 2015. Cela pose donc question pour pouvoir apprécier. Je ne doute pas que nous serons éclairés de manière satisfaisante sur ce point également.

Le dernier point qui porte question et interrogation, et qui fera l'objet d'une discussion sur le budget, concerne la question de la dette. En effet, il faudrait que nous puissions connaître – cela ne figure pas dans le document – notre part d'autofinancement et notre niveau d'épargne nette. Le dernier chiffre que nous avons, en tout cas il est

dans le compte administratif du 22 juin 2015, est de 28 millions d'euros. Cela permet d'apprécier la situation. Sur la dette, une proposition est faite dans ce DOB. La dette est nécessaire, elle doit avoir un niveau. Il est proposé ici de l'augmenter de 45 millions d'euros, en passant de 185 millions à 213 millions, retrouvant un niveau relativement important. Si nous voulons donner une échelle de comparaison, nous avons 767 euros par habitant dans le document du 22 juin 2015 et probablement 805 ou 810 euros par habitant l'année prochaine si le budget confirme 45 millions d'euros de dettes. Cette question est : cet emprunt nouveau et cet endettement pour Montpellier qui, autrefois, était élevé parce qu'elle avait financé l'hôtel de ville dont le coût était de 120 millions d'euros, sont-ils intégralement dédiés à l'investissement ou prennent-ils en charge aussi des dépenses de fonctionnement ? Cela nous semble important de nous éclairer là-dessus parce que nous savons que la dette est toujours l'impôt de demain. À quoi celle-ci va-t-elle servir de manière précise ?

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur DELAFOSSE. Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE : Je voudrais simplement poser quelques questions à Monsieur LEVITA sur des points précis. Pour la dernière réflexion de Monsieur DELAFOSSE, je crois que, en matière de comptabilité, nous n'avons pas à emprunter pour fonctionner. Monsieur LEVITA, vous confirmez ? Nous n'avons pas le droit. L'emprunt est donc fait pour l'investissement. Il n'existe donc pas de risque de ce côté-là, sinon à être dans l'illégalité. Je voudrais poser quelques questions, parce que le DOB est véritablement le moment où nous réfléchissons sur l'avenir, l'année N+1, mais également l'année à venir. Gérard LANNELONGUE a parfaitement détaillé tous les points concernant l'année 2017 et ce qui va arriver de manière immédiate, mais je me pose aussi des questions sur les années futures, puisque, d'une manière générale, il existe un resserrement progressif des dotations diverses de l'État qui, aujourd'hui, pour reprendre les mots de notre candidat, peut être considéré comme près de la faillite, étant donné la faible croissance que nous développons et la faible capacité que les Français ont à travailler. Il faudra peut-être que nous travaillions un peu plus et cela va être l'enjeu des mois à venir.

Mais surtout, la question que je voudrais poser est la suivante : vu ces difficultés, comment allez-vous tenir dans les années à venir votre promesse de campagne que vous tenez jusqu'à présent de ne pas augmenter les impôts ? Pour pouvoir tenir cette promesse, il n'existe pas trente-six mille solutions. Il faut se donner des marges de manœuvre. Si, d'un côté, vous avez des recettes qui stagnent parce qu'elles ne vont pas indéfiniment croître – même si la démographie est positive, il existe toujours des recettes supplémentaires sur Montpellier, mais si l'État se désengage de plus en plus, il manquera de l'argent à un moment – et, de l'autre côté, des besoins qui augmentent puisque la population arrivant, il va falloir construire des écoles et tout ce qui va avec, la question est donc là quand nous voyons qu'il ne se passe pas une année sans que l'État en rajoute, non pas des dotations mais des charges. Nous avons eu l'année dernière les rythmes scolaires. Cette année, vous avez la sécurisation des écoles et ce sont des charges lourdes et nécessaires sur lesquelles nous ne savons pas – Monsieur LANNELONGUE l'a dit – de combien sera l'engagement de l'État. En revanche, vous devez faire des travaux, et il faut que ces écoles soient sécurisées avant même d'avoir reçu un euro de la part du financeur. C'est vraiment une question qui se pose aujourd'hui, parce que, certes, il existe une mutualisation qui peut, peut-être, dégager des marges de manœuvre. La mutualisation va tout de même dans le sens de l'histoire et je pense que c'est une bonne chose. Et, d'ailleurs, le fait que vous fassiez un effort important sur les dépenses de personnel montre que cette mutualisation, peut-être, commence à porter ses fruits. Si la dépense de personnel est inférieure à 0,5 % au GVT, inévitablement, il existe soit des transferts de postes sur la métropole, soit des suppressions de postes sur notre propre collectivité, ce qui se conçoit puisque, à partir du moment où il existe des transferts de charge, il existe inévitablement des économies d'échelle ou des transferts de personnel également. C'est la première question que je voulais vous poser.

La deuxième : j'aimerais une explication, mais vous avez dit que vous ne l'aviez pas exactement, car vous avez dit qu'il existait 500 foyers qui ne sont pas répertoriés aujourd'hui et qui ont été supprimés, comme si des locaux, des maisons, avaient disparu. Est-ce que cela concerne les villas ou maisons particulières qui sont détruites quand un immeuble est construit ? Je ne sais pas, je vous pose la question. C'est tout de même inquiétant. J'espère que, lors d'un prochain Conseil municipal, vous nous apporterez la réponse. Cela vous intrigue, mais je pense que cela intrigue aussi les Montpelliérains.

Dernier point, dernière interrogation sur les charges, puisque je sais que c'est l'un de vos chevaux de bataille, sur la taxe foncière et sur la taxe d'habitation. Nous recevons chaque année ce genre de tableau, dans toutes les villes de France. Nous pouvons considérer, en voyant les taux, que Montpellier est très vertueux puisque c'est Montpellier qui a l'augmentation la plus faible du foncier. Mais quand nous partons de très haut, il est légitime, à partir du moment où nous considérons que nous n'allons pas augmenter les impôts, que la marge de progression soit plus réduite. Je pense que les communes, qui augmentent aujourd'hui de manière beaucoup plus importante leurs fonciers que ne l'a fait Montpellier, doivent le faire sûrement parce qu'elles ont des problèmes de fin de mois un peu plus aigus que Montpellier, qui s'était constitué, à l'époque, un matelas fiscal important qui, peut-être aujourd'hui, n'est pas au niveau de ce qu'il était, j'en conviens. Deuxième point concernant le bouclier social, sur lequel vous insistez beaucoup, j'aimerais comprendre une chose, parce que ce que vous dites est en contradiction avec ce que ressentent les Montpelliérains. Certes, beaucoup de Montpelliérains ne paient pas la taxe d'habitation, mais ceux qui la paient ont vraiment le sentiment de la payer très cher. Quand vous dites que nous sommes aujourd'hui dans la moyenne nationale, est-ce qu'il s'agit de la moyenne nationale qui intègre le bouclier fiscal ou est-ce qu'il s'agit de la moyenne nationale de ceux qui paient la taxe d'habitation ? Pouvez-vous répondre sur ce point ?

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur DOMERGUE. Madame LLEDO.

Audrey LLEDO : Je vais tâcher de ne pas être trop longue et d'essayer d'être concise et assez pédagogue parce que c'est assez agaçant de se répéter à chaque débat d'orientation budgétaire, puisque nous arrivons toujours à la même conclusion : nous ne sommes pas d'accord, nous n'avons pas du tout les mêmes conclusions. Monsieur LEVITA, ne vous méprenez pas, je n'ai pas du tout la prétention de vous apprendre quoi que ce soit en matière d'économie. Cette année encore, les impôts des Montpelliérains sur le papier, enfin surtout sur votre papier, ne vont pas augmenter. Sur leur fiche d'impôt, en revanche, cela ne va pas être la même chose. J'aimerais d'ailleurs vous citer, Monsieur le Maire. À chaque Conseil municipal, vous dites souvent : « il faut dire la vérité aux Montpelliérains ». J'ai donc décidé de leur dire la vérité, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Je ne fais que reprendre les propos de Manuel VALLS : « il faut dire la vérité aux Français ».

Audrey LLEDO : Ce n'est pas très bien parce qu'il ne dit pas souvent la vérité. Il existe plusieurs façons, tout à fait liées les unes aux autres, de faire augmenter ou de faire diminuer un impôt. Si la base d'un impôt augmente, mais que la Ville n'augmente pas son taux d'imposition, alors l'impôt augmente, c'est-à-dire que si la base augmente de 10 % par exemple, mais que votre taux d'imposition n'est pas de – 10 %, mais de 0 %, alors l'impôt augmente. Effectivement, le taux d'imposition de la ville augmente de 0 %, puisqu'il reste le même que l'année dernière. Vous me suivez ? Comme la base augmente, l'impôt augmente. Si vraiment vous aviez pour projet de ne pas augmenter l'impôt, il aurait fallu prendre en compte l'augmentation de la base de celui-ci et faire évoluer négativement et proportionnellement le taux d'imposition à la base de l'imposition. Reprenons : si la base de l'imposition augmentait de 10 %, alors le taux d'imposition de Montpellier devrait être de – 10 % pour ne pas avoir d'augmentation, ou même mieux, il pourrait être encore inférieur.

Si ma petite cousine de douze ans l'a compris ce week-end, je pense que vous êtes capables de comprendre mon explication. Je l'ai expliqué avec d'autres mots pour elle. J'ai remplacé l'argent récolté par les impôts par des bonbons. Monsieur LEVITA représente la base et, vous, Monsieur SAUREL, le taux d'imposition de la ville de Montpellier. En 2015, Monsieur LEVITA avait récolté 10 bonbons alors que vous, Monsieur SAUREL, vous n'étiez pas très gourmand, vous en avez donc pris 0 aux Montpelliérains. Les Montpelliérains avaient donc dans leur poche moins dix bonbons et vous aviez dans votre poche plus dix bonbons. Cette année, Monsieur LEVITA est un peu plus gourmand – la base est un peu plus gourmande – puisque vous avez demandé 15 bonbons aux Montpelliérains alors que vous, toujours zéro. Les Montpelliérains ont donc dans leur poche moins vingt-cinq bonbons depuis l'année dernière. Donc je reprends : si les taux, ou plutôt le pourcentage de fiscalité, ou plutôt les bonbons demandés par la ville de Montpellier, n'ont pas augmenté, comme vous êtes très copains, base et taux d'imposition, les bonbons dans la poche des Montpelliérains, eux, ont toujours diminué. Il faut donc dire la vérité aux Montpelliérains, Monsieur le Maire. Cette année, encore, les promesses ne seront pas tenues. Merci.

Monsieur le Maire : Je n'ai pas bien compris le calcul sur les bonbons, mais ce n'est pas grave, Monsieur LEVITA répondra. Cela m'a rappelé la campagne des législatives de Madame BRISSAUD. Vous passiez dans les bureaux de vote avec des fraises Tagada. J'ai compris que vous étiez gourmandes toutes les deux. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : J'adore les bonbons. Très court, Monsieur le Maire. Le débat d'orientation budgétaire est un moment de transparence. Vous l'avez répété maintes fois en début de séance. Transparence due à chaque élu et à chaque citoyen, mais aussi le reflet de votre politique et de vos engagements. Je ne vais pas m'attarder sur vos chiffres, qu'ils soient sur les dépenses d'investissement, sur les dépenses et recettes de fonctionnement, charges courantes, dépenses du personnel ou produits fiscaux. Je ne vais pas non plus m'attarder sur le différent taux, assiette, sur le niveau d'emprunt et celui de notre capacité de désendettement. Ce sont vos chiffres. Après avoir entendu Max LEVITA qui a mené ce débat comme un maître de conférences – et nous nous demandons pourquoi il est encore là comme adjoint auprès de vous, c'est un mystère –, je n'ai pu que penser à Benjamin DISRAELI et à sa fameuse citation, citation que votre propre adjoint avait citée lors de l'adoption – vous vous en souvenez, Max LEVITA – du budget primitif de 2016 : « Il existe trois sortes de mensonge : le mensonge ordinaire, le parjure et les statistiques ». Qui dit statistique dit chiffres, nous sommes bien d'accord. Eh bien là, Monsieur le Maire, aujourd'hui, cette citation prend tout son sens. Le mensonge ordinaire : vous nous dites depuis trois ans que les impôts locaux n'ont pas augmenté et nous avons même la chance d'avoir une campagne publicitaire chaque début d'année avec votre tête et le fameux 0 % d'augmentation, à croire que vous nous prenez vraiment pour des « Toto », nous, Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Il n'y avait pas ma tête, c'était pour la régie publique de l'eau où nous avons – 10 %. Mais bientôt elle y sera à nouveau, cela a l'air de vous manquer, ne vous inquiétez pas.

Djamel BOUMAAZ : Pas du tout. Mensonge ordinaire, pour preuve, depuis trois ans, l'impôt indirect, que ce soient les titres de transport qui ont augmenté de 15 % pour les allers simples, de 28 % pour les allers-retours, les cantines où les classes moyennes commencent à comprendre votre politique autrement, les procès-verbaux qui ont augmenté et qui ont explosé, en termes de volume, une forme de racket organisé qui est aussi un peu à l'image des distributeurs de tickets de tramway qui ne rendent plus la monnaie et qui, très souvent, ne vous donnent même pas le ticket alors même que vous avez l'appoint, mais cela, Monsieur le Maire, ce n'est pas votre faute. Parjure où vous avez violé ce serment auprès des Montpelliérains qui vous ont fait confiance alors même que nous venons tous d'avoir notre taxe d'habitation foncière où chacun a découvert avec surprise une augmentation significative de ses impôts, mais cela, ce n'est pas votre faute. Statistiques qui, au premier abord, ne sont que le résultat d'une suite d'opérations appliquées à un ensemble de nombres. D'une façon générale, c'est le résultat de l'application d'une méthode statistique à un ensemble de données. Donnée qui peut être, bien que cela soit rarement utilisé, une variable aléatoire et nous le constatons tout au long de l'année avec ces modifications d'exercice budgétaire et correctif. Mais cela, Monsieur le Maire, ce n'est pas votre faute.

Mais, au final, vous avez promis « aucune augmentation d'impôts », mais tout augmente, et cela, ce n'est pas votre faute. Vous avez promis le désendettement de notre collectivité alors que nous continuons à nous endetter, mais cela, ce n'est pas votre faute. Vous aviez promis une baisse de fonctionnement alors qu'elle augmente, mais cela, ce n'est pas votre faute. Vous aviez promis une politique de l'emploi qui serait dirigée prioritairement vers les jeunes, mais le chômage explose, mais cela, ce n'est pas votre faute. Pour en terminer, vous aviez promis une politique autrement et irréprochable, et les scandales s'accumulent de jour en jour, mais cela, ce n'est pas votre faute.

Voilà, Monsieur le Maire, j'ai essayé de traduire votre débat d'orientation budgétaire que vous nous présentez ce soir en Conseil municipal, débat de transparence, Monsieur Max LEVITA, due à chaque élu et à chaque citoyen, et ce, malgré ma médiocrité intellectuelle et ce côté « crétin » qu'aime bien répéter Max LEVITA à mon égard. Mais nous voyons là en lui cet ancien socialiste du terroir. J'espère que mon intervention vous amènera à la réflexion d'une véritable politique autrement. Cherchons ensemble à faire de la statistique sans tomber ni dans le mensonge, ni dans le parjure, et ce pour l'intérêt des Montpelliérains. Je souhaite, pour vous, que vous rangiez votre costume de gestionnaire pour nous offrir enfin une véritable vision pour la Ville. Tous ces chiffres ne nous informent pas du tout du Montpellier de demain, et 2020, c'est demain.

Monsieur le Maire : Écoutez, votre intervention est très claire. Aussi claire que celle des bonbons. Monsieur de SAINT-JOUAN.

Cédric de SAINT-JOUAN : Bonsoir. Vous réclamez de la clarté, vous allez en avoir. J'aimerais présenter une autre vérité sur l'augmentation de la fiscalité, de la taxe foncière et de la taxe d'habitation sur Montpellier et, pour cela, je m'appuierai sur un comparatif qui est sorti dans le journal *Les Échos* en septembre de cette année et qui, en matière économique, est tout de même une référence dans notre pays. Ce comparatif révèle les points suivants. Il révèle que trois quarts des quarante-et-une villes de plus de 100 000 habitants n'ont pas augmenté les taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière en 2015-2016. La quasi-totalité de ces villes ne l'avaient pas fait l'année précédente, ce qui signifie que, à Montpellier, nous ne sommes pas les seuls à ne pas augmenter les taux de fiscalité. Ce n'est pas grave, ce n'est pas un problème, au contraire. Cela n'enlève rien au mérite que nous ne le faisons pas, mais nous n'avons pas besoin de dire que nous sommes les seuls à le faire.

Monsieur le Maire : Monsieur de SAINT-JOUAN, sur le principe même qui sous-tend vos paroles, continuez à taper sur Montpellier, vous serez élu. Vous comprenez ?

Cédric de SAINT-JOUAN : Ce n'est pas le problème. Le problème est qu'il existe une vérité et qu'une vérité a besoin d'être énoncée. La deuxième chose que rapportent ces chiffres qui sont sortis est que l'augmentation de la taxe foncière la dernière année était en réel de 1,3 % entre 2015 et 2016 et celle de la taxe d'habitation de 1 %. Montpellier, dans ce classement, est la 14^e ville sur 41. Il existe donc 13 villes dont l'augmentation est plus faible qu'à Montpellier. Montpellier n'est pas la seule. Il existe douze villes qui sont à égalité. Là encore, ce sont des chiffres sortis par *Les Échos*. Je lis *Les Échos*, je ne les ai pas sortis du chapeau.

Max LEVITA : Ce sont des chiffres que *Les Échos* ont repris sans vérification.

Monsieur le Maire : Nous allons augmenter les impôts rien qu'à vous l'année prochaine, comme cela vous verrez la différence.

Cédric de SAINT-JOUAN : Si *Les Échos* les ont repris, c'est qu'ils avaient une certaine justification. Ils disent qu'à Caen, à Nice ou à Grenoble, les maires ont même baissé les taux pour compenser cette augmentation. Comme je le disais, cela ne réduit en rien le mérite, votre mérite, de ne pas avoir augmenté les taux, et je participe d'ailleurs à ce mouvement. Néanmoins, nous pouvons mieux faire car un tiers des villes de plus de 100 000 habitants font mieux qu'à Montpellier en matière d'augmentation des taxes. Par ailleurs, je suis assez rassuré par votre présentation, Monsieur LEVITA, et surtout au regard du peu de virulence des analyses de Messieurs LANNELONGUE et de DELAFOSSE sur votre projet.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention, très claire également. Je donne la parole à Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, chers collègues, vous choisissez de clôturer le débat par une citation de Baron Louis : « Faites-moi de bonnes politiques et je vous ferai de bonnes finances ». Appelé également l'abbé, il fut effectivement un financier de haut vol au service de l'État, mais il fut particulièrement connu pour sa politique très rude, surtout en matière de gestion des agents municipaux et des fonctionnaires en général avec, par exemple, une réduction drastique sur les soldes des militaires ou sur leur nombre. La Mairie de Montpellier est très loin de cette politique aujourd'hui, nous pouvons le dire. Bien sûr, mes collègues ont donné quelques chiffres, je ne reviendrai pas dessus, mais d'autre part le Baron Louis a aussi dit que l'État doit être le plus honnête des hommes de France. Or, à Montpellier, je ne dirais pas que nous sommes la plus malhonnête des collectivités, bien sûr, loin de là mon propos, mais, assurément, nous sommes parmi les plus roublardes, bien loin de l'éthique de ce Baron Louis que vous prenez pour exemple. Et pour cela, je donnerai au moins deux raisons : dire que les impôts n'augmentent pas, nous l'avons vu, cela revient à chaque débat, vous le savez très bien, c'est faux puisque, bien entendu, les bases augmentent. Le taux n'augmente pas, mais Bercy augmente les bases donc l'impôt des Montpelliérains augmente et pour respecter l'éthique de Baron Louis, dont vous vous revendiquez – ce n'est pas moi qui cite Baron Louis – vous devriez baisser ces taux symétriquement à

l'augmentation des bases de Bercy. Là encore, il s'agit d'une tromperie. D'autre part, le retour prochain à des commissaires aux comptes est heureux et peut être salué effectivement, mais cela signifie que les comptes de la Mairie, depuis 2014, non certifiés par des commissaires aux comptes, seraient insincères. Que valent-ils au fond en termes d'image ? Depuis plusieurs années, de nombreuses communes de France et du territoire, certes plus petites que Montpellier, font certifier leurs comptes par des commissaires aux comptes, sans attendre que Paris s'y mette. Dire que nous sommes les seuls avec Paris, c'est aussi s'arranger avec la vérité. C'était la première partie, qui concernait votre citation que je trouve dommage d'avoir citée en conclusion alors que nous ne sommes nous-mêmes pas forcément dans cette logique.

Le DOB met aussi l'accent sur l'éducation, la sécurité et l'équipement. Très bien, mais rien n'est évoqué sur la gestion des ressources humaines, des agents de la commune, pour la troisième année consécutive. Pourtant, Montpellier est toujours en tête des classements nationaux, voire mondiaux, pour son taux d'absentéisme, vous le savez. Nous avons encore été pointés du doigt par le rapport de la Cour des comptes dont nous avons débattu trois jours plus tôt à la métropole. Le rapport concernait l'Agglomération et nous parlons du bloc communal.

Monsieur le Maire : Avant 2014, mais je ne conteste pas les chiffres.

Anne BRISSAUD : Il existait des recommandations sur ce rapport. Ma question est la suivante : est-ce que ces recommandations ont été suivies à la Ville ? Est-ce que des efforts ont été faits pour avoir un plan de management et quel est ce plan, parce que, dans votre DOB, il n'apparaît pas clairement. Nous parlions de 20 % par an d'absentéisme. Est-ce que nous en sommes toujours là et est-ce qu'il s'agit du taux prévu pour 2017 ou est-ce que vous pensez que, là-dessus, les efforts que vous avez faits vous nous permettent de baisser cet absentéisme ? Il s'agit tout de même de 45 millions d'euros évaporés qui ne se verront pas dans les productions de la Ville.

Ensuite, l'absence de politique et de normes de qualité de service public, des temps de travail parmi les plus bas du monde, nous l'avons vu tout à l'heure aussi, je ne reviendrai pas dessus, qu'en est-il réellement ? Avons-nous un bilan social de Montpellier qui pourrait nous être communiqué ? Cela se fait dans d'autres communes. Pouvez-vous nous transmettre ce bilan social pour que nous puissions nous-mêmes nous faire un avis sur ces points-là ? Comment, dans les conditions actuelles, envisager une augmentation de la qualité des services publics, un vrai plan de management des agents municipaux montpelliérains pour améliorer puissamment leur motivation et la qualité des services rendus aux Montpelliérains ?

Nous avons été pointés du doigt, je le disais, par la Cour des comptes, mais ce n'est pas, comme Monsieur BONNAL tente de nous le faire croire, à cause des femmes enceintes. J'espère que vous avez discuté avec lui aussi, et j'espère que vous avez mieux lu ce rapport, Monsieur le Maire, et que vous en tirerez davantage de leçons que votre élu en charge des Ressources humaines à la Métropole. Ce rapport évoque notamment neuf recommandations directement liées aux ressources humaines et cela concerne la maîtrise des effectifs, l'organisation du temps de travail, la gestion des carrières, etc. Je vous laisserai lire les autres. L'objet n'est évidemment pas de mettre à la porte les agents pour faire des économies, je ne tiens absolument pas ce propos, mais de déterminer comment nous les accompagnons, comment nous les aidons à les accompagner dans leur carrière, comment nous leur offrons des perspectives afin de garder au minimum intactes leurs motivations. Et, pour cela, des outils sont à mettre en place. Les avons-nous mis en place réellement ? Vous le comprendrez, je n'irai pas dans le détail parce que, avec tous ces changements de périmètre et les transferts de compétence, etc., même vos experts les plus pointus doivent avoir du mal à s'y retrouver. Et, surtout, tout le monde peut « se faire avoir », Monsieur le Maire, vous y compris.

Quand nous regardons les différents transferts de charge, nous pouvons, par exemple, noter que nous ne faisons pas beaucoup d'économie sur les mutualisations, sur les différentes compétences que nous ne sommes plus censés avoir à la ville. Je ne vais pas vous faire un procès d'intention, mais je vous demande d'être vigilant sur les dépenses afin de redonner du revenu disponible aux Montpelliérains. Vous l'écrivez en page 6, les charges de personnel sont le premier poste de dépense du fonctionnement, du budget de la ville, et, pourtant, il est toujours en évolution. Les transferts de compétences et de charges ne semblent pas nous avoir trop apporté de solution.

Un autre point, celui de la baisse de dotations de l'État. Nous en avons parlé rapidement, mais quel montant avons-nous provisionné, puisque, apparemment, en 2016-2017, nous n'aurons pas de baisse de dotations de l'État comme prévu. Cela commence en 2018, vous l'écrivez dans votre rapport.

Max LEVITA : [*Propos hors micro*]

Anne BRISSAUD : Mais moins que prévu. Elle est prévue en 2017. Vous écrivez là que cette baisse commencera en 2018, à la page 14 : « notons que la réforme de dotations, qui a été envisagée au projet de loi de finances 2016, est repoussée en 2017 et ne sera finalement mise en œuvre qu'en 2018 ». Ma question concerne justement cette provision, puisque nous étions censés la verser en 2017. De combien est-elle exactement et qu'en faisons-nous ?

Ensuite, quatrième point, compte tenu du niveau abyssal des impôts locaux à Montpellier, nous pourrions en reparler longtemps, parce que vous présentez une annexe 2 et je vais revenir sur ce que nous disions tout à l'heure, la sincérité de ce que vous montrez. Il s'agit d'une évolution, il ne s'agit pas de la taxe foncière et, comme le disait Monsieur DOMERGUE, le taux est le plus important et c'est le montant que les Montpelliérains paient au quotidien. Nous sommes d'accord. Ceux qui paient sont largement au-dessus des 293 euros par habitant sur la taxe d'habitation notamment. Vous parlez bien par habitant et non par foyer. Qu'est-ce que cela représente par foyer, en moyenne ? C'est-à-dire le double. Là-dessus, il nous faut clairement un peu plus de précisions et je pense un tout petit peu plus de transparence pour avoir des chiffres qui correspondent au ressenti des Montpelliérains.

Nous avons une qualité de service qui n'est pas forcément montrée comme la meilleure de France, tout de même, et il est capital qu'ils le challengent et qu'ils le disent. Ce n'est pas, pour moi, une non-hausse d'impôts ou une non-amélioration drastique de la qualité du management des ressources humaines de la mairie qui fait une bonne politique et donc de bonnes finances, pour paraphraser votre « Hérault » Baron Louis. L'absence de l'une et de l'autre de ces politiques dans le DOB fait craindre plus sûrement la poursuite de la détérioration des finances de la Ville et l'envol des coûts cachés.

Enfin, pour conclure, Monsieur le Maire, puisque le temps est limité, je vous demande de réduire la voilure de la commune et, pour cela, de rester sur nos missions essentielles. Je vous l'ai dit déjà plusieurs fois en Conseil, il existe des missions que nous ne sommes pas obligés de faire. Concentrons-nous sur les principales missions de la Ville et, pour cela, trouvons des solutions pour analyser l'orientation de notre budget. Je terminerai mon propos par une proposition : est-il possible de mettre en place des outils objectifs, adaptés, comme préconisé par la Cour régionale des comptes – même si c'est pour la métropole, cela concernait aussi le bloc communal – pour certains points, et des points d'étape. Aujourd'hui, le DOB est annuel, par exemple, alors qu'il ne s'agit pas d'une activité annuelle, pas du tout. C'est parfois trisannuel. Nous avons parfois des dépenses qui ne sont pas forcément prévues et qu'il faut absolument mettre au budget. À ce moment-là, est-ce que nous ne pourrions pas prévoir, par exemple, un point trimestriel qui pourrait nous permettre de suivre les grandes lignes du DOB au fur et à mesure et de comparer ce qui a été prévu et ce qui a été réalisé et donc de voir si cela est conforme ou non aux prévisions, au fur et à mesure de l'année pour ne pas attendre un an à chaque fois et que les Montpelliérains puissent suivre également tout cela. Cette proposition nous permettrait de suivre, de vérifier que nous restons bien dans la stratégie annoncée et, pourquoi pas, si nous en sortons, de revoir les orientations, ce n'est pas forcément impossible. Pour moi, il faut que nous arrêtons l'enfumage, qui était une spécialité de l'équipe socialiste précédente. En 2014-2015, vous avez hérité d'une gestion, c'est vrai, et nous ne pouvions pas faire autrement que de jongler avec les décisions prises antérieurement mais, maintenant, c'est terminé. Je vous demande ce qui a changé, c'est votre budget et c'est votre orientation budgétaire. Je tiens à ce que ce budget soit sincère et, pour cela, il nous faut disposer d'outils simples et pourquoi attendre l'an prochain pour cela. Je garde l'espoir, puisque vous voulez vous différencier des socialistes précédents, Monsieur le Maire, voici une occasion de nous montrer que vous faites différemment.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BRISSAUD, encore un exposé très clair. Je vais passer la parole à Jérémie MALEK, ensuite Madame DRAY, puis Monsieur MOURE et enfin Monsieur EL KANDOUSSI. Monsieur MALEK.

Jérémie MALEK : Monsieur le Maire, chers collègues, je vais essayer de reprendre mes esprits après cette soupe absolument indigeste servie par certains élus de l'opposition. Je dois reconnaître que, après tout cela, les propos de Max LEVITA sont d'une très grande limpidité, d'une clarté et d'une transparence absolument exemplaires, chers collègues. Au milieu de cette tambouille, j'ai tout de même retenu deux choses. Je voudrais tout d'abord remercier Michaël DELAFOSSE qui reconnaît enfin, effectivement, que la fiscalité à Montpellier est très élevée, et c'est une situation dont nous avons hérité en 2014. La seconde chose que je retiens dans ce très long débat autour du débat d'orientation budgétaire est le soutien et l'objectivité de Monsieur LANNELONGUE qui dit que, effectivement, le contribuable est épargné. Merci, Monsieur LANNELONGUE. Enfin, je retiens deux chiffres de ce débat : plus 0 %, plus 25 % d'augmentation sur les investissements. Monsieur le Maire sait prendre soin des Montpelliérains en faisant une telle proposition et ils vous le rendront bien.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MALEK. Madame DRAY, Présidente du groupe Hérault Citoyens au Conseil départemental, et Conseillère municipale de Montpellier, et Présidente de la mission locale d'insertion, et membre du Conseil national des missions locales depuis peu. Tout cela est bénévole.

Michèle DRAY-FITOUSSI : Effectivement, c'est bénévole. Monsieur le Maire, chers collègues, Monsieur le Premier Adjoint, le budget que vous nous proposez rappelle donc l'une de nos promesses de campagne, une promesse phare : ne pas augmenter le taux d'imposition, ni à la Ville de Montpellier, ni à la Métropole. Pourtant, les citoyens de Montpellier ont pu constater, sur leur dernière feuille d'impôt reçue récemment, qu'un taux avait augmenté. Ce taux d'imposition est celui du Département de l'Hérault qui a été augmenté suite à une décision prise au printemps 2016. Il me semble donc important de rappeler aujourd'hui, dans cette salle de Conseil municipal, que l'ensemble des conseillers départementaux issus de notre majorité municipale, qui forment au département le groupe Hérault Citoyens, ont voté contre le budget du Département en 2016, parce que ce budget, dès le mois de février 2016, laissait entrevoir cette hausse, sans dire son nom, bien évidemment. Quelques semaines plus tard, quand il a été question de voter effectivement l'augmentation de ce taux d'imposition en assemblée départementale, les élus de notre groupe Hérault Citoyens ont voté contre cette augmentation. Il était, je pense, très important de rappeler ce point aux Montpelliéraines et aux Montpelliérains. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DRAY. Monsieur Jean-Pierre MOURE.

Jean-Pierre MOURE : Monsieur le Président, chers collègues, juste un point qui n'a pas été abordé dans le détail, mais que je considère tout de même comme déterminant. Nous sommes dans le débat d'orientation budgétaire. Il s'agit donc d'un moment important en termes de débat, de consultation des avis des uns et des autres, et nous voterons le budget au mois de décembre, prochainement. Mais le budget qui sera appelé à être voté sera un acte administratif, un acte budgétaire, qui se situe dans un ensemble plus important qui est celui de nos progressions dans le temps, du fonctionnement, de l'institution et, également, de la réalisation des investissements qui ont été retenus.

Je l'avais demandé l'an passé. Il s'agissait du fait de pouvoir disposer – mais vous l'aviez présenté au moment du vote du budget – de la comparaison entre le montant des investissements traduit sous forme d'autorisations de programme, des AP, avec le montant au départ, lors du choix des opérations concernées, de chacune de ces opérations et, ensuite, les crédits de paiement qui sont alloués chaque année pour caractériser les budgets qui sont votés. Je crois qu'il est important d'avoir ce document quand nous voterons le budget. Vous l'avez évoqué, ce document d'orientation budgétaire est très bien présenté, je tenais à vous le dire, et nous pouvons aller dans le détail. Il serait intéressant de voir aussi, à travers ce document – qui caractérise la volonté de réaliser des équipements sur Montpellier dans les années à venir – au regard des différentes contraintes qui sont celles du temps présent – c'est-à-dire la baisse voire la stabilisation dans l'avenir –, la nécessité d'aller chercher des ressources supplémentaires par différents biais – l'un de ces biais est la mutualisation à la Métropole – et d'avoir des actions ciblant les priorités par rapport aux attentes des Montpelliérains.

Je crois qu'il est important d'avoir ce document, parce qu'il permettra de voir la capacité réelle au-delà de ce qui est présenté aujourd'hui, de pouvoir faire sur N+1, N+2, N+3, un budget équilibré qui satisfasse les attentes des Montpelliérains et qui amène à corriger, si cela est nécessaire, un certain nombre de choix par rapport au moment où nous avons fixé des AP, mais qui peuvent, dans l'année ou les deux ou trois années qui ont suivi, être modifiés ou adaptés par rapport au temps où nous votons le budget de cette année et celui de l'année prochaine. La fin du mandat est rapide, nous arrivons en 2020. Il serait donc intéressant de voir un peu ce qui pourrait être contracté sur le mandat actuel, possible ou pas possible, ce qui devra éventuellement, dans l'imagination, être projeté sur le mandat suivant, ou ce qui devra être rectifié. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MOURE. Monsieur EL KANDOSSI, dernier orateur.

Abdi EL KANDOSSI : Monsieur le Maire, chers collègues, cher Max, merci de cette présentation claire des orientations budgétaires pour 2017 et des années à venir. Madame la présidente de groupe au Conseil départemental, je n'ai pas voté l'augmentation des taux également au Département, je voulais vous le dire. Vous le savez, mais la répétition n'est pas mauvaise. Lors de ce débat d'orientation budgétaire, nous avons pu aborder tous les thèmes de nos finances municipales, nos engagements pluriannuels, nos orientations en matière de dépenses, de recettes et, bien sûr, nos priorités en 2017 : l'éducation, la sécurité, l'aménagement et la réparation de la ville et le cadre de vie des Montpelliérains. Je relève que les engagements contractés avec les Montpelliérains en 2014 seront des engagements tenus en 2017. Au premier rang de ces engagements figure celui de ne pas augmenter les impôts contrairement à toutes les grandes villes de France, sauf Paris. Notre budget 2017 sera avec 0 % de fiscalité supplémentaire et nous devons être fiers de cette performance.

Je relève également que les efforts consentis pour maîtriser nos dépenses de fonctionnement portent leurs fruits. Ainsi, grâce à nos dépenses contenues, nous sommes sur une trajectoire vertueuse, qui nous permet de garantir des finances saines pour l'avenir.

Le troisième point qui me semble fondamental dans ce projet de budget est notre niveau d'investissement. Avec 80 millions investis, la ville de Montpellier s'impose comme un acteur majeur de l'économie locale et régionale. Ainsi, Montpellier se place à la pointe de l'innovation financière. Après le passage en dématérialisation complète des pièces financières, nous pouvons nous engager sur la voie de la certification des comptes. J'ai une confiance totale en notre équipe municipale pour relever ces nouveaux défis qui s'offrent à nous. Pour toutes ces raisons, Monsieur le Maire, nous accompagnerons ce projet de budget 2017 avec beaucoup d'enthousiasme. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOSSI. Monsieur LEVITA pour répondre aux questions posées.

Max LEVITA : Le plus rapidement possible. Monsieur le Président à la Commission des Finances, je n'ai pas utilisé, en séance, le terme « héroïque ». J'avais trouvé que cela faisait beaucoup, je ne l'ai donc pas dit. Je l'ai dit en Commission, c'est vrai, mais je ne l'ai pas dit ici. Ceci étant, le budget sera tout de même un exploit. Je vous remercie des compliments. Dans votre bouche « filloniste », c'est un compliment. Je l'accepte, même s'il ne m'enthousiasme pas vraiment. Je suis bien obligé d'accepter les compliments.

Concernant la réforme des valeurs locatives, il s'agit d'une décision d'État. La réforme des valeurs locatives des locaux professionnels est une décision d'État. La direction départementale s'est engagée à transmettre rapidement une information aux professionnels.

Sur les autres points, je voudrais juste corriger ce que vous avez dit. Nous avons transféré à la Métropole 22 millions exactement. Il s'agit du chiffre de dettes et ce chiffre est compensé, nous continuons à payer, dans le cadre de l'attribution de compensations. Tous les autres, vous avez raison, nous sommes dans un ensemble vertueux, nous allons y venir.

Que nous nous mettions bien d'accord sur l'augmentation des bases. Jusqu'à preuve du contraire, l'inflation n'a pas encore disparue. Elle est faible, je vous l'accorde, mais elle existe. L'augmentation des bases est décidée par l'Assemblée nationale pour tenir compte de l'inflation. L'année dernière, 0,9 % avait été voté. C'est un taux légèrement supérieur au taux réel d'inflation. Cette année, pour compenser, les députés ne nous attribuent que 0,4 % alors que le budget de l'État est construit sur une augmentation de l'inflation de 1 %. Vous en tirez les conclusions que vous voulez. Monsieur DELAFOSSE, la question sur l'abattement en matière foncière nous rapporte en année pleine 1 100 000 euros. Les comparaisons – c'est la complexité de l'opération – quand elles sont faites, le sont de budget primitif à budget primitif, et après de compte administratif à compte administratif. Contrairement à ce que croit Madame BRISSAUD, vous avez plusieurs temps dans la vie d'une collectivité. Nous avons le budget primitif, qui permet d'avancer des chiffres, nous avons un budget supplémentaire, qui permet de corriger les chiffres du budget primitif, et nous avons éventuellement des décisions modificatives. Tout à l'heure, je vais vous proposer une décision modificative qui va vous montrer que, en matière de personnel, nous faisons une dépense inférieure de 1 500 000 euros par rapport à ce qui était prévu. Les comparaisons se font comme cela, de budget primitif à budget primitif, sinon, dans un compte administratif, cela tient compte de tout ce qu'il s'est passé dans l'année précédente. Sinon la comparaison n'a pas de sens. Il s'agit simplement de technique, toutes les comparaisons se font sur les mêmes documents, budget primitif à budget primitif ou compte administratif à compte administratif. Les autres n'ont pas de signification, même si vous contestez. Vous allez le voir tout à l'heure, quand nous ferons la décision modificative, nous le verrons.

Quant à la dette, oui, nous avons pour le moment un investissement de 80 millions qui est prévu. Nous en autofinancerons 35 millions. C'est beaucoup, ce n'est pas beaucoup, nous ne pouvons pas tout faire en même temps : baisser les impôts, augmenter les investissements. Comme le disait George FRECHE, « nous pouvons tout faire, sauf nous asseoir sur une baïonnette ». Excusez-moi, mais, Monsieur DOMERGUE, vous avez été député, que je sache, l'emprunt des collectivités locales ne peut pas financer le fonctionnement, c'est interdit par la loi, dès lors que, si nous étions en déséquilibre, le préfet interviendrait immédiatement. Je ne peux pas vous dire comment est calculée la moyenne nationale, car je ne le sais pas. Je vais me renseigner.

Mademoiselle LLEDO, j'ai répondu. Monsieur BOUMAAZ, lui, me perturbe à un point que vous ne pouvez pas imaginer. Je ne sais pas comment répondre à sa perversion intellectuelle. J'avoue que je ne sais pas, je ne comprends pas comment il fonctionne, je ne comprends pas ce qu'il raconte. Quant à Monsieur de SAINT-JOUAN, une association qui s'appelle le Meilleur Taux a sorti une étude – j'ai toutes les études, je les ai toutes étudiées – qui tend à prouver que si les taux sont faibles, il faut tenir compte du foncier bâti. Là, ils nous caractérisent. Cela a été repris par FR3 qui est venue m'interviewer. On cherche à démontrer que la hauteur du foncier bâti – ce à quoi vous vous engagez tous – fait que, à Montpellier, personne n'achète les logements. J'ai fait remarquer que, à ma connaissance, sous l'influence de ma collègue, il existe tout de même 2 500 logements construits par an et je ne connais pas de faillite monstrueuse où nous aurions, dans un coin, un quartier totalement abandonné avec des logements inoccupés, invendables. Il a été montré à la télévision qu'un courtier – que je connais par ailleurs – expliquait qu'il n'avait pas vendu un appartement parce qu'il avait trouvé que c'était trop cher. J'en vois tous les jours, des appartements trop chers.

Madame BRISSAUD, vous avez raison sur un point. Dans mon dossier, la politique en matière de relations humaines n'est pas annoncée, vous avez raison. Monsieur EL KANDOUSSI en est chargé. C'est à lui de le voir. Quant à ce que vous demandez, la réforme de la DGF, de la dotation globale de fonctionnement, qui était prévue en 2017 et dont nous pensions qu'elle pouvait nous arranger à Montpellier, parce que nous avons des charges de centralité qui sont insuffisamment prises en compte, nous pensions qu'elle pouvait être prise en compte dans cette réforme. Elle est renvoyée en 2018, nous n'y sommes pour rien. Quant à la qualité de services dans tout ce que nous disposons, fait par des organismes extérieurs, Madame ACQUIER pourrait être beaucoup plus compétente que moi, dans tout ce qui est testé, en particulier dans le domaine de Qualiville, nous avons un niveau de satisfaction qui est incomparable – ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les experts. Ne dites pas « enfumage », soyez gentille, vous avez utilisé des termes un peu plus gentils, j'essaie moi aussi, nous nous y trouverons nettement mieux.

Comme vous ne savez pas lire vos taxes d'habitation, j'ai amené la mienne. Vous avez la même ligne que moi sur ce point-là sur votre taxe d'habitation. La prochaine fois, je ferai une interrogation écrite. Vous avez la

valeur locative de votre logement. En-dessous, vous avez la valeur locative moyenne de la ville. Elle s'élève à 3 312 euros. Nous avons tous le même chiffre. Je ne vous ai pas donné la valeur locative de mon logement. La valeur moyenne est de 3 312 euros sur lesquels nous appliquons un abattement de 15 %, cela correspond à 110 euros à peu près. Nous avons tous droit à la même chose. Cela représente un abandon de 13,5 millions.

Dernier point, effectivement important : comment faisons-nous 1,5 % d'augmentation de la masse salariale alors que le GVT est prévu de 2 %. Je vous répondrai tout à l'heure, quand je vous présenterai la décision modificative du maire. Merci, mes chers collègues.

Monsieur le Maire : Merci, Max. 1h45 de débat, bel exercice de démocratie partagée. Je ne mets pas aux voix, puisqu'il s'agit du débat d'orientation budgétaire. Nous voterons sur le budget.

Le Conseil prend acte.

4. Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Croix Lavit - Puech Villa Définition des objectifs préalables à une opération d'aménagement, engagement des études et modalités d'association du public

Dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité engager le réaménagement d'un secteur d'environ 25 hectares situé globalement entre la rue du Puech villa, la rue Galéra et les ensembles de logements existants le long de la rue de St-Priest.

Il se caractérise aujourd'hui d'une part par une urbanisation relativement hétérogène, marquée par la présence de nombreux locaux d'activités économiques tertiaires liées à la vocation initiale du secteur et d'autre part de terrains nus en friches. Mais depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération. Face à ces évolutions, la Ville a favorisé dans le cadre d'un programme d'aménagement d'ensemble et sur un périmètre restreint, la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale, et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal. D'autre part, la position centrale dans le quartier des premières opérations immobilières a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier.

Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une possible mutation urbaine. Ce moment charnière semble opportun pour s'interroger sur le devenir de ce secteur et préparer sa reconversion urbaine.

Afin de limiter les opérations au coup par coup, le Conseil municipal a adopté, par délibération du 4 février 2013, des mesures conservatoires en instaurant sur le secteur concerné un périmètre d'étude au titre de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme (anciennement article L. 111-10) permettant, le cas échéant, de surseoir à statuer sur des demandes d'autorisation de travaux ou de construction.

Les objectifs d'aménagement de ce secteur sur lequel est déjà prévue la construction d'un groupe scolaire s'appuient sur les principes suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat toujours très importants exprimés sur cette partie de la commune, dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses quartiers ;
- renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité récemment créée et le projet d'école ;

- améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager, la continuité des modes de déplacement doux (piétons et cycles) ;
- intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier ;
- valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.

Afin de répondre à ces objectifs, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération. En parallèle, une concertation avec le public sera organisée, dont les modalités pourraient être les suivantes :

- une réunion publique ;
- une mise à disposition du public du dossier pour une durée d'au moins 15 jours, accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations de chacun ;
- un article dans le journal municipal ;
- une publication sur le site internet de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les objectifs d'aménagements proposés ;
- d'engager la concertation relative à une opération d'aménagement et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur LANNELONGUE sort de séance.

5. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 6 - Lot n° 23A

“ACM Habitat”

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vannières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » pour le lot 23A de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat (OPH)
407, avenue Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PC n°3p, 4p, 5p

Surface du lot : 951 m²

Nature du projet : 27 logements collectifs sociaux

SDP envisagée : 1740 m² SDP

SDP maximale autorisée : 1827 m² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » en vue de la réalisation de 27 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Mesdames LIZA et NAVARRE sortent de séance.

6. ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 6 - Lot n° 19B

“ACM Habitat”

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vannières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » pour le lot 19B de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat (OPH)
407, avenue Professeur Antonelli
CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3

Localisation du projet : Section PB n°23 p

Surface du lot : 1.908 m²

Nature du projet : 55 logements collectifs sociaux

SDP envisagée : 4.000 m² SDP

SDP maximale autorisée : 4.200 m² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » en vue de la réalisation d'environ 55 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Stéphanie JANNIN ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Mesdames LIZA, NAVARRE et Monsieur LANNELONGUE entrent en séance.

Madame LEVY-RAMEAU sort de séance.

7. ZAC Port Marianne – Parc Marianne

Demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique (DUP) de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne

Le nouveau quartier Parc Marianne a été engagé sous la forme d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) sous l'appellation ZAC Port Marianne – Parc Marianne, à l'occasion d'une délibération du Conseil Municipal en date du 7 octobre 2004 ayant permis d'approuver un premier dossier de création pour la première phase de la ZAC.

Afin d'assurer l'aménagement de cette opération complexe, la Ville a décidé d'en confier la réalisation à la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005 et signée entre la Ville et la SERM le 14 septembre 2005.

Par la suite, une nouvelle extension de la ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2006, portant sa superficie à environ 30 hectares au total.

Afin de mener à bien cette opération, une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) a été engagée par la Ville et son aménageur : le dossier d'enquête préalable à cette DUP concernant l'extension de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne a par conséquent été approuvé par une délibération du Conseil Municipal le 27 juin 2007. La suite de la procédure engagée a abouti sur l'organisation, par le préfet de l'Hérault, d'une enquête publique qui s'est tenue du 6 Novembre 2006 au 8 Décembre 2006.

Le commissaire enquêteur désigné pour mener cette enquête publique ayant conclu à un avis favorable sur son déroulement et sur le contenu du dossier présenté, Monsieur le préfet de l'Hérault a, par arrêté n° 2007-I-825 du 23 Avril 2007, déclaré d'utilité publique la réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne par la Ville de Montpellier et son concessionnaire la SERM, ainsi que la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement.

Valable pour une durée maximale de cinq ans, soit jusqu'au 23 avril 2012, la déclaration d'utilité publique portant sur la réalisation de l'extension de la ZAC a dû être prorogée une première fois par arrêté préfectoral n° 2012-I353 du 15 Février 2012 pour une durée équivalente à la DUP initiale (5 ans), portant ainsi sa validité jusqu'au 21 Avril 2017.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions des arrêtés de déclaration d'utilité publique précités, la très grande majorité des terrains nécessaires à la réalisation des travaux de cette opération d'aménagement a déjà été acquise par la SERM, à l'amiable ou par voie d'expropriation.

Toutefois, afin de finaliser l'opération, il reste à acquérir trois unités foncières et à traiter l'éviction d'un locataire commercial installé dans le périmètre de la ZAC. Ces unités foncières se trouvent, pour l'une, le long de l'avenue du Mondial 98, entre la rue de la Cavallade et le boulevard Pénélope pour une superficie d'environ 1 hectare et accueillant une activité commerciale, et, pour les deux autres, le long de l'autoroute A9.

Malgré toutes les interventions engagées par la SERM, la poursuite de l'opération d'aménagement est aujourd'hui remise en question du fait du blocage des négociations concernant certains terrains.

Il devient donc nécessaire que la SERM, en qualité d'aménageur de l'opération, garantisse la maîtrise foncière des terrains afin de pouvoir mener à bien les objectifs de l'opération d'aménagement, tant en termes de réalisation des opérations de construction prévues, qu'en matière de réalisation des espaces publics et équipements requis.

Pour ces raisons, et en application des dispositions de l'article L 121-5 du code de l'expropriation, la Ville de Montpellier sollicite auprès du Conseil d'Etat l'obtention d'un nouvel arrêté prorogeant pour cinq ans les

effets de l'arrêté déclaratif d'utilité publique du 23 avril 2007, prorogé par arrêté du 15 Février 2012, au bénéfice de la Ville de Montpellier ou son concessionnaire, la SERM. Cette prorogation ne modifie le projet ni dans le fond, ni dans la forme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de solliciter auprès du Conseil d'Etat l'obtention d'une nouvelle prorogation pour cinq ans des effets de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) du 23 avril 2007 de l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, prorogé une première fois par arrêté préfectoral du 15 Février 2012, au bénéfice de la Ville de Montpellier ou son concessionnaire, la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Madame JANNIN ? Oui, Madame LLEDO et Monsieur BOUMAAZ.

Audrey LLEDO : Madame JANNIN, j'ai une question parce que je ne suis pas une professionnelle de l'urbanisme. Je me suis un peu renseignée sur la déclaration d'utilité publique et j'ai découvert que, quand nous désignons un terrain en déclaration d'utilité publique, nous exproprians le propriétaire du terrain. Je me demandais donc s'il s'agit réellement de cela, d'exproprier réellement des personnes et, si c'est le cas, en échange de quoi. C'est juste une question.

Stéphanie JANNIN : Je ne suis pas spécialiste en droit de l'urbanisme, désolée, mais, en tout cas, le principe d'une déclaration d'utilité publique est bien de déclarer un projet d'utilité publique. L'intérêt général de ce projet passe avant l'intérêt particulier. Des négociations sont entamées avec les propriétaires et il existe un nombre très important de négociations qui aboutissent à l'amiable et rares sont les cas où il faut aller jusqu'à l'expropriation, mais, effectivement, cela peut arriver. Le but est, là, de prolonger une déclaration d'utilité publique qui existe déjà sur le secteur de Port Marianne et de la prolonger encore quelques années, puisque toutes les acquisitions foncières n'ont pas encore été faites. Pour autant, cela ne veut pas dire que tout le monde va être exproprié.

Monsieur le Maire : J'ajoute que le montant des prix se fait en fonction des parcelles déjà vendues dans la zone, en fonction des domaines, pour avoir un échantillonnage assez juste des prix pratiqués sur ces zones-là. Après, des négociations s'engagent sur cette base. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Je vais répondre en même temps à la question de Mademoiselle LLEDO. Très court, Monsieur le Maire, je voterai contre cette affaire et pour plusieurs raisons et je ne vais pas toutes vous les étaler aujourd'hui, ce serait beaucoup trop long. En revanche, je tiens à saluer ces trois résistants que vous appelez unité foncière, comme le dit si bien votre synthèse, ces trois résistants qui, depuis 2007, se battent contre votre bétonisation à tout va qui, aujourd'hui, nous amène à voter cette délibération pour pouvoir proroger, et donc prolonger, l'arrêté de déclaration d'utilité publique votée le 23 avril 2007 qui, elle, avait déjà été prorogée une fois le 15 février 2012. En somme, vous nous demandez ce soir de voter cette affaire pour débloquent toute négociation avec ces trois protagonistes. De quoi parle-t-on, Monsieur le Maire ? De négociations à l'amiables ou d'expropriation de ces citoyens ? Quand vous étiez candidat, maire et président de la métropole de Montpellier, vous ne cessiez de répéter que vous êtes – ou que vous étiez, tout est relatif – un candidat divers gauche, écologiste et citoyen. Stéphanie JANNIN, qui est aujourd'hui votre adjointe à l'urbanisme, nous proposait même de vivre l'écologie en dehors des partis, avec la liste de Philippe SAUREL. Mais Philippe SAUREL s'est auto-attribué ces qualificatifs divers gauche, écologiste, et surtout citoyen – tiens, un oxymore –, mais ce qui me chagraine, Monsieur le Maire, dans cette affaire, c'est que vous ne voulez pas écouter ou entendre ces associations – apolitiques pour certaines, je le conçois, mais elles restent des associations, qu'elles soient du nord, de l'est, de l'ouest ou du sud de la ville. Associations qui ne cessent de vous alerter sur cette bétonisation de notre territoire. Et quand on connaît notre zone géographique et nos épisodes cévenols, nous avons de quoi nous inquiéter pour l'avenir de nos enfants. Vous n'écoutez plus, ou n'entendez pas – je ne sais plus avec vous –

, ces mêmes associations qui vous alertent sur le déséquilibre de notre territoire où vous investissez en masse dans le sud de notre ville et, ce, au détriment du reste.

Monsieur le Maire, avec ce revers que nous avons ramené de Londres, où vous nous annonciez, avant de partir, que Montpellier serait la capitale européenne de l'urbanisme – quand je dis revers, je ne parle pas de victoire, comme vous nous l'avez fait croire, et c'est un peu comme les élections régionales où vous nous parlez de 25 % que vous avez obtenus à Montpellier alors que vous vous êtes présenté à la présidence de la nouvelle grande région Occitanie, où vous avez obtenu à peine 5 %...

Monsieur le Maire : Laissez-le parler, s'il vous plaît, cela fait un bon rappel d'histoire. Merci de reconnaître que j'ai obtenu 25 % au premier tour.

Djamel BOUMAAZ : Quand je dis revers, je ne parle pas de victoire, comme vous nous l'avez fait croire, et c'est un peu comme les élections régionales où vous nous parlez de 25 % que vous avez obtenus à Montpellier alors que vous vous êtes présenté à la présidence de la nouvelle grande région Occitanie, où vous avez obtenu à peine 5 % et ne parlons pas des 1 % dans l'ancienne région Midi-Pyrénées. Ce revers à la british que vous n'avez pas obtenu, ni le prix de la ville européenne de l'année, ni le prix de la grande ville de l'année, ni le prix du grand quartier de l'année, ni le prix de la grande rue de l'année, et encore moins le prix du grand lieu de l'année...

Monsieur le Maire : Je vous arrête, Monsieur BOUMAAZ, parce que les prix dont vous parlez ne sont attribués qu'à des villes anglaises.

Djamel BOUMAAZ : Alors, là, Monsieur le Maire, je suis allé voir le site, le règlement, excusez-moi, en sachant que les prix sont ouverts aux nominations de n'importe qui, Monsieur le Maire. L'académie de l'urbanisme met en vedette cinquante places réparties dans cinq catégories qui sont rejetées à trois finalistes dans chaque catégorie pour les membres de l'académie qui, ensuite, visitent et évaluent chacun des quinze finalistes avant le vote final.

Monsieur le Maire : Sauf que ce sont des villes anglaises.

Djamel BOUMAAZ : Non, c'est faux.

Monsieur le Maire : Si, j'y étais.

Djamel BOUMAAZ : Non, ce sont des nominations qui sont ouvertes à n'importe qui. C'est le règlement de l'académie de l'urbanisme. Au final, sur papier, nous sommes les champions.

Monsieur le Maire : Sur papier, nous sommes la seule ville française primée en Europe.

Djamel BOUMAAZ : Non, sur papier nous sommes les champions, Monsieur le Maire, mais, sur le terrain, nous le sommes moins.

Monsieur le Maire : Sur papier, nous sommes la seule ville française primée en Europe. C'est difficile pour vous de le reconnaître.

Djamel BOUMAAZ : Non, pas du tout. Je suis allé voir le site de l'académie, je suis allé voir le règlement. C'est tout.

Monsieur le Maire : Vous verrez les affiches et cela vous évitera de perdre du temps.

Djamel BOUMAAZ : Tout cela pour vous dire, et je vous l'avais déjà précisé en début d'année lors de notre premier Conseil de 2016, que 2016 soit une année de jachère et de réflexion, je vous réitère cette demande en fin

d'année et surtout pour l'année 2017, que cette année soit une véritable année de jachère et non qu'elle serve à renflouer les caisses de la SERM, de la SAAM et de leurs amis. Ce sera tout, Monsieur le Maire.

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

8. Modification n° 11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Avis de la Ville au titre de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme

Par décret n° 204-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée à compter du 1^{er} janvier 2015, par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération en date du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a donné un avis favorable au projet de modification n°11 du Plan local d'urbanisme (PLU).

Par courrier en date du 11 octobre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a notifié à la Ville de Montpellier le projet de modification de son PLU. Conformément à l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est désormais appelée à se prononcer sur les modifications ayant pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur des périmètres de zone d'aménagement concerté (ZAC) créées à son initiative : ZAC La Fontaine, Blaise Pascal, Mas d'Alco, Hermès, Pitot, Port Marianne-Richter, Jardin aux Pivoines, Moulins, Malbosc, Saint-Charles, Ovalie, Port Marianne-Jacques Cœur, Port Marianne-Jardins de la Lironde, Grisettes, Port Marianne-Parc Marianne, Port Marianne-Rive Gauche, Nouveau Saint-Roch, Port Marianne-Consuls de Mer, Port Marianne-République, Restanque, Pagézy, Coteau.

Le projet de modification n°11 du PLU comprend huit points de modification à caractère général qui ont pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables dans les ZAC :

Modification n° 1 – Caractère général – Article 2 du règlement : modification de la rédaction des conditions particulières relatives à la création de logements locatifs sociaux notamment pour préciser les modalités d'application de la règle dans les cas particuliers des permis d'aménager et des déclarations préalables valant division, et extension de la règle portant obligation de réaliser des logements locatifs sociaux sur le secteur d'extension de la ZAC Ovalie (7AU-2) et l'entrée de ville avenue François Delmas (1AU-1).

Modification n° 2 – Caractère général – Article 2 du règlement des zones AU : modification des dispositions de l'article 2 du règlement des zones AU relatives aux conditions d'occupation du sol, pour tenir compte d'un arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille en date du 9 octobre 2015.

Modification n° 3 – Caractère général – Article 12 du règlement : modifications de l'article 12 du règlement relatif au stationnement pour prendre en compte les récentes évolutions réglementaires (règles de stationnement pour les logements sociaux, les établissements pour personnes âgées et les résidences universitaires, règles de stationnement à proximité d'un transport en commun en site propre, intégration de la norme de stationnement pour les vélos pour les constructions à usage de bureaux, suppression de la participation pour non réalisation des places de stationnement).

Modification n° 4 – Caractère général – Article 12 du règlement : précision, dans la rédaction de l'article 12 du règlement relatif au stationnement, du calcul des droits réglementaires initiaux de stationnement d'une surface de plancher existante afin de ne pas pénaliser les projets en cas de changements de destination d'une construction affectée à de l'activité vers du logement.

Modification n° 5 – Caractère général – Article 12 du règlement : suppression de la règle de stationnement spécifique pour les établissements scolaires des 1^{er} et 2nd degrés afin de renvoyer à la règle générale qui définit les besoins en stationnement en fonction de la localisation de chaque établissement.

Modification n° 6 – Caractère général – Article 12 du règlement : institution de la règle spécifique de stationnement à proximité d'une station de tramway autour des trois nouvelles stations créées sur la ligne 4 de tramway et diverses corrections des périmètres desservis par une station de tramway sur les lignes 2 et 3 pour faire correspondre la règle relative au stationnement avec le niveau de desserte effective.

Modification n° 8 – Caractère général – Article 13 du règlement : remplacement à l'article 13 du règlement, relatif aux espaces libres et plantations, de la mention « parcelle » par « unité foncière » pour prendre en compte le fait, conformément au code de l'urbanisme, qu'une autorisation d'urbanisme peut être posée sur un ou plusieurs terrains.

Modification n° 9 – Caractère général – Article 10 du règlement : modification de l'article 10 du règlement, relatif à la hauteur maximale des constructions, pour exclure du calcul de la hauteur les dispositifs techniques en toiture liés à la sécurité des personnes.

Par ailleurs, six points de modification concernent spécifiquement les ZAC Nouveau Saint-Roch, Restanque, Blaise Pascal, Consuls de Mer et Jardins de la Lironde.

S'agissant de la ZAC Nouveau Saint-Roch (modification n° 30), le projet de modification vise à ajuster l'emprise constructible maximale du secteur de zone 1U1-8 afin de prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC.

S'agissant de la ZAC de la Restanque (modification n° 32), le projet de modification vise à créer deux secteurs de zone 2U1-15cw entre l'avenue des Prés d'Arènes et le boulevard Fabre de Morlhon et au croisement des rues du Lantissargues et de l'Industrie afin d'accompagner la mutation de ces secteurs vers une plus grande mixité, et à modifier les emplacements réservés C110, C112, C113 et C124 afin de prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC.

S'agissant de la ZAC Blaise Pascal (modification n° 35), le projet de modification vise à modifier l'article 2 du règlement du secteur de zone 2U9-4w pour autoriser les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) liées aux activités de sécurité publique de police et de gendarmerie.

S'agissant de la ZAC Consuls de Mer (modification n° 48), le projet de modification vise à permettre des évolutions réglementaires (modification du périmètre de hauteur maximale des constructions du lot A et modification de l'emprise maximale des constructions du lot G) et à modifier l'emplacement réservé R2 pour parc public afin de prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC.

S'agissant de la ZAC Jardins de la Lironde (modifications n° 50 et 51), le projet de modification vise à supprimer un espace public à conserver, à modifier ou à créer le long de la rue Le Titien, le domaine public existant étant suffisamment dimensionné à cet endroit pour assurer des circulations confortables, et à étendre l'emprise maximale des constructions de l'île « Q » le long de la rue Le Titien afin de poursuivre la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

En définitive, l'ensemble des évolutions projetées par la modification n° 11 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable au projet de modification n° 11 du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, concernant les évolutions du Plan local d'urbanisme relatives aux ZAC créées à l'initiative de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame FRECHE et Monsieur MARTIN sortent de séance.

9. MONTPELLIER GRAND COEUR

Agrément de candidature

de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble

sis13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO, société de gestion immobilière, en vue de la cession de l'immeuble sis 13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeuble, comprenant la réalisation de 2 logements.

<u>Dénomination du Candidat</u>	CILEO 11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4
<u>Localisation :</u>	13, rue Guillaume Pellicier 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelle cadastrée :</u>	Section IZ 92 d'une superficie totale de 60m ²
<u>Nature du projet :</u>	Immeuble de 2 logements collectifs, dont : 1 Logement en loyer conventionné 1 logement en loyer intermédiaire
<u>SDP envisagée :</u>	120.20 m ² SDP logements

La SERM précise que la candidature de CILEO prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à l'opération Grand Cœur en général, et en particulier à la Concession d'aménagement approuvée par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 2 logements au 13 rue Guillaume Pellicier à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Vous voulez intervenir sur Guillaume PELLICIER ? Allez-y, Monsieur BOUMAAZ. C'est bien que tout le monde s'exprime.

Djamel BOUMAAZ : C'est la transparence et la démocratie. Je voterai contre cette affaire et ce pour deux raisons : CILEO et la SERM. Là, c'est trop. Vous nous demandez d'approuver la candidature de CILEO, candidature proposée par la SERM, cela, c'est fort de café ce soir. Aujourd'hui, sur notre territoire, associer logement social et polémique serait presque devenu un pléonasme, mais nous mettre dans la même synthèse la SERM et CILEO, cela est du pur pléonasme, un style que seule la ville de Montpellier sait faire, ville dite de gauche. Monsieur le Maire, cette candidature que la SERM nous propose serait-elle en rapport avec ses racines gauloises, comme nous avons pu le lire ici et là sur la politique HLM où il est repris des origines gauloises pour pouvoir traiter les dossiers et donc l'attribution de logements sociaux, et nous en avons un bel exemple avec la TAM. Bizarrement, vous ne vous êtes pas exprimé sur ce sujet, ni en tant que maire, ni en tant que président de Métropole, voire président des ACM. Cette affaire m'amène à un questionnement. Êtes-vous fan d'Hortefeux sur la théorie « quand il y en a un ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a un problème », ou faites-vous l'autruche à la PS ?

Monsieur le Maire, votre installation ou votre intronisation en tant que maire de Montpellier, président de Métropole et président de l'office public de l'habitat et des ACM était un grand espoir pour ceux qui ont cru en vous, mais, aujourd'hui, Monsieur le Maire, avec cette affaire que vous nous présentez ce soir, vous nous prouvez pour la énième fois la continuité de la politique d'autrefois et il est vrai qu'elle est autrement. Je veux dire par-là que vous le faites avec le sourire. Ce soir, nous pouvons le dire et le confirmer : PS = PS. Eh bien, cet espoir que de nombreux Montpelliérains ont vu en vous n'éteindra pas ce malheureux constat que je viens d'évoquer mais, ne vous inquiétez pas, chers Montpelliérains et Montpelliéraines, SAUREL un mandat et puis basta.

Monsieur le Maire : Laissez parler, les élus ont le droit de s'exprimer. Il dit ce qu'il veut.

Pour : 58

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

10. MONTPELLIER GRAND COEUR

Agrément de candidature

de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 5/7 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1^{er} août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession de l'immeuble 5/7 rue guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 6 logements. La SERM aura en charge le curetage de l'îlot afin de rendre le projet plus qualitatif.

Dénomination du Candidat CILEO,
11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4

Localisation : 5/7, rue Guillaume Pellicier 34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Section IZ 88 / IZ 89
d'une superficie totale de 330 m² (120m² + 210m²)

Nature du projet : Immeuble de 6 logements collectifs, dont :
3 Logements en loyer conventionné
3 logements en loyer intermédiaire

SDP envisagée : 343.8 m² SDP logements

La SERM précise que la candidature de CILEO prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à l'opération Grand Cœur en général, et en particulier à la Concession d'aménagement approuvée par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeuble, comprenant la réalisation de 6 logements au 5/7 rue Guillaume Pellicier à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Monsieur MARTIN entre en séance.

11. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville Attribution de subvention

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, notamment dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif. Depuis, le cofinancement du FISAC de 15% a pris fin le 9 novembre 2015.

Le premier dossier a été déposé avant le 9 novembre 2015. Le total des subventions de la Ville et du FISAC s'élève donc à 65 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC), à cela s'ajoute la subvention sur le surcoût de travaux d'intérêt architectural "TIA" de 50 % (apporté par la Ville de Montpellier).

Le second dossier a été déposé après le 9 novembre 2015, et reçoit donc une subvention unique de la Ville de Montpellier qui s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (hors subventions spécifiques TIA et/ou PMR).

Après validation des programmes de travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de ces campagnes, les subventions suivantes sont attribuables :

<p>SARL Mademoiselle COIFFE, enseigne « Mademoiselle COIFFE », Gérantes : Mme LEGAVRE et Mme RODRIGUEZ 5 boulevard Pasteur</p> <p><i>Répartition des parts subventionnées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 7 800 € de subvention travaux (plafonnée), - 1 300 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée), - 500 € de prime forfaitaire pour travaux de mise en accessibilité aux PMR. <p><i>Part Ville :</i> 7 500,00 €</p> <p><i>Part Etat (FISAC) :</i> 2 100,00 €</p> <p>Montant total de la subvention : 9 600,00 €</p>	
<p>ATOLL COME chez FUTON BOUTIQUES, enseigne « FUTON BOUTIQUE », Gérant : M. Christophe COUR 33 boulevard du Jeu de Paume</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 000 €, soit 50 % de la Ville sur la part « travaux » <p>Montant de la subvention : 6 000,00 €</p>	

Conformément aux règlements attributifs des subventions en vigueur au moment des dépôts des dossiers (délibération du 7 mai 2015 n°2015/151, puis modifié par délibération du 26 janvier 2016 n°2016/8), les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions pour un montant total de 15 600,00 € correspondant aux requalifications de devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Christophe COUR ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Madame FRECHE entre en séance.

Monsieur COUR sort de séance.

12. FONCIER

PORT MARIANNE

Mandat d'acquisitions foncières Ville/SERM

Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2015)

Depuis son origine, l'opération Port Marianne a pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer par l'aménagement de plusieurs quartiers, possédant chacun son caractère propre, organisés autour du bassin Jacques Cœur et du grand parc public Georges Charpak. Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A9.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville a chargé la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un objectif de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention confiant à la SERM les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement.

Douze avenants à cette convention ont été approuvés depuis par délibérations du Conseil municipal du 20 juin 1991, du 27 février 1992, du 29 mars 1996, du 28 novembre 1997, du 25 juillet 2001, du 29 juillet 2004, du 25 juillet 2006, du 26 juillet 2007, du 24 juillet 2008, du 25 juillet 2011, du 23 juillet 2012 et du 5 novembre 2015.

Le coût de ces acquisitions est destiné à être intégré dans le bilan financier de chacune des futures zones d'aménagement concerté de Port Marianne. Ainsi, l'ensemble des coûts d'acquisitions, frais sur acquisitions, frais de société, quote-part des frais financiers afférents aux secteurs opérationnels ont fait l'objet d'une prise en charge financière définitive dans le cadre des opérations concédées correspondantes, soit 4 794 000 € au 31 décembre 2015.

Le solde des terrains acquis et non-intégrés dans les secteurs opérationnels constitue des réserves foncières que la Ville a décidé de reprendre à sa charge par délibération du Conseil municipal du 28 juillet 1993.

La Ville de Montpellier a ainsi régi le portage financier des terrains acquis dans les secteurs non-opérationnels en 1993.

Lors de l'ouverture de ces secteurs à l'urbanisation dans le cadre de ZAC, les terrains destinés à être aménagés ont été vendus par la Ville à l'aménageur. La valeur cumulée de ces terrains au 31 décembre 2014 représentait 19 018 000 €.

Au 31 décembre 2015, le montant total des charges prévisionnelles du mandat s'élevait à 24 391 000 € TTC, en augmentation de 421 000 € TTC par rapport au bilan 2014, notamment du fait de l'intégration du financement d'une partie de l'acquisition de la parcelle SK9, située rue de la Cavallade, et des frais y afférents (frais financiers d'emprunt, charges aménageur...), ainsi que, à titre prévisionnel, de l'acquisition des parcelles SK 365 et SK 366 à la suite du jugement d'adjudication du 4 juillet 2016 du tribunal de grande instance de Montpellier.

A la même date, le montant de dépenses réalisé était de 23 739 000 € TTC.

Ce nouveau bilan prend en compte le développement du quartier Port Marianne sur des secteurs encore non opérationnels et permet de donner suite aux opportunités constituées par les acquisitions foncières les plus récentes.

Dans le cadre de l'exercice de ses missions durant l'année 2015, la SERM n'a exercé aucune prérogative de puissance publique (application du droit de préemption, procédure d'expropriation ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de la convention de mandat d'acquisitions foncières de Port Marianne au 31 décembre 2015, qui a été établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine à la date du 31 décembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : En politique, il faut être patient. Il faut accepter de rester longtemps assis, comme au poker, pour ceux qui connaissent un peu cela. Il existe des moments où tu as du jeu, et des moments où tu n'as pas de jeu. Dans les moments où tu n'as pas de jeu, tu attends. Cela dure des nuits et, parfois, cela ne vient pas. La politique, c'est pareil. Allez-y, Monsieur BOUMAAZ, puis Madame BRISSAUD qui veut intervenir dans cette belle partie.

Djamel BOUMAAZ : C'est dommage, nous aurions pu entendre Max LEVITA sur ce sujet, la ville et la SERM qui est tout de même un compte rendu annuel, mais vous ne voulez pas en parler ou, du moins, dire un mot à ce sujet-là. Tout d'abord, chose anormale ce soir, je vous félicite sur votre politique écologique au-delà des partis. Ce compte rendu est un bel exemple. Comme l'indique votre synthèse, la SERM n'a engagé aucune prérogative de puissance publique. En somme, aucune procédure de l'application du droit de préemption ou de procédure d'expropriation avec les frais qui vont avec n'a été engagée, et, ce, malgré cette augmentation de 421 000 euros de charges prévisionnelles du mandat de la SERM. Quid ? J'espère que Monsieur Max LEVITA répondra à cette question.

Je vous félicite aussi d'avoir eu le courage d'avoir remis un peu d'ordre auprès de ces technocrates qui étaient à la tête de cette structure et qui étaient aussi vos anciens amis. Médiatiquement, c'était plutôt vendeur. Mais ce rapport, ce compte rendu que vous nous présentez ce soir, ne nous parle à aucun moment de ces nombreux scandales de l'année 2015, année où vous étiez le « big boss », Monsieur SAUREL, année où vous nous faites un point presse tonitruant où Philippe SAUREL « flingue » la gestion de l'ancien directeur de la SERM et de la SAAM et, à partir de là, la chasse aux sorcières se concrétise. Montpellier doit désormais revoir son projet de vie. Cela donne de l'espoir localement. Promesse tenue, Philippe SAUREL, candidat des élections municipales de 2014, vient de rompre avec le système « Big George ». Vous voilà à la tête d'un système que vous essayez de détruire, pour mieux le reconstruire, autrement, mais, une fois arrivée au pouvoir, vous nous démontrez, Monsieur le Maire, pour la énième fois, votre incapacité à couper le cordon avec « Big George ». Cette incapacité, nous la voyons tous les jours dans votre élocution, dans la façon dont vous menez vos assemblées, dans votre gouvernance et, surtout, dans votre relationnel avec les hommes et les femmes. Mais là où nous observons mieux votre incapacité, c'est sur de nombreux scandales que la presse nous apprend chaque jour qui passe, et plus particulièrement sur la suspicion de l'attribution des marchés des commissariats aux comptes pour la SERM et la SAAM. Alain CAMOIN, qui n'est pas inconnu, bien au contraire, ce commissaire aux comptes est omniprésent dans les satellites de la Métropole depuis la création du district sous George FRECHE, c'est d'ailleurs lui qui a certifié les comptes de campagne des municipales de Jean-Pierre MOURE, preuve que l'ombre de George FRECHE plane toujours au-dessus de vous.

Cette affaire symbolise toutes les difficultés que vous avez à tourner la page du seul modèle que vous ayez connu. FRECHE est mort, Montpellier aussi.

Monsieur le Maire : Madame BRISSAUD, élevez le débat.

Anne BRISSAUD : Sur ce point, je m'abstiendrai car je ne suis absolument pas convaincue de l'aménagement de l'espace public dans ce quartier, ni de l'espace en général. Je trouve que nous avons un peu gâché, finalement, ce quartier Port Marianne, qui avait pour vocation d'avoir des espaces verts. Certes, nous avons un parc, bien sûr, mais le reste du quartier est tout de même très dense, avec des immeubles qui se font face, des balcons qui se font face, des rues étroites et vous voulez, de plus, homogénéiser tout cela. Je ne suis pas convaincue par tout cela. Je considère que le rééquilibrage aurait pu se faire autrement sur la ville, mais il s'agit de votre politique et de votre choix, je le respecte. Mais je ne suis pas convaincue du tout sur ce quartier.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 4 (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Madame LEVY-RAMEAU et Monsieur COUR entrent en séance.

Monsieur COUSQUER sort de séance.

Madame BONNET sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur MARTIN.

13. Révision du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Ville de Montpellier - Approbation

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) définit, sous l'autorité du Maire, l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Il établit un recensement des moyens et une analyse des risques à l'échelle de la commune.

La rédaction du PCS revêt, pour la Ville de Montpellier, d'un caractère obligatoire du fait de la présence sur le territoire d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) d'inondation de la vallée du Lez et de la Mosson (approuvé le 13 Janvier 2004) et d'un PPR d'incendies de forêt (approuvé le 30 janvier 2008).

Un premier Plan Communal de Sauvegarde avait été rédigé suite à la publication du décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif à la loi n° 2004-811 de modernisation de la sécurité civile qui en précise le contenu. Ce dernier a été approuvé lors du conseil municipal du 04 janvier 2007.

Les évolutions successives de la ville et de son organisation, ont rendu nécessaire une refonte complète et multirisque du document pris en charge par le service sécurité civile de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique.

La vocation transversale du PCS nécessite une mobilisation et une réflexion interservices. Il en résulte aujourd'hui un document « générique » orienté prioritairement sur le risque « pluie-inondation » en raison de l'occurrence et l'intensité du phénomène.

Toutefois, le Plan Communal de Sauvegarde est appelé à évoluer dans le temps de manière régulière afin de garantir son opérationnalité, notamment par la mise à jour d'un annuaire d'urgence. Il pourra également être révisé en fonction de la connaissance et de l'évolution des risques ainsi que pour toutes modifications apportées aux éléments mentionnés dans l'article 3 du décret incluant l'organisation du dispositif communal de sécurité civile.

À chaque révision, le document fera l'objet d'un arrêté municipal pour son entrée en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal

- d'approuver la révision du Plan Communal de Sauvegarde ;
- d'autoriser le Maire ou à défaut l' élu délégué à signer l'arrêté et tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Madame SANTARELLI ? Madame SANTARELLI, vous avez la parole, vous expliquez l'affaire, puis certains collègues veulent vous interroger.

Marie-Hélène SANTARELLI : Je vais vous présenter la révision du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier, le dernier ayant été approuvé en 2007. Je vous rappelle que ce plan communal de sauvegarde concerne tous les risques à l'échelle de la commune, qu'ils soient naturels, tels les pluies, inondations, mais aussi les feux de forêt, les mouvements de terrain, les tempêtes et vents violents, la canicule, les risques de grand froid, mais aussi les risques technologiques comme le transport de matières dangereuses, ainsi que les risques sanitaires et sociétaux. Ce PCS a un caractère obligatoire et il définit l'organisation prévue par la commune sous l'autorité du maire pour assurer l'alerte, l'information et la protection de la population. Je précise, à ce sujet, qu'il ne s'agit pas des secours à la personne qui, eux, relèvent de la compétence des services de secours. En plus de l'organisation, le PCS établit un recensement des moyens ainsi qu'une analyse des risques à l'échelle de la commune. Le document que nous présentons aujourd'hui à votre approbation est donc une révision du plan communal de sauvegarde, qui fait suite à un gros travail réalisé par le service de sécurité civile de la ville, notamment en 2015 et 2016, suite à des transferts de compétences et de moyens avec la métropole. Le PCS a été modernisé selon une approche multirisque. Le directeur du service, M. VIALAY, aime le présenter comme une boîte à outils modulable selon la nature et l'importance de l'événement. Toutefois, ce PCS a été orienté prioritairement sur le risque pluie, inondation, en raison, vous l'aurez compris, de la fréquence et de l'intensité de ce risque.

Je voudrais essayer de faire passer deux messages. Le premier, à l'égard de la population. Nous avons, en effet, mis l'accent sur la prévention et l'information. J'invite chaque citoyen à consulter le DICRIM, qui est un document d'information communal sur les risques majeurs sur le site de la ville, pour s'informer sur les risques au niveau de la commune, les canaux d'alerte et d'information utilisés par les pouvoirs publics, ainsi que la conduite à tenir en cas d'événement à risque. Le deuxième message est à l'attention des élus et des services. Chacun doit, en effet, bien connaître son rôle dans le dispositif.

Pour terminer, je vous précise que le PCS est un document vivant qui sera amené à évoluer régulièrement et que chacune des révisions fera l'objet d'une présentation en Conseil municipal. Enfin, je vous informe qu'un exercice pluie, inondation, aura lieu le jeudi 8 décembre dans toutes les écoles de la ville. Elles déclencheront simultanément leurs plans particuliers de mise en sûreté, le PPMS, pour assurer la mise à l'abri des personnels et des enfants. Cet exercice aura lieu à la fois pendant les temps scolaire et périscolaire. En conséquence, il vous est demandé d'approuver la révision du plan communal de sauvegarde.

Monsieur le Maire : Merci, Madame SANTARELLI. Madame LLEDO et Monsieur BOUMAAZ ont demandé la parole.

Audrey LLEDO : Comme vous l'avez dit, ce plan communal de sauvegarde a pour but d'informer, d'alerter et de protéger les citoyens face aux différents risques naturels et non naturels. Je me demande pourquoi nous avons attendu 2016 et, exactement, que prévoit ce plan, parce que dire que nous prévoyons des choses ne veut pas dire ce que nous prévoyons et, ce qui m'intéresse est ce qui va être réellement fait dans la ville de Montpellier. Je me demande aussi si nous n'allons pas faire comme la météo le fait actuellement, parce que, je ne sais pas si vous avez remarqué, mais, ces deux dernières semaines, selon la météo, nous avons failli être inondés trois fois. Cela me fait penser à l'histoire que l'on me racontait quand j'étais petite et que vous connaissez certainement qui s'appelle *Jean qui criait au loup*. Si nous ne faisons que crier aux inondations alors qu'il ne se passe rien, un

jour nos concitoyens ne vont pas nous croire et ils vont sortir alors qu'il existe un vrai risque. Vous avez parlé du DICRIM, je trouve qu'il s'agit d'une très bonne idée de l'avoir mis sur le site de la mairie, pour des questions d'économie de papier aussi, mais je pense à toute cette population qui n'a pas accès à Internet, aux personnes âgées, aux personnes qui n'ont pas les moyens d'avoir Internet, et à toutes ces personnes qui ne vont pas sur le site de la mairie, parce que je pense qu'elles sont très nombreuses. Je me dis donc que nous pourrions mettre ce DICRIM dans le journal de la ville, afin qu'un maximum de concitoyens puissent avoir accès à ce DICRIM. Merci.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Très court, Monsieur le Maire. L'environnement est un sujet important. Nous avons eu la COP21 quelque temps plus tôt. La COP22 vient de se dérouler au Maroc, pays que je salue. COP21, COP22, COP23, ainsi de suite, c'est un peu comme votre synthèse qui le reflète très bien. Un premier plan a été rédigé en 2005, voté en 2007, par ce même Conseil et qui est modifié à plusieurs reprises comme le prescrit l'article 3 du décret incluant l'organisation du dispositif communal de sécurité civile. Jusqu'ici, tout va bien. Mais, Monsieur le Maire, cette affaire, qui n'est qu'une révision du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier et qui ne peut être que profitable pour la sécurité de nos concitoyens, exprime bien ce paradoxe de cette politique environnementale que notre pays mène depuis presque une décennie. C'est un pansement sur une jambe de bois, un quolibet pour nos écologistes et, surtout, la preuve que la réflexion qui a été orientée prioritairement sur le risque inondation en raison de l'occurrence et de l'intensité du phénomène, comme le dit si bien votre synthèse, est une simple escroquerie intellectuelle. Nous avons trouvé le coupable, ou plutôt vous avez trouvé le coupable, le bouc émissaire à toutes ces inondations : c'est le temps, un phénomène de mélange et de dépression et d'anticyclone qui nous amène cette masse d'eau qui inonde nos rues montpelliéraines. C'est lui le coupable, toujours selon votre synthèse, mais, Monsieur le Maire, quand vous nous montrez du doigt l'arbre qui cache la forêt, croyez-moi nous sommes nombreux à ne plus suivre votre doigt, mais bien à regarder d'où vient le feu. La conséquence de tout cela vient par cette bétonisation à outrance, où nous nous demandons qui va loger dans ces bâtiments, par ces concertations publiques où vous n'écoutez plus ou n'entendez plus la parole du peuple, et nous en avons eu un bel exemple avec le parc Montcalm, par ces rabotages dans les services pour tenir votre promesse de 0 % d'augmentation d'impôts avec, pour certains services, un management qui vous ressemble, et vous supprimez, dits mutualisés, des postes qui, pour certains, deviennent vacants pour x raison, et qui nous amènent à ce drame du 23 août dernier où un citoyen montpelliérain s'est noyé. Quid ? Mais l'instruction est toujours en cours. Alors, oui, pour cette énième modification du plan communal de sauvegarde de la ville de Montpellier, soyons raisonnables, mais je vous demanderai aussi, Monsieur le Maire, de bien vouloir revoir une politique urbaine écologique au-delà des partis.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

14. Mise à disposition gratuite de salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- la participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuite à 5 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 925 €.

Les associations concernées sont :

MPT CURIE : Comité d'éducation pour la santé 245 €

MPT PARKS : Association gymnastique volontaire 350 €, Cie des Sherpas 165 €

MPT RICOME : Saudade 165 €

- la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 12 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1 870 €.

Les associations concernées sont :

MPT CURIE : Association Odette Louise 110 €

MPT DUBOUT : Bien vivre à Aiguelongue 110 €, Association des étudiants Vietnamiens de Montpellier 110€

MPT MERCOURI : Jazz à tous les étages 55 €

MPT PAGNOL : Secours populaire 220 €, Casa de España 110 €, Comité de quartier la Chamberte 440 €, CPNCM 220 €, AFEA 220 €, Synergies des Mémoires 110 €, Association nationale des PTT anciens combattants et victime de guerre 110 €

MPT SAND : Anim'frimousses 55 €

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2 (Audrey LLEDO avec la procuration de France JAMET)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur JAMET entre en séance et récupère sa procuration.

Monsieur COUSQUER entre en séance.

Monsieur de SAINT JOUAN sort de séance.

Madame CHARDES sort définitivement de séance et donne procuration à Madame MARSALA.

15. Sécurisation des écoles de la Ville de Montpellier dans le cadre des circulaires interministérielles des 29 juillet et 29 septembre 2016 - Approbation, demande de subvention et autorisation de signer les autorisations d'urbanisme nécessaires.

Dans le cadre de la sécurisation des établissements scolaires face au risque intrusion/attentat, une circulaire interministérielle du 29 juillet 2016 a défini l'ensemble des dispositifs à mettre en place et préconisé certains travaux de renforcement et d'amélioration des dispositifs de sûreté existants.

Le 29 septembre 2016 une nouvelle circulaire interministérielle indiquait la possibilité de faire subventionner les travaux de sécurisation face au risque intrusion/attentat sous certaines conditions et sous réserve d'avoir déposé un dossier de demande de subvention détaillé avant le 13 octobre 2016.

Ce dossier qui concerne les 123 écoles de la Ville, a été déposé à la Préfecture dans son ensemble et dans les délais très contraints imposés. Il précise les propositions de travaux suivants :

Sécurisation des abords des écoles :

Développement des caméras de vidéosurveillance aux abords des établissements.

Coût estimé : 2 000 000 €

Sécurisation des points d'entrée dans les écoles :

Pour ce faire :

- Le nombre de points d'entrée par clé a été réduit à 2 maximum par école (sauf configuration particulière des locaux)
- Les anciennes serrures sont progressivement changées et remplacées par des serrures avec clés électroniques non duplicables. A ce jour ce programme est en cours de réalisation ; il a débuté en 2015 et est prévu sur 3 ans, avec un budget de 120 000 € par an.
- Mise en place de visiophones ou d'interphones sans gâche électrique d'ouverture à distance : A l'exception de l'école André Malraux déjà dotée d'un visiophone, une étude sur les 122 autres écoles est à mener en fonction de la configuration des locaux.

Une provision de 1 100 000€ semble nécessaire pour mener ces interventions.

Occultation des vitrages :

Dans le cadre de la circulaire de juillet 2016, le film miroir sans tain semble le plus adapté et pertinent. A ce jour, moins de 10% des locaux sont équipés. Le budget nécessaire à la réalisation de cette intervention sur les écoles non équipées est estimé à 800 000 €.

- **Mise en place de serrures sur les portes intérieures :**

La réglementation sécurité incendie oblige à un dispositif de déverrouillage intérieur des portes par simple manœuvre (système de bouton moleté). L'ensemble des locaux sont concernés (2 portes par local en moyenne). Le budget nécessaire à cette intervention est estimé à 600 000 €.

- **Clôture :**

Tous les établissements disposent de clôtures régulièrement réparées ou remplacées. Cependant certaines devront faire l'objet de renforcement ou de rehausse. Coût estimé de cette intervention : 500 000 €.

Le coût total des premières interventions listées ci-dessus s'élève à **5 000 000 €**.

Enfin, il convient également de noter que les diagnostics sûreté qui seront établis pour chacun des sites avec le référent sûreté désigné par les services de l'Etat pourront amener à des travaux complémentaires.

Par ailleurs, certains de ces travaux tels que les interventions conséquentes sur les clôtures nécessitent au préalable le dépôt d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable).

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme de travaux tel que précisé ci-dessus qui fera l'objet des inscriptions nécessaires au budget de la Ville à partir du BP 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents et notamment le ministère de l'Intérieur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme nécessaires.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications auprès d'Isabelle MARSALA ? Madame MARASALA, vous pouvez résumer l'affaire, puis Monsieur DOMERGUE et Monsieur BOUMAAZ.

Isabelle MARSALA : Très simplement, puisque cela a déjà été évoqué dans la présentation du budget par Monsieur LEVITA. Nous sommes là dans le cas du budget qui va être nécessaire pour la sécurisation des écoles. Je voudrais juste vous rappeler que nous avons appris, au mois d'août, quatre jours avant la rentrée scolaire, que nous étions tenus de faire certains travaux dans les écoles, de sécurisation, pour la rentrée scolaire, et, de la même façon, nous avons appris, le 29 septembre, qu'il fallait rendre un dossier pour le 5 octobre, dossier très complet, très compliqué à monter avec des partenariats de la préfecture et du rectorat afin de pouvoir bénéficier d'aides sur ces budgets à dépenser. Vous avez, dans la délibération elle-même, absolument tout qui est indiqué. Il faut savoir que nous avons 123 écoles. Je peux vous dire, en plus de ce que vous verrez écrit et qui va vous intéresser, que ce sont 123 écoles à présent à sécuriser, 915 salles de classe, 246 salles polyvalentes, 194 réfectoires et le coût annexe, soit 1 355 locaux à sécuriser, a minima, ce qui explique le montant de la somme et ce qui explique notre colère profonde d'avoir eu cinq jours, a priori, pour mettre en place ce budget.

Monsieur le Maire : Merci, Madame MARSALA. Monsieur DOMERGUE a demandé la parole et Madame LLEDO et Monsieur BOUMAAZ.

Jacques DOMERGUE : Je voulais vous interroger, parce qu'il existe des différences d'appréciation sur la sécurisation des écoles, qui est bien sûr une priorité absolue, surtout dans la période que nous traversons. Dans le dossier du Conseil municipal, nous parlons de 5 millions, dans le DOB, vous parlez de 6 millions et, Monsieur SAUREL, quand il s'est exprimé cet été, justement, avait crié haut et fort que c'était inadmissible, que

c'était 15 millions d'euros, qu'il allait être obligé d'augmenter les impôts. Aujourd'hui, quel est le chiffre réel ? Nous avons besoin de le savoir.

Monsieur le Maire : Sur la logistique et les travaux, ce sont 5 millions d'euros, ce que j'avais dit. Si nous ajoutons les crèches, cela fait 6 millions.

Jacques DOMERGUE : Ensuite, un élément est très choquant. Vous dites que vous êtes contre le fait que cela vous soit imposé, mais je pense que la ville de Montpellier n'est pas la seule à être concernée, toutes les villes de France le sont et il faudrait donc un mouvement au niveau de l'association des maires de France pour réagir sur une mesure comme celle-là. Vous n'avez, en contrepartie, aucun engagement signé de l'État sur les sommes qui sont réellement affectées. Où allons-nous donc ?

Une chose encore plus choquante, cela concerne les 123 écoles publiques de la ville de Montpellier, mais, qu'en est-il des écoles privées sous contrat ? Les enfants qui sont dans ces établissements-là représentent à peu près 20 % des enfants scolarisés. Ils ont autant droit que les enfants qui sont dans les écoles publiques à être protégés. Si c'est l'État qui donne cette injonction aux villes, vous, en tant que maire, vous avez également le droit de vous soucier de la sécurité des enfants dans les écoles qui sont sous contrat. Je ne parle pas des écoles privées totalement privées, mais celles qui sont sous contrat ont un rôle de service public. L'État devrait également se soucier en priorité de l'ensemble des enfants scolarisés, parce qu'il est totalement anormal et honteux que l'on veuille sécuriser les écoles publiques et que les écoles privées sous contrat ne soient pas sécurisées. Ces enfants ont droit au même respect, aux mêmes conditions de sécurité que les autres. Vous devriez, vous, en tant que maire, solliciter vos collègues et monter au créneau face à un État qui, on le sait, est totalement défaillant aujourd'hui, mais qui, tout de même, vous impose des choses qui sont, répétons-le, indispensables pour la sécurité de nos enfants.

Monsieur le Maire : C'est ce que j'ai fait, vous l'avez dit vous-même, d'ailleurs. Je suis monté au créneau, parce que Madame Najat VALLAUD-BELKACEM a proposé cette réforme le 28 ou le 26 août pour la rentrée du 1^{er} ou du 2 septembre. Dans son expression, elle a chargé les villes de faire tout cela, mettant à défaut les préfets eux-mêmes qui, après, pour compenser, ont demandé aux villes de faire un inventaire complet de tous les travaux qui devaient être faits dans les écoles de la ville. Nous avons d'ailleurs mis, avec Monsieur FINA, pratiquement une semaine et nous l'avons fait en deux fois avec Madame MARSALA. Nous avons comptabilisé l'ensemble. Je crois que la formulation proposée par la ministre ne correspondait pas à ce qu'elle souhaitait ou elle a voulu faire porter aux villes la défaillance de l'État. Voilà comment cela s'est passé. Nous nous sommes garantis, vis-à-vis de l'État, par la réaction que j'ai eu qui a été suivie, je n'ai pas été le seul, et surtout par le courrier que nous avons adressé avec un inventaire très précis que nous avons proposé à l'État par l'intermédiaire du préfet. Madame MARSALA.

Isabelle MARSALA : Je voulais juste ajouter que, pour ce qui est des écoles privées, bien entendu elles ont besoin de soins à l'identique, sauf que la ville elle-même gère les bâtiments publics des écoles publiques. Le préfet a bien écrit aussi aux écoles privées, qui sont tenues de réaliser certains travaux, mais nous ne sommes pas en charge de réaliser certains travaux dans les bâtiments des écoles privées. C'est ce qui fait la différence dans le dossier. Vous savez bien que, dans ce cas, pour l'instant, nous attendons le résultat des subventions. L'État a prévenu tous les partenaires, cela nous ne pouvons pas dire, mais nous ne sommes pas en charge des bâtiments des écoles privées.

Monsieur le Maire : Je l'ai dénoncé, Monsieur DOMERGUE. D'ailleurs, l'association France urbaine, qui réunit les présidents de métropole et les maires de grandes villes, a pris exemple sur la dénonciation de ce fait que nous avons porté à la connaissance du public à la fin du mois d'août pour le faire partager aux autres grandes villes. Si Madame Najat VALLAUD-BELKACEM ne nous donne pas les fonds... Il est question que l'État nous aide, mais, aujourd'hui, nous attendons. Si vous voulez, les maires, maintenant, deviennent les factotums de la République. Dès que l'État ne peut pas répondre, il dit que c'est au maire de le faire et cela couvre les ministres. Je l'ai dénoncé, vous ne pouvez pas me dire que je ne l'ai pas dénoncé. Si je devais faire le bilan de ce gouvernement en termes d'éducation, franchement, c'est une catastrophe. D'autres pans de l'activité ont eu des réformes, je ne les nie pas, notamment l'aide aux entreprises, qui a été une bonne réforme, mais sur

l'éducation, c'est un fiasco total. Les TAP nous ont été imposés, avec les jours, les heures, etc., la mise en sécurité dont nous venons de faire allusion et je ne parlerai pas de tout ce qui a animé les quartiers populaires durant l'épisode de la théorie des genres. Je trouve que l'éducation est l'un des piliers fondamentaux de la République. L'éducation, la sécurité, l'aménagement du territoire. Seulement, que voulez-vous, quand nous avons un ministre de l'Éducation qui démissionne de son poste une semaine avant la rentrée... Mon père, qui est instituteur, cela l'a rendu fou. C'est incompréhensible pour le corps enseignant de ne pas porter la réforme. Ensuite, on nous explique qu'il ne faut pas mettre les TAP sur une demi-journée et c'est ce que nous avions proposé, comme d'autres villes. On nous dit que nous n'avons pas le droit de les mettre sur une journée. Nous faisons donc voter les conseils d'école, les comités de parents d'élèves, les associations de parents d'élèves. La proposition que nous mettons en place est rejetée par les parents d'élèves et nous mettons en place les TAP gratuitement comme nous nous y étions engagés pendant les élections municipales. À ce propos, un tas de villes s'étaient engagées à faire les TAP gratuitement. Elles ne les ont laissées gratuites qu'une année et elles les ont ensuite fait payer. Cela fait trois ans que nous faisons les TAP gratuites pour les familles de Montpellier. Le fait d'apporter à l'enfant une diversité dans l'éducation et l'apprentissage n'est pas faux comme raisonnement, mais je considère aujourd'hui que, dans un pays – je suis sur la ligne Claude ALLEGRE – lire, écrire et compter est primordial. Quand je vois que, en sixième, des enfants ne savent pas lire, je me dis qu'il existe un problème. Je ne parlerai pas des enseignants qui font une faute à chaque mot, c'est le hasard des coïncidences.

Je voulais vous dire qu'il existe des impératifs en termes d'éducation sur lesquels il ne faut pas déroger et, aujourd'hui, cela part à vau-l'eau. Le ministère de l'Éducation nationale part à vau-l'eau et ce ne sont pas les enfants des familles aisées qui trinquent à la sortie, ce sont toujours les familles modestes. Quand j'entends certains qui disent que l'école de la République doit proposer à chaque enfant de la République un avenir et l'ascenseur social, je suis désolé mais, aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Pour l'éducation, je suis d'accord avec vous, il faut changer la vision de l'éducation. Quand j'ai été élu conseiller général en 1998, j'ai été délégué à la lutte contre l'illettrisme. Ségolène ROYAL était chargée de ce dossier. Qui était le psycho-pédiatre qui s'occupait de cela ? Monsieur BENTOLILA, qui a traversé toutes les gares. Nous avons deux inspecteurs d'académie, je ne dis pas des bêtises. Ce sont des réformes qui sont là pour valider politiquement l'éclosion de nouveaux gouvernements, mais qui ne vont pas dans le sens de l'intérêt de l'enfant. Les TAP sont contreproductifs. Nous l'avons dit de suite, parce que nous ne voulions pas les mettre en place. Nous voulions les mettre en place avec une année de décalage. Je le dis depuis le début, nous avons assez crié.

Monsieur BOUMAAZ, allez-y rapidement, parce que nous avons tout dit.

Djamel BOUMAAZ : Vous avez dit votre vérité, Monsieur le Maire, vous n'avez pas tout dit. Ce dossier est la preuve que nombre d'élus ne sont pas au courant de ce dossier, ils l'ont appris sur le tas. Je suis allé un peu chercher et je suis allé un peu me renseigner, Monsieur le Maire. Vous savez, je suis tout seul. Je vais vous expliquer. Cette affaire me fait penser à cette gesticulation que vous nous avez faite à la rentrée scolaire. Vous nous avez fait une danse à la rentrée scolaire où vous nous exprimiez votre colère contre la circulaire sur la sécurisation dans les écoles, circulaire qui est arrivée le 26 août et applicable dès la rentrée scolaire.

Monsieur le Maire : Heureusement que vous êtes là, parce que vous rappelez les événements.

Djamel BOUMAAZ : Vous l'aviez évaluée à 15 millions d'euros. Vous dénonciez le coût et donc vous menaciez d'augmenter les impôts locaux de 15 %. Tiens donc, encore un coupable idéal, Monsieur le Maire. Votre « coup de gueule » contre le gouvernement et votre ami Manuel VALLS. Il faut dire la vérité aux Montpelliérains, vous êtes bien l'ami de Manuel VALLS. Ce « coup de gueule », ce « coup d'esbroufe » sur ces mesures que vous appelez fantasmes, qui sont à la même dimension de ces 15 millions d'euros que vous avez annoncés à la rentrée. Je ne sais pas s'il faut en rire ou en pleurer mais, croyez-moi, Monsieur le Maire, vos propos en ont interpellé plus d'un : les parents, les élus d'opposition et surtout le recteur qui s'est insurgé de votre déclaration, alors que les services de la ville et du rectorat travaillaient depuis plus d'un an sur la mise en place de cette circulaire. Cette affaire reflète deux choses, même trois.

Oui, mais, avec vous, Max LEVITA, quand nous ne sommes pas d'accord avec vous, nous disons n'importe quoi. Mais vous êtes socialiste, cela se voit.

Monsieur le Maire: Cela suffit, je mets aux voix.

Djamel BOUMAAZ : Attendez, je termine.

Monsieur le Maire : Non. Vous exagérez Monsieur BOUMAAZ.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

16. Attributions de subventions

Ajustements des projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires

Par délibérations du 28 avril, du 22 juin, du 20 juillet et du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 179 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires pendant l'année scolaire 2016-2017.

Afin de faire face aux besoins d'activités des écoles dans un contexte d'accroissement du nombre d'enfants accueillis pendant les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), il est proposé d'augmenter le nombre de projets réalisés par les associations, en attribuant de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives périscolaires Voltaire Pagnol	7450
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives périscolaires Baudelaire Kipling	7450
789	CD UFOLEP 34	Animations Educatives périscolaires au Petit Bard	7450
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	70 000
4144	MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	96 850
4586	Vacances Evasion	Réalisation d'activités éducatives	22 350
4380	Aqualove sauvetage	Secouriste à l'école	3000
	Association L'Ouvre Tête	Education à l'environnement en TAP	1200
TOTAL			215 750

Au total, ces projets permettront d'organiser 3 363 séances d'activités périscolaires, ce qui correspond à 29 interventions supplémentaires par jour réparties dans les écoles de la ville jusqu'à la fin de l'année scolaire 2016-2017.

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions ;
- de prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations prévues ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

17. Appel à projet 2016 de l'ADEME "Economie circulaire".

Lutte contre le gaspillage alimentaire

Réduction des déchets alimentaires

Dossier de candidature de la Ville de Montpellier

Demande de subventions

L'économie circulaire peut se définir comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement.

Elle s'articule autour de 3 domaines d'actions :

- 1-l'offre des acteurs économiques
- 2-la demande et le comportement des consommateurs
- 3-la gestion des déchets.

Le présent appel à projet lancé par l'ADEME est focalisé sur les deux premiers domaines de l'économie circulaire : l'amélioration de l'offre et la modification des comportements des consommateurs.

Plus particulièrement, les projets sont attendus prioritairement sur les thématiques suivantes : écoconception, économie de la fonctionnalité, écologie industrielle et territoriale, consommation responsable et lutte contre le gaspillage alimentaire.

Les actions entreprises par la Ville de Montpellier dans le domaine de la Restauration scolaire s'inscrivent parfaitement dans cette démarche en cohérence avec la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui dispose : *« L'Etat et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales mettent en place avant le 1^{er} septembre 2016, une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion ».*

Dès octobre 2015, la Ville de Montpellier a démarré une campagne d'optimisation de la restauration scolaire autour du projet « Ma Cantine Autrement ». Un des premiers axes de travail fut la réalisation d'un état des lieux du gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires de la Ville.

Les constats dégagés de cet état des lieux mettent en évidence des enjeux forts pour la Ville, à la fois éthiques et sociétaux, environnementaux et économiques :

- éthiques et sociétaux : un tiers des aliments produits dans le monde est jeté alors qu'une personne sur six souffre de malnutrition, en Restauration collective on considère que 30 à 40 % des produits des repas finissent à la poubelle ;
- environnementaux : le gaspillage alimentaire exerce un impact extrêmement fort sur notre environnement car il s'accompagne d'un gaspillage des ressources et d'importantes pollutions ;
- économiques : le gaspillage alimentaire représente un coût non négligeable pour la Ville.

Au vu de ces conclusions, la mise en place d'un plan de lutte de grande ampleur qui impacte toute la chaîne alimentaire prend tout son sens avec l'objectif de réaliser des économies.

Le plan d'action proposé par la Direction de la Politique Alimentaire qui répond aux thématiques définies par l'ADEME (cf. supra), s'articule autour de quatre axes de travail principaux :

- les actions au niveau de la politique d'achat (développer l'approvisionnement de proximité et introduction des produits issus de l'agriculture biologique) ;
- les actions au niveau de la gestion de production (notamment stockage des denrées, conditionnement...) ;
- les actions au niveau de la distribution des repas ;
- les actions pour l'éducation à l'environnement et au goût.

La mise en œuvre de ce plan d'action représente un coût prévisionnel de 219 500 € pour l'année 2017.

En devenant lauréat de l'appel à projet de l'ADEME, la Ville pourrait obtenir de 30 à 50 % de subventions sur certaines dépenses éligibles aux aides de cet organisme (études, animations et communication, investissements...).

Le dossier de candidature doit être déposé impérativement avant le 16 décembre 2016 auprès de l'ADEME et de la Région Occitanie pour être évalué par un comité technique régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la Ville à répondre à l'appel à projet lancé par l'ADEME sur la base du dossier « Lutte contre le gaspillage alimentaire – Réduction des déchets » joint en annexe ;
- de solliciter de l'ADEME et de la Région Occitanie les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

18. Modifications des dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM et A1

Pour les Montpelliérains, par délibérations du 8 novembre 2010, la Ville a adoptée l'aide au permis de conduire de catégorie B pour 50 jeunes en situation précaire dans le cadre d'une insertion professionnelle ou sociale et par celle du 29 mai 2012, les aides aux permis de catégorie AM pour 40 jeunes à partir de 14 ans et aux permis catégorie A1 pour 30 jeunes à partir de 16 ans, pour une sensibilisation à la sécurité routière.

Les aides octroyées, viennent en déduction du prix de la formation, sans contrepartie pour le jeune et sont directement versées à l'auto-école prestataire (MAPA) ou conventionnée.

- pour le permis de conduire de catégorie B l'aide est de 200€ versées à l'auto-école prestataire ;
- pour le permis de conduire de catégorie AM, l'aide est de 50€ directement versée à l'auto-école de son choix ;
- pour le permis de conduire de catégorie A1, l'aide est de 100€ directement versée à l'auto-école de son choix.

Les dossiers de demande d'attribution sont sélectionnés par un jury présidé par l'adjoint délégué à la Jeunesse, et comprend, la conseillère municipale déléguée à la Jeunesse, et des experts administratifs et associatifs.

L'aide au permis B connaît un très vif succès. Annuellement près de 120 à 150 candidatures entrent dans les critères de sélection de la Ville. Par contre les jeunes ont peu d'intérêt pour les dispositifs aux permis AM, et A1.

Fort de ce constat, il est proposé de modifier les différents dispositifs comme suit :

- permis B : porter le nombre des bénéficiaires à 75 jeunes pour un budget de 15 000 € ;
- permis 2 roues (AM et A1) : diminuer le nombre de bénéficiaires pour un budget de 1 000€.

Afin de permettre la réalisation de ces projets, les crédits ont déjà été respectivement inscrits au budget du service Jeunesse 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications apportées aux dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM, A1 ;
- d'accepter les modifications des dossiers d'inscriptions, des règlements et de la convention ci-joints annexés à la présente délibération ;
- d'accepter que les sommes soient prélevées sur les crédits inscrits au budget du Service Jeunesse, ligne de crédit n° 13512 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

[Propos hors micro]

Monsieur le Maire : Donnez la parole à Madame MIRALLES, merci.

Patricia MIRALLES : Monsieur le Maire, je voudrais répondre à Monsieur BOUMAAZ. En général, nous disons : « Pouvez-vous vous taire, s'il vous plaît » et non « Ta gueule ».

Monsieur le Maire : Ce n'est pas une raison pour dire « Ta gueule » dans une enceinte républicaine et traiter Monsieur ABERT de voyou. Je vous demande de garder la correction qu'exige une assemblée publique. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Dans cette affaire, il s'agit d'une subvention pour le permis de conduire. Il s'agit donc d'une louable affaire. Je vois également qu'il existe plus de 150 candidatures qui sont étudiées chaque année, avec une modification sur le permis AM et A1. 75 jeunes bénéficient de cette aide pour un montant de 75 000 euros. J'aimerais juste émettre une critique car un permis coûte entre 1 200 et 2 500 euros, si le jeune le passe entre une et cinq fois. Cette aide est donc tout à fait honorable, mais je me suis demandé tout de même, s'il n'était pas plus judicieux de financer dix ou quinze jeunes, plutôt que de donner de petites sommes symboliques et d'émettre cette aide financière, car certains jeunes ne vont pas, souvent, jusqu'au bout de leur permis, car ils n'en ont pas les moyens.

Monsieur le Maire : Merci. Monsieur ABERT.

Fabien ABERT : Effectivement, la question est légitime, mais il faut savoir qu'il existe un accompagnement. Les dossiers sont regardés dans leur intégralité : le projet, pourquoi en a-t-il besoin, quelles sont les ressources financières pour réussir à compléter le financement du permis de conduire. Il faut savoir que ce n'est pas le jeune qui touche l'argent directement, cela passe par l'auto-école qui ne touchera l'argent que si le jeune vient au permis de conduire. Un accompagnement est donc fait pour que ce permis se passe dans les meilleures conditions. Par rapport à la modification, cela permet à un plus grand nombre de jeunes de bénéficier de ce dispositif.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames JANNIN et LIZA sortent de séance.

19. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2016 - 2017

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 180 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 143 701.85 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature.

Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 17 Décembre 2015 fixant les tarifs pour 2016 applicables au domaine public occupé.

Ces montants devront être portés au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 143 701.85 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

[Propos hors micro]

Monsieur le Maire : C'est hors sujet. Je mets aux voix l'affaire 19.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

20. Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité.

Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus de ce dispositif, les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de **novembre**, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2016 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **1 540 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Lucie DUSAPIN, étudiante

« *Papa doit manger* » : *adaptation théâtrale*.

Production culturelle

Montant proposé : **540 €**

Laurie SAULNIER, salariée

« *Elégance – LAO=DELTA* » : *création d'un clip vidéo musical*.

Production culturelle

Montant proposé : **1 000 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **1 540 €** ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

21. Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire

Convention de partenariat

Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier, dans le cadre de la réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes.

La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 13 éducateurs et opérateurs territoriaux, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont ainsi fixées.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 54 000 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaire pour l'année 2016-2017 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 54 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

22. Quartier CROIX D'ARGENT

Dénomination du Complexe Sportif Cholet

Jean SCIALO

La Ville de Montpellier souhaite à la demande de la SNCF, propriétaire du Complexe Sportif Cholet, honorer la mémoire de Jean SCIALO, sportif accompli et dirigeant dévoué au sein du Club Sportif Omnisports des Cheminots de Montpellier.

Joueur de football, athlète complet, sélectionné dans l'équipe Méditerranée de la SNCF, il a assuré de 1969 à 1982, la présidence du Club Sportif Omnisports des Cheminots de Montpellier, puis de 1982 à 2015, la présidence de la section football.

Membre du Comité Directeur du District de l'Hérault, arbitre et délégué de la ligue, il a reçu les médailles d'argent et de vermeil de la Fédération Française de Football.

En 1998, Georges Frêche, Maire de la Ville de Montpellier, Député de la 2^{ème} circonscription de l'Hérault, lui remettait la médaille d'argent de la Jeunesse et des Sports pour son dévouement et attachement au Club des Cheminots.

Né le 3 janvier 1922 à Frontignan, Jean SCIALO s'est éteint à l'âge 93 ans. A la demande de sa famille, et de la SNCF, il est proposé que le Complexe Sportif Cholet, mis à disposition de la Ville par convention, porte son nom.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de dénommer le Complexe Sportif Cholet, « Complexe sportif Jean SCIALO » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames JANNIN et LIZA entre en séance.

Madame BODKIN et Monsieur LANNELONGUE sortent de séance.

Madame SCUDIER sort définitivement de séance et donne procuration à Monsieur RASSAT.

23. Convention relative à la participation financière des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) à la lutte anti-tags et à l'affichage sauvage des stations et inter-stations de tramway du centre-ville **- Autorisation de signer la convention -**

La société Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) dispose de plusieurs stations de tramway situées dans le centre-ville, sur lesquels elle doit assurer l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage.

La Ville de Montpellier est titulaire d'un marché pour l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage pour toutes les voies et places publiques de la ville, avec des prestations accentuées en centre-ville.

De 2012 à 2015, une précédente convention a lié la Ville et TAM pour des prestations de nettoyage et de lutte anti-tags et affichage sauvage pour 14 stations TAM pour un montant de 79 630, 28 € (montant année 2015, TVA et révisions de prix incluses).

Elle n'a pas été reconduite par la Ville en 2016 en raison du transfert de la compétence propreté à Montpellier Méditerranée Métropole.

Une nouvelle convention doit donc être conclue pour les seules prestations de lutte anti-tags et affichage sauvage. A la suite du bouclage de la ligne 4, elle portera sur 16 stations (stations et mobiliers urbains inter-stations).

Cette convention, jointe en annexe, prévoit les montants versés annuellement par la TAM sachant que ceux-ci seront indexés chaque année sur les indices de révision de prix applicables au marché de la Ville.

Ceci représentera une participation annuelle de la TAM de 45 000 € HT par an.

Compte tenu de la date de mise en service des 3 stations de la ligne 4 et de la date d'intégration de celles-ci dans le périmètre d'intervention de la Ville de Montpellier, le coût des prestations pour l'année 2016 est de 37 500 HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les termes de la convention avec TAM ci-jointe ;
- d'autoriser le Maire, ou son Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui veut des explications auprès de Monsieur ALBERNHE ? Monsieur ALBERNHE présente l'affaire et, ensuite, Madame CANAUD et Madame BOUALLAGA veulent s'exprimer. Et Monsieur BOUMAAZ aussi.

Luc ALBERNHE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, TAM dispose de plusieurs stations de tramway situées dans le centre-ville et demande à la ville qui intervient en bordure d'inclure, moyennant participation financière, les prestations de lutte anti-tags et d'affichage sauvage des stations et des mobiliers urbains inter-stations dans les prestations effectuées par son adjudicataire de 2012 à 2015. Une convention liait déjà la Ville et la TAM pour le nettoyage qui était réalisé par la SMN et l'enlèvement des tags et des affichages sauvages par la société Ciel Vert pour 14 stations TAM. Le montant était de 79 630,28 euros pour 2015, TVA et révision de prix incluses. La compétence propreté ayant été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole, cette convention devenait obsolète et n'a donc pas été reconduite par la ville en 2016. Nous avons donc monté une nouvelle convention, objet de la présente délibération, qui n'inclut plus que l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage. Celle-ci portera sur 16 stations, les stations existantes au 1^{er} janvier 2016 : Albert 1^{er} Saint-Charles, Louis Blanc, Corum, Comédie Du Guesclin, Antigone, Léon Blum, Place de l'Europe, Plan Cabanes, Saint-Denis, Observatoire, Gare Saint-Roch rue Maguelone, Gare Saint-Roch rue de la République. Les stations mises en service par TAM au 1^{er} juillet 2016 et intégrées dans les périmètres d'intervention de la ville au 1^{er} novembre 2016 : Albert 1^{er} Cathédrale, Saint Guilhem-Courreau, Peyrou-Arc de Triomphe. Au niveau financier, la participation de TAM est de 37 500 euros hors taxes en 2016 et de 45 000 hors taxes et hors révision de prix à venir pour l'année 2017.

Monsieur le Maire : Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Mes chers collègues, je trouve très bien la participation financière pour enlever les tags aux stations, mais je voudrais attirer votre attention sur ce phénomène de développement de la petite délinquance et des vols à l'arraché au niveau des tramways. J'en ai été moi-même victime en juillet, avec un détournement de carte bancaire et, hélas, dernièrement, un confrère américain qui est venu passer quelques jours et qui était logé chez moi a eu la douloureuse expérience similaire à la station de tramway près de la gare. Je voudrais savoir pourquoi nous n'essayerions pas de mettre en place une bande enregistrée demandant, comme cela se passe à Paris, dans certains métros : « attention aux pickpockets ». Vous savez, je ne m'en suis pas rendue compte, cela est imparable, et mon confrère américain a dit la même chose. Si vous ne voulez pas avoir cette image désastreuse de pickpockets au niveau des stations de tramway, je pense que cela serait bien, parce que les articles sont récurrents dans *Midi Libre* sur cette délinquance qui se déplace régulièrement. Je pense qu'il faudrait informer par un message vocal, parce que ce n'était pas du tout à la gare, pour moi, c'était devant la piscine. Et, quand vous allez déposer plainte, on vous répond qu'il existe effectivement des zones sensibles où nous ne devons pas prendre nos cartes d'abonnement. Je veux bien, mais bon. Et je vous assure que nous ne nous en rendons pas compte. Faites des annonces vocales. À ce moment-là, je pense que nous serons plus vigilants. Merci.

Monsieur le Maire : Je vais donner la parole à Monsieur EL KANDOUSSEI, mais sachez que nous avons positionné avec la TAM des systèmes de vidéo-surveillance dans toutes les stations. Cela ne suffit pas.

Nancy CANAUD : Cela ne suffit pas, puisque, quand je suis allée déposer plainte, je venais de pointer quand j'ai été victime du vol à l'arraché, après avoir substitué de l'argent. J'ai expliqué au commissariat qu'il fallait regarder sur la caméra puisque je savais à quelle heure j'avais pointé. Nous le voyions bien, mais il m'a été rétorqué que le dossier est arrivé un mois plus tard sur leur bureau et que la TAM ne garde pas les enregistrements. Voilà ce qu'il m'a été répondu.

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSEI.

Abdi EL KANDOUSSEI : Merci, Monsieur le Maire. Tout d'abord, TAM garde les vidéos lorsque le commissariat central demande de les garder, sinon nous les conservons 11 jours. Au-delà de 11 jours, elles sont effacées et nous repartons sur autre chose. Pour ce problème de paiement dont vous avez été victime – et nous en avons parlé ensemble –, nous sommes en train de travailler sur un paiement sans contact, avec un montant maximum de 30 euros. Vous n'aurez donc plus besoin de glisser votre carte dans la machine. Si vous souhaitez le faire, un autocollant sera ajouté sur la machine pour bien dire de faire très attention au moment où vous tapez votre code. Tout est donc mis en œuvre au niveau de TAM et, également, la discussion avec le commissariat central pour mettre des messages. Mais, si nous mettons des messages, il faudra les mettre en anglais, en espagnol, en italien, dans toutes les langues, pour que tout le monde comprenne, et ce sont surtout les touristes qui sont victimes, même si les Montpelliérains le sont aussi. Nous sommes en train d'y travailler et nous étudions toutes les pistes pour stopper ces problèmes de délinquance au niveau des tramways.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSEI. Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Vous avez quasiment répondu à l'une de mes questions. Je trouve que le paiement sans contact est une bonne initiative. Le montant maximum est de 20 euros et empêche justement l'imitation du code, puisque cela arrive fréquemment aussi dans les stations-service. Je me posais une question sur cette affaire. Chaque année, des sommes non négligeables sont engagées pour venir à bout de ces tags sauvages et les services s'activent justement pour les nettoyer au plus vite, puisque nous savons que le tag attire le tag. Ce n'est pas faute de faire de la place au street art, puisque Montpellier, comme le rappelle l'association Ligne Up, est bien impliquée là-dedans. Néanmoins, il est tout de même compliqué d'encadrer les graffitis et l'affichage sauvage.

Ma première question, vous y avez répondu, Monsieur le Maire, puisque vous avez parlé des caméras de vidéo-surveillance et je voulais attirer votre attention sur la nécessité de celle-ci, parce que, à un moment donné, la répression peut aussi être bonne, parfois, quand elle cause du tort aux citoyens, et il faut envisager de poursuivre les auteurs, que ce soit pour l'affichage sauvage ou pour les graffitis sauvages aussi. La deuxième hypothèse, Monsieur le Maire, était d'essayer de travailler, peut-être, avec des artistes, comme ceux de Ligne Up, pourquoi pas, pour trouver des solutions avec la réalisation de fresques ou de portraits de personnalités qui sont encore vivantes ou non. À mon sens, avant de venir tagger sur un visage qui n'est plus de ce monde ou qui représente quelque chose, une symbolique, un graffeur va mettre du temps à toyer – c'est le terme utilisé pour venir poser sa signature graphitique dessus. Je pense qu'il existe des possibilités et cela pourrait coûter moins cher. Cela ne peut pas forcément fonctionner sur toutes les stations, mais je pense que, sur certaines stations, cela peut être bien de mettre en avant les personnalités montpelliéraines. Je crois que Montpellier ne manque pas de figures emblématiques et nous pourrions, éventuellement, sur certaines stations, mettre des fresques.

Monsieur le Maire : Je l'ai déjà fait avec George FRECHE sur la station Hôtel de ville de la ligne 1. Nous avons mis les personnages, des personnalités de la ville. *Midi Libre* m'a d'ailleurs interrogé quelque temps plus tôt sur ce sujet. Cela a commencé par les barons de Caravètes en tenue d'apparat, qui initialisaient le cortège. Il est vrai que, quand ce sont des personnes qui sont peintes, quand ce sont des œuvres d'art, cela rassure et nous avons moins tendance à les toyer. Vous avez raison, sur le principe.

Sabria BOUALLAGA : Il faudrait élargir ce genre de principe pour dissuader certains graffs sauvages, et cela ne coûte pas très cher, finalement.

Monsieur le Maire : Merci, Madame BOUALLAGA. Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Cette affaire est simplement une convention entre la ville et la TAM comme l'indique cette synthèse. C'est un renouvellement d'une synthèse, comme l'a dit votre conseiller délégué au nettoyage – je ne sais plus exactement le terme. De 2012 à 2015, elle existait déjà. C'était la lutte anti-tag, les affichages sauvages, le nettoyage sur quatorze stations pour un montant de 79 000 euros. Ensuite, en 2016, pas de convention suite au transfert de compétence sur le nettoyage. Et, aujourd'hui, vous nous proposez une convention, toujours, entre la TAM et la ville, pour 2017. C'est bien cela ou non ? Sauf que, dans votre synthèse, vous nous parlez de l'année 2016 où vous incluez 3 stations de tramway et où nous devons déboursier à cette entreprise 37 000 euros. C'est marqué sur votre synthèse. Quid ? Très simplement : avons-nous deux ou trois stations de tramway, parce que je ne comprends pas au niveau de cette synthèse ? Ce qui m'interpelle le plus, et cela est hors cette affaire, comme l'a fait Madame CANAUD – elle était un peu hors sujet, donc je vais être un peu hors sujet aussi –, concerne le scandale et le déficit du Comité d'entreprise, Monsieur le Maire, président.

Monsieur le Maire : Hors sujet. Je mets aux voix.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOSSI et Patricia MIRALLES ne prennent pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

Monsieur DUMONT sort de séance.

24. Ville de Montpellier / Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault

Mise à disposition de locaux Multi-accueil "Tom Pouce"

De manière constante, la Ville de Montpellier mène une politique dynamique et volontariste dans le domaine de la petite enfance. Parmi les multiples actions engagées dans ce secteur, elle soutient et accompagne les associations qui contribuent au développement de l'offre d'accueil sur le territoire.

C'est ainsi, qu'en 2006, la Ville a mis à disposition de l'Association « Tom Pouce » des locaux situés dans le quartier Hôpitaux-Facultés pour y aménager une crèche associative du même nom.

La crèche associative « Tom pouce » est située au 139 rue Philippe Castan, Résidence les Picholines à Montpellier. Elle propose 28 places pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans, action inscrite au Contrat Enfance Jeunesse signé entre la Ville et la CAF de l'Hérault.

Les locaux sont loués pour être utilisés exclusivement à usage d'un multi-accueil, et proposent une superficie de 225 m² répartis en plusieurs espaces : accueil, rangement, salles de repos, salles de jeux, office-biberonnerie, buanderie, locaux destinés au personnel. Ils disposent également de 3 places de parking.

En mars 2016, la gestion de la crèche « Tom Pouce » a été reprise par la Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault.

La convention précédente arrivant à son terme le 31 décembre 2016, la Ville propose donc d'établir une nouvelle convention de location avec l'association, moyennant un loyer annuel de 19 000 euros, révisable

chaque année en fonction des variations du coût de la construction publiée par l'INSEE. La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de cinq ans commençant à courir du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

Après étude, il est proposé au Conseil municipal :

- de passer avec l'Association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault », dont le siège est situé 455 rue de l'industrie 34000 Montpellier, une convention de location pour une durée de cinq ans commençant à courir du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021, concernant les locaux situés 139 rue Philippe Castan, Résidence les Picholines à Montpellier, moyennant une redevance annuelle de 19 000 euros révisable chaque année ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire. |

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

25. Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de Ville

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté sociale et détectées par les services de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (PMIS).

Cette action de partenariat entre l'Agence de solidarité Ecusson Cœur de ville et la Ville de Montpellier consiste à réserver quelques places au sein des établissements municipaux situés en centre-ville. Initialement prévue au multi-accueil « la Maison des Enfants », cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement « l'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss » et enfin à la crèche « Antigone » en janvier 2016.

Ce partenariat avec la PMIS a permis d'accueillir, sur l'année scolaire 2015-2016, 21 enfants répartis sur 4 places au total.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2017, avec un nombre de places réparties de la manière suivante :

- 1 place au sein du multi-accueil « la Maison des Enfants » ;
- 1 place au sein du multi-accueil « l'Ile au trésor » ;
- 1 place au sein de la crèche « Edelweiss » ;
- 1 place au sein de la crèche « Antigone ».

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de cette action peuvent éventuellement bénéficier d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, d'une gratuité.

Pour compenser les coûts de réservation et de cette tarification spécifique, la Ville perçoit en contrepartie une subvention annuelle d'un montant de 13 000 euros de la part du Conseil Départemental.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2017 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 42 291 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Départemental : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de cette action et le renouvellement de la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BODKIN entre en séance.

Madame MARSALA avec la procuration de Madame CHARDES, Monsieur COUR sortent de séance.

26. Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Par délibération n° 2016/237 en date du 22 juin 2016, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2016, ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec 18 structures ayant proposé leur parrainage :

PARRAINS	MONTANT HT
LIBRAIRIE GIBERT JOSEPH	1 000,00
RESTAURANT LES BAINS	2 000,00
CREPERIE JEAN MOULIN	2 000,00
MEDIAFFICHE	2 000,00
LUMINAIRES BOUDARD	1 000,00
ENEDIS	5 000,00
HELENIS/GGL	10 000,00
FDI	10 000,00
ANGELOTTI	10 000,00
BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	11 000,00
VINCI BTP	11 000,00
SMN NICOLLIN	20 000,00
COMITE MTP PLEIN CENTRE	20 000,00
CCI	20 000,00
TRAVESSET -CITEOS	30 000,00
VINCI AUTOROUTES	40 000,00
RFM	COMPETENCES
JCDECAUX	COMPETENCES
TOTAL	195 000,00

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, les éléments proposés, valorisés à hauteur de 25 000 € minimum chacun pour ce qui les concerne, seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2016 entre la Ville de Montpellier et les 18 structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 195 000 € HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés à 25 000€ minimum chacun ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je réponds à *Midi Libre* qui a fait un sujet hier sur les illuminations. Il faut dire que le Teddy qui était sur la place du nombre d'Or a été saccagé à plusieurs reprises et sa mise en état nous a coûté « les yeux de la tête ». Nous avons donc décidé de ne pas le mettre. Deuxième point, le pingouin, depuis le début, je dis que nous l'éclairerons le jour de l'inauguration du marché de Noël à Laissac. Il est donc inutile de chercher partout dans cette ville un pingouin allumé, parce que ce n'était pas le bon jour. Le bon jour est le 2 décembre où le marché de Noël est inauguré à 19h sur la place de la Comédie et sur la place Laissac en compagnie du Pingouin. Nous l'avions dit avec Madame MARTIN-PRIVAT pour la conférence de presse, mais, apparemment, le pingouin s'est faufilé entre les mailles du filet de la compréhension. Le tout est que tout cela rentrera dans l'ordre le 2 décembre. Monsieur BOUMAAZ, allez-y, quelques phrases, et Madame PEREZ aussi. Ne dites pas très rapide, puisque, à chaque fois que vous dites très rapide, cela devient très long.

Djamel BOUMAAZ : Je salue complètement cette initiative et je salue aussi les parrains. Seul petit bémol, je trouve désolant que ces mêmes parrains n'apparaissent pas du tout sur les nouveaux floclages de cet événement

qui sont sur les tramways. J'espère aussi que cette manifestation fera le tour de la ville, comme la ZAT. Montpellier est une grande ville et ce n'est pas que le centre-ville. Ce sera tout.

Monsieur le Maire : Tous les partenaires sont mentionnés sur l'affiche.

Djamel BOUMAAZ : Pas sur le tramway, Monsieur le Maire. Le flochage du tramway indique Métropole et CCI. Je trouve cela un peu navrant pour nos parrains qui ont voulu participer à cet événement.

Monsieur le Maire : Ne vous inquiétez pas, j'ai réuni les parrains avec Madame MARTIN-PRIVAT. Ils ont été très sensibles à cette matinée. Madame PEREZ ne prend pas part au vote.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Madame PEREZ ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

27. Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2017 - Avis du conseil municipal

La loi Macron (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouverture dominicale sont les suivants :

- pour les secteurs d'activités suivants : Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 15 janvier, 14 mai, 2 juillet, 3, 10, 17 et 24 décembre 2017.

- pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2017, aux 5 dates suivantes : 15 janvier, 19 mars, 18 juin, 17 septembre et 15 octobre 2017.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole est appelé à se prononcer sur ces dates lors de sa séance du 24 novembre 2016.

En vertu des dispositions de l'article 3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

En conséquence il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2017 ;

- d'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur automobile seront autorisés à ouvrir en 2017 ;
- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit là de la loi sur les ouvertures le dimanche. Montpellier proposait d'ouvrir 7 dimanches. D'autres villes à la métropole ont choisi autre chose. Nous avons tenu, avec l'ensemble des syndicats de branche, après une négociation, à 7 dimanches ouverts. Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ et Madame LLEDO. Allez-y rapidement.

Djamel BOUMAAZ : Très court, Monsieur le Maire, je voterai contre cette affaire. Pour moi, le dimanche, c'est en famille, c'est la journée du seigneur pour certains et, pour d'autres, c'est la journée du mariage. Que dire ensuite de ces grandes surfaces qui sont en train de tuer nos petits commerces, qui, pour certains, le dimanche représente un jour où leur chiffre d'affaires est le plus important, mais surtout un jour qui les maintient en vie. Pour en terminer, MACRON, un oxymore à lui tout seul, un bel exemple social libéral, qui est un fervent défenseur de cet oxymore et qui se veut de gauche et de bon sens, mais cela ne l'empêchera pas d'être libéral, croyez-moi, Monsieur le Maire. Alors quand nous entendons dire un homme comme lui ni de droite ni de gauche, nous avons de quoi nous inquiéter. Je voterai contre cette affaire et, en même temps, contre MACRON.

Monsieur le Maire : Madame LLEDO.

Audrey LLEDO : Pour le coup, je vais être très courte, parce que je vous lirai juste une citation d'une jeune femme, que vous nous enviez beaucoup par sa beauté et certainement par son intelligence aussi : « La législation existante est suffisamment claire, avec des exceptions raisonnables et limitées. Il n'était donc nul besoin d'examiner les règles actuellement en vigueur », Marion MARECHAL-LE PEN à l'Assemblée nationale.

Monsieur le Maire : Vous savez que cela me titille ce que vous me dites là. Je parle de l'Assemblée nationale, je ne parle pas de Marion MARECHAL-LE PEN. Depuis le début, vous nous cherchez sur des sujets de l'Assemblée nationale. Vous allez finir par me pousser à mettre des candidats sur toutes les circonscriptions. Je mets aux voix.

Pour : 53

Contre : 2 (Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET)

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à la majorité.

Monsieur COUR entre en séance.

28. Acquisition d'œuvres photographiques liées à la programmation des Lieux d'art et d'histoire

La Ville de Montpellier poursuit sa politique d'acquisition d'œuvres photographiques et enrichit sa collection afin de pouvoir présenter ces œuvres au public dans de nouvelles formes d'exposition.

A ce titre, chaque année, depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques montpelliéraines comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain.

Le prix du jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat 2016 est Pierre Liebaert, d'origine suisse vivant et travaillant à Bruxelles.

Sur proposition de l'artiste, la Ville de Montpellier fait l'acquisition d'une installation comprenant une œuvre audiovisuelle, trois photographies, signées et numérotées, ainsi que deux images encadrées, de la série *Libre Maintenant*.

« C'est à un étrange huis clos que Pierre Liebaert nous convie. Les modèles qui, répondant à l'annonce qu'il a diffusée, ont souhaité venir poser dans l'intimité d'une chambre close, semblent n'avoir rien tant désiré que cet instant du face à face avec un photographe qu'ils ne connaissaient pas. Nul autre désir que celui d'être devant lui, d'être contemplés, de se livrer à l'appareil en transgressant une norme à quoi leur vie publique ou leur situation familiale paraît les contraindre. En posant nus et masqués, en révélant des corps imparfaits aux antipodes de la photographie érotique, ces hommes n'ont eu d'autre dessein que de s'abandonner au regard de l'autre, de s'y soumettre. La photographie qui procédera de la rencontre n'est dès lors plus pour eux qu'un document qui en atteste, une «photographie comme preuve», celle de leur liberté momentanée. », extrait de publication des Boutographies – Rencontres européennes de la photographie.

Par ailleurs, dans le cadre de sa programmation 2017, la Ville de Montpellier accueillera l'artiste Ralph Gibson au sein du Pavillon Populaire, espace d'art photographique.

Ralph Gibson est l'une des figures de proue de la photographie américaine. En 1970, il fonde sa propre maison d'édition indépendante, Lustrum Press, qu'il inaugure par 3 trois livres d'artistes dont il est l'auteur, et qui présentent son propre travail dont l'exigence et la radicalité ne souffrent aucun compromis. Ces ouvrages sont désormais connus sous le nom de « la Trilogie »: *The Somnambulist* (1970), *Déjà-vu* (1973), *Days at Sea* (1974). Ces ouvrages sont véritablement novateurs dans l'univers photographique.

La présentation de cette exposition est une très belle opportunité d'acquisition des œuvres de l'artiste.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature des contrats de vente des photographies, joint en annexe, pour un montant global net de 2 500 € TTC concernant Pierre LIEBAERT et de 20 000 € TTC concernant Ralph GIBSON ;
- d'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

29. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2016

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 4 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 8 000 € au titre de l'exercice 2016.

Code associatio n	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
1951	Art Plus Plus	Fonctionneme nt	1000
	SPECTACLE VIVANT/Danse		
1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionneme nt	5000
5505	MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	1000
	SPECTACLE VIVANT/ Théâtre		
3156	Primesautier Théâtre	Projet	1000
		TOTAL	8000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'affecter les subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 8 000 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA avec la procuration de Madame CHARDES entre en séance.

30. Miss France 2017

Convention de partenariat avec Endemol Productions-Miss France Organisation SAS

Pour la première fois de son histoire, la Ville de Montpellier accueillera en décembre prochain la finale de l'élection Miss France 2017 qui se tiendra à l'Aréna Montpellier.

Cet évènement, retransmis en direct sur TF1, est l'un des plus suivis en France et en Outre-Mer avec dix millions de téléspectateurs.

Après le Tour de France cet été, après les compétitions sportives internationales (championnat d'Europe de basket, championnat du monde de Handball, l'Open Sud de France...) et après les manifestations culturelles à forte notoriété (Festival Montpellier Danse, Festival Radio France, Exposition Bazille au Musée Fabre et Elina Brotherus au Pavillon Populaire), Montpellier et sa métropole bénéficieront d'un nouveau coup de projecteur essentiel pour son attractivité.

Les huit mille spectateurs attendus, les équipes techniques présentes durant une semaine (400 personnes) et les partenaires nationaux impacteront l'économie locale de façon conséquente, à une période habituellement très calme pour les professionnels : ce sont 800 nuitées minimum pour les miss, l'organisation et les techniciens, 4000 nuitées de retombées pour le public, les délégations régionales et les partenaires au niveau national. Les restaurants et les transports de la Ville et de la Métropole seront aussi mis en avant...

Durant le séjour des miss sur Montpellier et sa Métropole, des rendez-vous spécifiques seront organisés avec des chefs d'entreprises, des enfants, des malades du CHU, des habitants et des séquences filmées ou privées auront lieu dans des environnements ciblés sport, nature, patrimoine, gastronomie, cultures urbaines...

Ces moments viseront à marquer l'ancrage local de la manifestation et souligneront les identités fortes de la Ville et de la Métropole.

Certains de ces moments seront retransmis lors de l'émission en direct. Cela permettra de faire découvrir, redécouvrir et rayonner Montpellier en France et en Outre-Mer.

Enfin, jamais l'élection de Miss France ne se sera déroulée devant un public aussi nombreux et dans une enceinte de la taille de L'Aréna. La billetterie apportera des recettes nécessaires pour le financement de cette opération.

Avec cet évènement, Montpellier affirme son rôle de cité de l'élégance et sa place prépondérante dans les villes qui comptent au niveau national par la dynamique de ces manifestations.

Pour ce faire, une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Miss France Organisation SAS est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec Miss France Organisation SAS en vue de l'organisation de l'élection de Miss France 2017 à Montpellier, convention jointe en annexe ;
- de dire que la Ville prendra toutes dispositions nécessaires à la tenue de cette manifestation, notamment par la location de la salle de l'Aréna ;
- de dire que la recette correspondant à la vente des places sera inscrite au budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention de partenariat et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Monsieur MARTIN. J'ai oublié de vous dire que vous serez, bien sûr, tous invités, majorité et opposition.

Hervé MARTIN : En lisant l'affaire, nous nous sommes rendu compte qu'il manquait une information de coût.

Monsieur le Maire : Je vous dis le coût : c'est évalué à 650 000 euros, auxquels il faut retrancher le bénéfice de la trésorerie, puisque les places à l'Aréna tombent dans le giron de la ville, c'est-à-dire évalué entre 300 000 et 350 000 euros, dont le coût global avoisine les 300 000 euros, c'est-à-dire globalement le Tour de France.

Nous connaissons les membres du jury : Ariel DOMBASLE, Tony YOKA le boxeur, Michèle BERNIER, le réalisateur du film *Les Choristes*. Il s'agit de 8 millions de téléspectateurs. C'est un très gros coût de projecteur sur la ville.

Hervé MARTIN : Vous me donnez le coût et vous le comparez au Tour de France qui est à peu près exact, si je me souviens bien des chiffres. Je crois qu'il s'agissait de 100 000 euros de subventions ou 100 000 en prestation en quelque sorte pour le Tour de France. Sans polémiquer autour de cela, mais l'impact médiatique du Tour de France, qui est mondial puisque c'est le troisième événement sportif mondial, par rapport à l'impact médiatique de l'opération Miss France, qui n'est qu'un impact national, forcément...

Monsieur le Maire : 3 millions de téléspectateurs sur les deux jours.

Hervé MARTIN : Oui, mais, mondialement, je ne connais même pas le nombre de téléspectateurs, parce que c'est le troisième événement sportif télévisé mondialement. Si les coûts sont à peu près équivalents, en termes de retombée médiatique et de notoriété de la ville de Montpellier sur le territoire et dans le monde, cela me semble cher si nous comparons les deux événements.

Monsieur le Maire : Si vous voulez, il existe des retombées importantes parce qu'il faut compter 4 000 personnes, 4 000 nuitées.

Hervé MARTIN : Pour le Tour de France aussi, plusieurs milliers de personnes sont présentes.

Monsieur le Maire : Oui, sur quinze jours. Ensuite, beaucoup de gens font entrer gauche et droite dans ce débat. Je vous donne les villes qui ont organisé : Lille, Orléans, Dijon, Limoge, Brest. Ensuite, parce que j'ai le souci du détail, et ce n'est pas un détail mais véritablement quelque chose d'intéressant, nous avons souhaité éditer un ouvrage. Vous savez que Montpellier a toujours été réputé depuis des temps très anciens, depuis le Moyen Âge, pour la fraîcheur de ses jeunes femmes qui, souvent, étaient aussi bien de la noblesse que des classes populaires. Les Grisettes, qui ont donné son nom au quartier, font partie de cette mythologie, de cette tradition et j'ai fait faire un livre d'histoire par l'historienne Madame Maguelone NOUVEL-KIRSCHLEGER qui a participé à l'écriture de l'histoire de Montpellier sur les belles dames de Montpellier dans l'histoire, qu'elles soient les femmes de la haute société ou les femmes du peuple. Vous verrez que c'est un ouvrage édité chez Privat, à Toulouse. J'en ai commis la préface et, surtout, j'ai apporté ma contribution à ce livre par deux articles que je n'avais jamais publiés, mais que j'avais réalisés quand j'étais étudiant aux archives et en histoire sur, justement, ce sujet. Ce sera l'occasion d'ancrer le phénomène Miss France dans une histoire plus globale de la ville, plus personnelle de la ville. J'ai trouvé un article du *Midi illustré* de 1930 dans lequel le Comité de rédaction interrogeait les citoyens de Montpellier en disant qu'il faudrait tout de même se mobiliser pour qu'un jour Miss France vienne à Montpellier. 1930, c'était le temps des années art déco, des années folles, et nous étions là-dedans. Ensuite, les rois de France faisaient le détour à Montpellier parce que la beauté de ses femmes était vantée. Les Trois grâces en sont l'un des exemples sur la place de la Comédie.

Hervé MARTIN : Ce n'était pas sur ce plan-là que je plaçais le questionnement. Strictement personnellement, j'ai beaucoup plus de plaisir à aller voir jouer le match de rugby féminin, qui était d'une grande qualité vendredi, que d'aller à l'Aréna au spectacle des Miss France. Je n'irai pas. Je me suis régalé vendredi dernier, en revanche, je vous l'assure. C'était en termes de comparaison par rapport à l'autre événement, en l'occurrence le

Tour de France, aux retombées médiatiques, pas économiques, et donc en termes de notoriété de la ville, etc. Pour des coûts équivalents, je trouve que l'écart est énorme.

Monsieur le Maire : Vous savez que les Miss ont été présentées au journal de 13h. Je ne vous dis pas l'audience du journal de 13h sur TF1. Montpellier a été prononcé cinq fois.

Hervé MARTIN : Mais, pendant le Tour de France, cela est le cas dans tous les pays du monde, dans tous les journaux de 13h du monde, vous voyez ce que je veux dire.

Monsieur le Maire : Je suis d'accord, mais tout est bon pour activer le projecteur pour la ville, dans la mesure où cela reste raisonnable.

Hervé MARTIN : Cela est dommage que nous n'ayons pas mis 8 000 personnes au stade Yves-du-Manoir, mais nous n'en étions pas loin, avec 6 450.

Monsieur le Maire : 6 400 personnes étaient présentes et c'est la Métropole qui a financé le match. Je mets aux voix l'affaire 30.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO sort de séance.

31. Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport CLETC 2016

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n° 4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n° 12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 25 octobre 2016. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer.

Pour : 58

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

32. Attribution de compensation définitive pour l'exercice 2016

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 1^{er} février 2016, après délibération du Conseil de Métropole du 27 janvier 2016.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le 25 octobre 2016 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte les correctifs des données individuelles communales portant sur les compétences Aire d'Accueil des Gens du Voyage, Tourisme, Energie, Habitat et Voirie/Nettoisement, ainsi que le transfert de la Comédie du Livre pour la Commune de Montpellier. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation des transferts à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de CLETC a été transmis aux communes pour approbation. Compte tenu des méthodes de calcul validées par la CLETC, les AC définitives devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple.

Conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives 2016 s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2016	Attribution de Compensation définitive 2016
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 847,05	
Beaulieu	153 702,50	
Castelnau-le-Lez	2 124 752,83	
Castries	248 530,55	
Clapiers	593 518,42	
Cournonsec	83 194,28	
Cournonterral	529 943,27	
Le Crès	992 957,65	
Fabrègues		141 005,71
Grabels	659 604,87	
Jacou	739 985,75	
Juvignac	1 922 733,69	
Lattes	479 561,04	
Lavérune		602 203,79
Montaud	97 022,86	
Montferrier-sur-Lez	633 851,82	
Montpellier	41 005 378,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 643,08	
Pérols	1 596 997,66	
Pignan	419 033,23	
Prades-le-Lez	719 184,29	
Restinclières	195 080,82	
Saint-Brès	194 590,17	
Saint-Drézéry	169 363,27	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 097,43	
Saint-Georges-d'Orques	298 476,35	
Saint-Jean-de-Védas	485 036,64	
Saussan	168 057,65	
Sussargues	237 608,33	
Vendargues		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	493 460,84	
TOTAL	56 064 214,43	2 147 721,61

Attribution de Compensation définitive 2016 versée par la Métropole de Montpellier aux Communes	2 147 721,61
Attribution de Compensation définitive 2016 versée par les Communes à la Métropole de Montpellier	56 064 214,43
Attribution de Compensation globale 2016	53 916 492,81

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2016 du tableau sus visé. |

Pour : 58

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

33. Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. Nouveau Saint Roch 4 M€ Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

Dans le cadre de l'opération Nouveau Saint Roch, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon l'emprunt suivant :

- o Montant : 4 000 000 €
- o Durée : 5 ans
- o Taux fixe : 0.52 %
- o Différé d'amortissement d'un an
- o Echéances trimestrielles
- o Echéances constantes
- o Commission d'engagement : 0.10 % soit 4 000 €
- o Indemnités de remboursements anticipés : indemnité actuarielle sur taux fixe

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3 200 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SERM, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à la Ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à hauteur de 3 200 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mesdames KERANGUEVEN et MIRALLES sortent de séance.

34. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier / S.E.R.M. Grand Cœur 5 M€ Crédit Coopératif

Dans le cadre de l'opération GRAND COEUR, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 5 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SERM a obtenu auprès du Crédit Coopératif, l'emprunt suivant :

- o Montant : 5 000 000 €
- o Durée : 3 ans maximum (jusqu'à la fin de la concession)
- o Taux fixe : 0.25 %
- o Pas de différé d'amortissement
- o Echéances trimestrielles
- o Amortissement progressif
- o Frais de dossier : 6 000 €
- o Indemnités de remboursements anticipés : indemnité actuarielle sur taux fixe
- o Souscription au capital du Crédit Coopératif : 0.5 % du montant emprunt et de l'autorisation court terme soit 25 000 € (2/3 en parts B rémunérées, 1/3 en parts A).

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 4 000 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SERM, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par le Crédit Coopératif à la Ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que le Crédit Coopératif ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Équipement de la région Montpellieraine (SERM) va contracter auprès du Crédit Coopératif à hauteur de 4 000 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

35. Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/SA3M Nouveau Grand Cœur 4 M€ Banque Postale

Dans le cadre de l'opération NOUVEAU GRAND COEUR, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 4 M€ pour financer le portage foncier des dernières acquisitions de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec des banques partenaires, la SA3M a obtenu auprès de la Banque Postale l'emprunt suivant :

- o Montant : 4 000 000 €
- o Durée : 5 ans (dont 12 mois de mobilisation)
- o Phase de mobilisation :
 - ☐ taux variable de : EONIA post fixé + 1.08 %
 - ☐ Périodicité mensuelle
 - ☐ Commission de non utilisation : 0.15 %
- o Phase d'amortissement :
 - ☐ Taux fixe : 0.30 %
 - ☐ Pas de différé d'amortissement
 - ☐ Échéances trimestrielles
 - ☐ Échéances constantes
 - ☐ Remboursement anticipé indemnité actuarielle
- o Commission d'engagement : 0.10 % soit 4 000 €
- o Garantie de la Ville de Montpellier : 80 %

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3 200 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est un cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SA3M, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par la Banque Postale à la Ville au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

La Ville devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que la Banque Postale ne s'adresse au préalable à l'Emprunteur défaillant.

En outre, le Garant s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la Banque Postale à hauteur de 3 200 000 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre : 2 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET)

Abstentions :

Monsieur le Maire ne prend pas part au vote.

Adopté à la majorité.

36. SERM Société d'Equipement de la Région de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2015, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38 %	152 439	5
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61 %	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12 %	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48 %	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59 %	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12 %	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08 %	29 791	1
Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70 %	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65 %	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56 %	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27 %	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02 %	89	-
TOTAL PRIVES	1 733 440 €	29.41 %	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00 %	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas) ;

- le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

2. COMPTES ANNUELS

En K€ HT	2014	2015	Variation
Produits d'exploitation	140 154	124 443	-11,2%
<i>dont CA</i>	<i>101 152</i>	<i>90 903</i>	<i>-10,1%</i>
Charges d'exploitation	141 354	125 128	-11,5%
Résultat d'exploitation	-1 200	-684	-43%
Produits financiers	1 192	304	-74,5%
Charges financières	1 529	1 272	-16,8%
Résultat financier	-337	-968	-187%
Produits exceptionnels	1 759	1 869	6,3%
Charges exceptionnelles	0	69	NA
Résultat exceptionnel	1 759	1 800	2,3%
Impôts sur bénéfice / participations	69	-28	-141%
Résultat net	153	120	-21,6%

a) Chiffre d'affaires et compte de résultat

Le chiffre d'affaires comptable de l'exercice 2015 termine à 90 902 919 € contre 101 152 088 € à fin 2014 soit une diminution de 10,1 %.

La valeur nette de production, quant à elle, s'élève à -14 923 714 € contre -14 053 220 € à fin 2014. La production nette totale de la société atteint ainsi 75 979 205 € contre 87 098 868 € à fin 2014.

Les produits de fonctionnement sont en retrait de 3,2% et totalisent 10 964 K€ contre 11 330 K€ en 2014. Les produits de la concession d'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid sont en augmentation de 7,7% à 15 058 K€ contre 13 984 K€ à fin 2014.

Le résultat net avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et IS s'élève à 148 K€ contre 151 K€ à fin 2014.

La composition de ce résultat se répartit entre :

- le fonctionnement / aménagement à hauteur de -656 K€ contre -886 K€ à fin 2014, malgré une nette amélioration du résultat opérationnel ;
- le Département Energie à hauteur de 804 K€ contre 1 023 K€ à fin 2014.

Le résultat net après IS et épargne salariale termine à 119 841 € contre 153 432 € à fin 2014.

b) Bilan

Le total bilan connaît une diminution de -14 321 285 € à 297 150 149 € contre 311 471 434 € à fin 2014 constituée par :

- une augmentation de 1 784 774 € de l'actif immobilisé, qui s'explique notamment par :
 - une hausse de 3 410 940 € d'immobilisations corporelles, répartis entre 1 937 463 € de constructions et 1 629 801 € d'immobilisations en cours,
 - une baisse de 1 678 416 € d'immobilisations financières (aucun dividende n'est remonté de la SCI Odysseum I en 2015 contre 844 790 € en 2014) ;
- une diminution de 16 106 060 € de l'actif circulant, qui s'explique notamment par :

- -18 295 243 € sur l'encours de production,
- + 328 509 € sur les créances,
- +1 469 885 € sur les placements et disponibilités.

Dans le même temps, la société a accompagné l'investissement tant en concession qu'en DSP par une mobilisation d'emprunts à hauteur de 25 500 000 €. Néanmoins, la politique de désendettement s'est poursuivie puisque 33 290 693 € d'emprunts ont été remboursés.

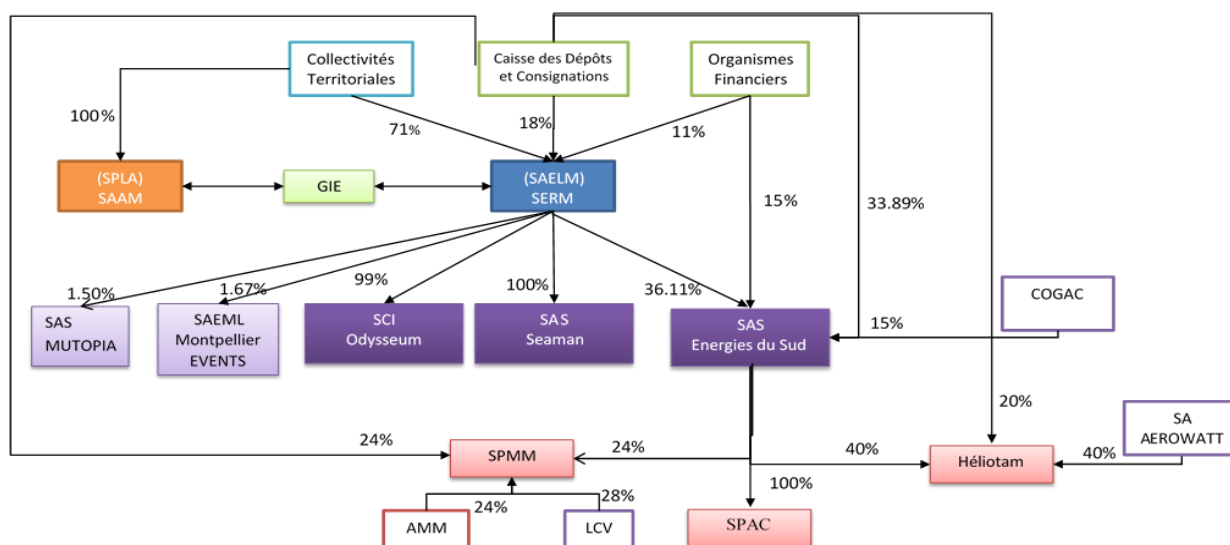
c) Capitaux propres

Grâce à ce résultat, la situation nette de la Société atteint 15 847 673 € au 31 décembre 2015.

Les capitaux propres eux-mêmes atteignent 32 059 179 € incluant la provision réglementée d'amortissement dérogatoire pour 1 688 734 € (chaufferie bois des universités et cogénération Antigone) ainsi que des subventions d'équipement à hauteur de 14 522 773 € (principalement sur la DSP du Réseau Montpellierain de Chaud et de Froid).

3. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations présentées ci-dessous :



• *MONTPELLIER EVENTS*

L'activité de Montpellier Events fait l'objet d'une délibération à ce même Conseil municipal.

• *SAS SEAMAN (Aquarium Mare Nostrum)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires net 2015 de la société est en progression à 4 306 974 € contre 4 010 498 € à fin 2014.

Résultat : Le résultat net après IS est bénéficiaire de 97 900 € à fin 2015 contre 17 840 € à fin 2014 et se répartit comme suit :

- 254 186 € de résultat d'exploitation
- - 4 786 € de résultat financier

- 151 648 € de résultat exceptionnel.

Capitaux propres : Les capitaux propres de SEAMAN atteignent 475 403 € contre 377 503 € à fin 2014, dont un capital social de 300 000 €.

Bilan : Le bilan atteint 2 657 093 € à fin 2015 contre 2 574 427 € à fin 2014.

La SERM a versé une avance à sa filiale à 100 % SEAMAN qui s'élevait à 500 K€ à fin 2015. De plus, la SERM s'est porté caution à 100% d'un emprunt de 600 K€ conclu en décembre 2013 pour financer le renouvellement scénographique de l'exposition. Le capital restant dû est de 25 543 € au 31 décembre 2015.

- *SAS ENERGIES DU SUD*

Filiale de la SERM pour le développement des énergies renouvelables créée le 28 février 2008.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires de la filiale Energies du Sud atteint 1 951 007 € (dont 538 734 € de travaux refacturés) en 2015 contre 1 318 007 € en 2014.

L'année 2015 a été marquée par le démarrage de l'activité géothermie (Le Liner) sur ODE à la Mer.

Résultat : Le résultat net après IS de l'exercice 2015 termine à 74 383 € contre 68 896 € à fin 2014.

Capitaux propres : Le total du capital de 3 600 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice 2015, les capitaux propres s'élèvent à 4 166 941 € contre 4 143 799 € à fin 2014.

Bilan : Le total bilan 2015 s'élève à 8 779 799 € contre 9 190 221 € à fin 2014. Ce bilan comprend notamment :

- un actif immobilisé de 1 921 602 (en valeur nette comptable) ;
- 2 767 304 € de redevances de loyers de concession domaniale qui sont réparties, pour une partie correspondant à la valeur des onduleurs sur une durée de 8 ans et pour le solde sur la durée des contrats d'achats d'électricité soit 20 ans.

Au passif, trois emprunts sont inscrits pour un capital restant dû total de 3 688 848 €.

Participation dans Héliotam : Depuis 2010, Energie du Sud détient 40% (40 000 €) de la SAS Héliotam créée pour la construction et l'exploitation des centrales photovoltaïques des parkings de la TAM sur Castelnau le lez et Saint Jean de Vedas.

Cette participation a été donnée en nantissement au Crédit Agricole pour garantir un emprunt de la SAS HELIOTAM finançant la création des ombrières de parking.

De plus, pour soutenir la phase d'investissement d'HELIOTAM, les actionnaires ont versé fin 2011 une avance d'associé. A fin 2015, l'avance d'associé versée par Energie du Sud s'élève à 294 103.62 €.

Participation dans SPM : Le 3 février 2012, Energie du Sud a créé la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée, filiale à 100 % au capital de 1 000 €, pour répondre à un appel d'offres pour les ombrières sur les parkings de l'aéroport.

La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a retenu ce projet en mars 2014 et le 13 octobre 2014, le capital a été porté à 181 241 € et ouvert à trois nouveaux actionnaires.

A fin 2015, le capital se répartit donc entre :

- La Société Aéroport Montpellier Méditerranée (24 %)
- La Caisse des Dépôts et Consignations (24 %),
- La Compagnie du Vent (28 %),
- Energie du Sud (24 %).

- *SAS HELIOTAM*

Les centrales photovoltaïques des ombrières de parkings de la TAM sont en service depuis novembre 2011.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2015 termine à 773 699 € en légère augmentation par rapport à 2014 (766 147 €).

Résultat : Le résultat courant avant IS 2015 s'élève à 103 955 €, en nette progression par rapport à 2014 (27 346 €).

Des amortissements dérogatoires ont été passés pour 160 434 € contre 221 518 € en 2014.

Déduction faite des amortissements dérogatoire, le résultat net 2015 termine en perte de 50 515 € contre une perte de 194 171 € en 2014.

Capitaux propres : Le capital de 100 000 € est entièrement versé.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des amortissements dérogatoires, les capitaux propres s'élèvent à 312 976 € à fin 2015 contre 209 021 € l'année précédente.

Bilan : Le total du bilan s'élève à 5 296 329 € fin 2015 (contre 5 844 973 € fin 2014) dont 4 703 741 € d'actif immobilisé.

Un prêt permettant le financement des installations a été contractualisé avec le Crédit Agricole pour un montant maximum de 5 100 000 €. Au 31 décembre 2015, le capital définitivement mobilisé s'élève à 4 830 000 € et le capital restant dû à 3 952 469 €.

Le reste du financement est assuré par les avances d'associés en compte courant pour un montant de 735 259 € portant intérêt à 4,50 % (contre 1 227 552 € à fin 2014).

- *SOCIETE PHOTOVOLTAÏQUE MONTPELLIER MEDITERRANEE (SPMM)*

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires 2015 s'élève à 523 550 € contre 144 423 € fin 2014. Il se décompose entre :

- 476 509 € de refacturation à l'euro des travaux effectués pour le compte de la Société de l'Aéroport Montpellier Méditerranée, co-actionnaire de SPMM (contre 144 423 € en 2014) ;
- 47 042 € de ventes d'électricité.

Résultat : Le résultat net de l'exercice 2015, qui comporte quelques semaines d'exploitation, termine en perte de 81 577 € contre un résultat 2014 à zéro car le projet était alors en phase construction.

Capitaux propres : Le capital social de 181 241 € est entièrement versé.

Bilan : Le total bilan s'élève à 10 041 751 € réparti entre :

- 7 941 667 € d'actif immobilisé,
- 2 100 084 € d'actif circulant.

- *GIE SERM/SAAM*

Constitué fin 2011, pour une exploitation dès janvier 2012, le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) SERM SAAM met à disposition de ses membres (la SERM et la SAAM) ses moyens et compétences afin de leur permettre de mener, dans le cadre législatif en vigueur, toute action d'aménagement, de développement local et d'exploitation de services publics.

Depuis le 1er janvier 2013, les personnels des fonctions support (juridique, marchés, foncier, communication, RH, informatique et finances) sont salariés du GIE SERM-SAAM.

Les charges du GIE sont intégralement refacturées à ses membres, sur la base de :

- la saisie du temps passé pour les charges de personnel (outil mis en place dès janvier 2012) ;
- les équivalents temps pleins pour les autres charges.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport annuel.

Le Conseil prend acte.

37. SOMIMON MERCADIS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social de SOMIMON s'élève à 240 K€ composé de 15 000 parts sociales d'une valeur unitaire de 16 €. La Ville de Montpellier détient 8 % du capital social et sa participation au capital s'élève à 1 200 actions.

La détention du capital est répartie comme suit :

- 58 % détenus par les collectivités locales ;
- 24 % détenus par les organismes centraux ;
- 18 % détenus par les organismes locaux divers.

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb administrateurs
Montpellier Méditerranée Métropole	100 800 €	42.0%	6 300	4
Caisse des Dépôts et Consignations	57 600 €	24.0%	3 600	1
Ville de Montpellier	19 200 €	8.0%	1 200	1
Conseil Départemental de l'Hérault	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	19 200 €	8.0%	1 200	1
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	9 600 €	4.0%	600	1
Caisse Régionale de Crédit Agricole (C.R.C.A)	9 600 €	4.0%	600	1
B.R.L Participations	4 800 €	2.0%	300	-
Total	240 000 €	100%	15 000	10

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2015

a) Activités de recherche et de développement

Au cours de l'exercice 2015, la SOMIMON a poursuivi et engagé les projets suivants :

- renforcement des ateliers de transformation ;
- extension du Marché d'Intérêt National (MIN) : acquérir du foncier pour implanter des opérateurs apportant une complémentarité aux acteurs du MIN ;
- modernisation du secteur alimentaire : des travaux et installations entrepris régulièrement suivent le schéma directeur ;
- développement du pôle horticole : investissement de deux grossistes horticoles installés sur le pôle horticole de Gigean.

En 2015, le MIN a enregistré les mouvements suivants :

- 84 producteurs ont mis en marché leur production : 47 permanents et 37 saisonniers ;
- dans la filière « concessionnaires » ce sont 5 départs (2 en fruits et légumes et 3 distributeurs alimentaires) pour 1 arrivée en fruits et légumes ;
- les ateliers de transformation enregistrent 4 arrivées : un producteur de conserve, un producteur de bière, une logistique de plats homogénéisés et diététiques et enfin un atelier de découpe et maturation de viande ;
- la halle horticole compte 1 départ pour 1 arrivée ;
- dans la partie « Hôtel logistique avec conciergerie » ce sont 10 arrivées pour 9 départs ;
- les mouvements dans les autres services représentent 3 départs pour 3 arrivées : une activité de courrier pour professionnels, un groupement d'entreprises sociales et solidaires et une société de conseil et formation.

3. PERSONNEL

L'effectif de la société au 31 décembre 2015 s'élève à 16 agents dont le Directeur mis à disposition par la SCET GE.

4. COMPTES ANNUELS

Comptes annuels	2014	2015	Variation
Produits d'exploitation	2 936 597 €	2 977 342 €	1,4 %
<i>dont CA</i>	2 702 751 €	2 709 116 €	0,2 %
Charges d'exploitation	2 976 380 €	3 005 776 €	1 %
Résultat d'exploitation	-39 783 €	-28 434 €	28,5 %
Produits financiers	61 078 €	61 804 €	1,2 %
Charges financières	8 395 €	6 437 €	-23,3 %
Résultat financier	52 683 €	55 367 €	5,1 %
Produits exceptionnels	597 €	4 402 €	637 %
Charges exceptionnelles	1 829 €	4 360 €	138 %
Résultat exceptionnel	-1 231 €	42 €	-103 %
Impôts sur bénéfice / participations	8 136 €	16 006 €	96,7 %
Résultat net	3 533 €	10 969 €	210 %

5. COMPTE DE RESULTAT - RESULTAT D'EXPLOITATION

La SOMIMON dégage un résultat après impôt de 11 K€ contre 3,5 K€ en 2014.

Le total des produits d'exploitation progresse de 1,4 % par rapport à 2014, soit + 41 K€, pour atteindre 2 977 K€ en 2015.

Le chiffre d'affaires progresse légèrement de 6,5 K€ représentant une variation de 0,2 %.

Cette variation est principalement due à la hausse des recettes frigorifiques, qui augmentent de 13 K€. À l'inverse, on note la diminution des recettes de locations.

De plus, l'augmentation des charges refacturées a un impact à la hausse de 5 K€ sur les produits divers, qui augmentent au total de 6 K€. Les produits des activités annexes enregistrent une hausse de 11 K€ liée principalement à des recettes publicitaires finançant un guide d'accueil.

Les reprises sur amortissements et provisions ont augmenté de 39 K€. Le suivi du plan gros entretien, ainsi que le volume des travaux, ont généré une reprise de 233 K€.

Le total des charges d'exploitation augmente de 1 % par rapport à 2014, s'élevant ainsi à 3 006 K€ pour l'exercice 2015.

Le poste « Achats » diminue de 12 K€ en partie suite à la baisse des fournitures et petits équipements (-27 K€ par rapport à 2014).

Les services extérieurs augmentent de 25 K€. On note une hausse 55 K€ du poste entretien et réparation des biens immobiliers. À l'inverse, le remplacement du prestataire informatique et la renégociation de l'assurance sont venus diminuer les services extérieurs.

Le résultat d'exploitation 2015 s'élève à -28 K€ contre -39,8 K€ en 2014.

Le résultat financier de l'exercice 2015 est positif à 55,4 K€ contre 52,7 K€ en 2014.

6. BILAN

À l'actif du bilan

Le total du bilan progresse de 1,6 %, passant de 9 102 K€ à fin 2014 à 9 248 K€ à la clôture de l'exercice 2015. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de l'actif immobilisé qui progresse de 109 K€. L'actif circulant enregistre une hausse de 37 K€, liée aux créances et stocks et en cours.

Au passif du bilan

- Capitaux propres : Les capitaux propres progressent légèrement à 1 085 K€ en 2015 contre 1 074 K€ en 2014. Cette hausse est due à l'incorporation du résultat positif de l'exercice.
- Dettes : Les dettes augmentent en 2015, elles s'élèvent à 1 496 K€ contre 1 467 K€ en 2014. On note une hausse des dettes d'exploitation (69 K€ soit +7,9 % par rapport à 2014) alors que les dettes à long terme diminuent (-52 K€ soit -27,2 % par rapport à 2014).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.

Le Conseil prend acte.

38. MONTPELLIER EVENTS - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Région Languedoc-Roussillon / Occitanie	13 880 102 €	37.65%	85 154	6
Montpellier Méditerranée Métropole	13 104 059 €	35.54%	80 393	6
Ville de Montpellier	3 423 326 €	9.29%	21 002	2
Département de l'Hérault	424 289 €	1.15%	2 603	1
Ville de Pérols	163 €	0.00%	1	-
TOTAL PUBLICS	30 831 939 €	83.63%	189 153	15

Crédit Mutuel Méditerranéen	1 114 105 €	3.02%	6 835	-
Caisse des Dépôts et Consignations	1 025 922 €	2.78%	6 294	1
Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon	921 439 €	2.50%	5 653	1
Comité de la foire	757 950 €	2.06%	4 650	1
Park and Suites Appart'City Arena	749 963 €	2.03%	4 601	1
Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine	616 955 €	1.67%	3 785	1
Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	374 248 €	1.02%	2 296	1
SAS Financière de participation BPS (Banque populaire du Sud)	250 694 €	0.68%	1 538	1
SAS La Citadelle (groupe Cassiopea)	130 074 €	0.35%	798	-
SAS Odysseum (groupe Cassiopea)	69 927 €	0.19%	429	-
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	8 150 €	0.02%	50	-
Chambre des Métiers de l'Hérault	3 260 €	0.01%	20	-
UMIH 34	2 445 €	0.01%	15	-
Les Chevaliers du CEP	2 282 €	0.01%	14	-
Autres privés (5)	9 454 €	0.03%	58	-
TOTAL PRIVES	6 036 868 €	17.07%	37 036	7
TOTAL	36 868 807 €	100.00%	226 189	22

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales ;
- les actionnaires privés.

En date du 20 novembre 2015, l'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital social par la création et l'émission de 9 202 actions nouvelles d'un montant nominal de 163 € chacune.

Au 31 décembre 2015, le capital social s'élève donc à 36 869 K€, réparti en 226 189 actions de 163 € chacune. La Ville de Montpellier détient 9,3 % du capital social. Sa participation au capital s'élève à 21 002 actions.

2. ACTIVITES

En 2015, des événements emblématiques ont été reçus dans les 4 équipements gérés par Montpellier Events : le festival I love techno Europe, le championnat d'Europe de basket, le congrès des HLM, ou encore le concert des enfoirés.

Les activités réalisées en 2015 se répartissent ainsi sur les quatre sites:

MANIFESTATIONS PAR SITE	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
CORUM			
Manifestations économiques	139	180 908	282 314
Manifestations culturelles	122	106 285	106 285
	261	287 193	388 599
ZENITH			
Manifestations économiques	13	18 100	25 900
Manifestations culturelles	49	125 793	125 793
	62	143 893	151 693
PARC EXPO			
Manifestations économiques	72	471 667	507 873
Manifestations culturelles	1	19 800	19 800
	73	491 467	527 673
PARK&SUITES ARENA			
Manifestations économiques	4	21 797	41 049
Manifestations culturelles/sport	62	331 110	331 110
	66	352 907	372 159
TOTAL	462	1 275 460	1 440 124
MANIFESTATIONS PAR MARCHÉ	Nbre Sessions	Nbre Participants	Journées participants
POLE SALONS			
Salons MONTPELLIER EVENTS	6	165 983	165 983
	6	165 983	165 983
POLE MICE			
Congrès & Institutionnels	104	95 193	218 965
Salons et concours	62	327 312	354 144
Corporate	56	103 984	118 044
Sport	38	162 593	162 593
	260	689 082	853 746
POLE SPECTACLE			
Spectacles	93	337 584	337 584
	93	337 584	337 584
CULTURE			
Concerts et spectacle Culture	103	82 811	82 811
	103	82 811	82 811
TOTAL	462	1 275 460	1 440 124

L'activité 2015 est stable par rapport à 2014 en nombre de manifestations (462 sessions contre 475 en 2014) mais en hausse en nombre de journées participants : 1 440 124, soit +19,5 % (1 205 016 en 2014).

Le comparatif par marché donne les tendances suivantes au cours de l'exercice 2015 :

- pôle ou marché des salons organisés : recul de 7 % du nombre de journées participants par rapport à 2014 ;
- pôle ou marché du MICE (Meeting Industrie, Congrès & Events) regroupant les congrès, le corporate (conventions d'entreprises), les salons accueillis et le sport : hausse de 41% du nombre de journées participants par rapport à 2014 ;

- pôle ou marché des spectacles qui désigne tous les concerts et spectacles et évènement culturel (Orchestre Opéra de Montpellier / festival radio France / Montpellier danse) : stable par rapport à 2014.

3. PERSONNEL

Le nombre de salariés au 31/12/2015 est de 122 salariés dont 5 personnes en CDD et 1 mandataire social. Le montant de la masse salariale pour l'exercice 2015 s'élève à 5 306 K€ contre 5 181 K€ en 2014.

4. COMPTES ANNUELS

a) Compte de résultat

COMPTES ANNUELS	2014	2015	Variations
Produits d'exploitation	27 324 934 €	30 679 123 €	12,3%
<i>dont CA</i>	26 404 766 €	29 763 436 €	12,7%
Charges d'exploitation	27 809 554 €	30 502 638 €	9,7%
Résultat d'exploitation	-484 620 €	176 484 €	136,4%
Produits financiers	8 826 €	10 706 €	21,3%
Charges financières	1 019 166 €	979 209 €	-3,9%
Résultat financier	-1 010 340 €	-968 503 €	4,1%
Produits exceptionnels	843 191 €	544 818 €	-35,4%
Charges exceptionnelles	935 658 €	482 898 €	-48,4%
Résultat exceptionnel	-92 467 €	61 919 €	167,0%
Impôts sur bénéfice	0 €	- 6000 €	NA
Résultat net	- 1 587 427 €	- 724 099 €	54,4%

Le chiffre d'affaires 2015 s'établit à 29 763 K€ contre 26 405 K€ pour l'exercice 2014, soit une augmentation de 12,72 % (+3 354 K€).

Cette hausse est due aux évolutions suivantes :

- +20 % pour le parc des expositions ;
- +16,6 % pour le Corum ;
- +5,7 % pour l'ARENA ;
- -18 % pour le ZENITH.

- Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 30 679 K€ sur l'exercice 2015, soit une hausse de 12,27 % par rapport à 2014.

Le total des charges d'exploitation augmente de 9,68 % entre 2014 et 2015. Il s'élève au 31 décembre 2015 à 30 503 K€ contre 27 810 K€ en 2014. La hausse des charges est inférieure à celle des produits d'exploitation. Il est noté une évolution de la masse salariale limitée à +2 % alors que le chiffre d'affaires évolue de +12,7 %.

Le résultat d'exploitation 2015 devient positif à 176 K€ contre un déficit de -485 K€ en 2014. Cette évolution s'explique par l'accroissement de l'activité combiné à une maîtrise des charges.

- Résultat financier et résultat courant

Le résultat financier de l'exercice 2015 est négatif, il s'établit à -969 K€ (contre -1 010 K€ en 2014). Il est noté une baisse de 3,92 % des charges financières grâce à la baisse du capital restant dû des emprunts.

Le résultat courant 2015 s'établit à -792 K€ contre -1 495 K€ en 2014.

- Résultat net

Après le résultat exceptionnel positif de 62 K€ le résultat net s'élève à -724 K€ en 2015 contre un résultat de -1 587 K€ en 2014.

b) Bilan

- À l'actif du bilan

Le total du bilan est en baisse d'un exercice sur l'autre, s'établissant au 31 décembre 2015 à 73 803 K€ contre 75 786 K€ à fin 2014. On peut noter une variation à la hausse de l'actif circulant (+1 147 K€) alors que l'actif immobilisé diminue de 3 130 K€.

- Au passif du bilan

Capitaux propres : Les capitaux propres sont passés de 26 482 K€ en 2014 à 27 258 K€ à la clôture de l'exercice 2015, après augmentation du capital et affectation du résultat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015. |

Le Conseil prend acte.

39. SA3M Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

I. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2015, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Membres du Conseil d'Administration				
Montpellier Méditerranée Métropole	899 000 €	50.79%	8 990	9
Ville de Montpellier	400 000 €	22.60%	4 000	4
Région Languedoc Roussillon / Occitanie	178 000 €	10.06%	1 780	2
Ville de Castelnau Le Lez	20 000 €	1.13%	200	1
Ville de Lattes	30 000 €	1.69%	300	1
17 Communes de l'Assemblée Spéciale				
Ville de Baillargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Castries	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Clapiers	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Cournonsec	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Cournonterral	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Grabels	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Jacou	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Juvignac	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Lavérune	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Le Crès	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Pérols	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Prades Le Lez	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de St Jean de Vedas	15 000 €	0.85%	150	1

Ville de St Georges d'Orques	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Sussargues	12 000 €	0.68%	120	1
Ville de Vendargues	15 000 €	0.85%	150	1
Ville de Villeneuve les Maguelone	15 000 €	0.85%	150	1
Total	1 770 000 €	100.00%	17 700	34

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital social. Sa participation au capital s'élève à 4 000 actions de 100 €, soit 400 000 €.

II. PERSONNEL

L'effectif moyen sur 2015 est de 9 personnes. A cela se rajoutent 15 ETP mis à disposition (opérationnels SERM travaillant à temps partiel pour la SAAM). Le Directeur Général est mis à disposition par le groupement d'employeurs émanant de la SCET.

III. COMPTES ANNUELS

En K€	2014	2015	Variation
Produits d'exploitation	18 304	38 792	112%
<i>dont CA</i>	6 332	10 788	70,4%
Charges d'exploitation	18 410	38 125	107%
Résultat d'exploitation	-106	667	-729%
Produits financiers	51	20	-60,8%
Charges financières	7,6	0,5	-93,4%
Résultat financier	43,3	19,7	-54%
Produits exceptionnels	0	0	NA
Charges exceptionnelles	0,13	0	NA
Résultat exceptionnel	-0,13	0	NA
Impôts sur bénéfice / participation des salariés	-18	-12,1	32,8%
Résultat net	-45,1	699,2	1650%

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2015 atteint 10 789 051 € contre 6 331 782 € à fin 2014. La production stockée termine en 2015 à 23 773 842 € contre 9 339 631 € à fin 2014 avec notamment des acquisitions importantes sur ODE à la mer.

Ainsi les produits d'exploitation s'élèvent en 2015 à 38 792 228 € contre 18 303 679 € à fin 2014.

EVOLUTION DU BILAN

Le total bilan s'élève à 89 300 950 € sur l'exercice 2015 contre 65 852 075 € à fin 2014 soit une évolution de +23 448 875 € dont :

- + 26 226 060 € sur l'encours de production (dont une acquisition de près de 14 M€ sur ODE à la mer) ;
- - 9 725 018 € sur les disponibilités du fait des investissements réalisés

Il est à noter que les investissements nécessaires sur les concessions d'aménagement ont été financés par un recours à l'emprunt de 2 825 984 €. Dans le même temps, 1 885 303 € d'emprunts ont été remboursés.

RESULTAT

Le résultat net est de 699 K€ à la clôture de l'exercice 2015.

CAPITAUX PROPRES

Par le fait de l'incorporation des résultats, les capitaux propres s'élèvent à 1 443 209 € à fin 2015 pour un capital social de 1 770 000 €.

A fin 2015, le capital social est reconstitué à hauteur de 81,5 %.

IV. PERSPECTIVES ET DEVELOPPEMENTS

Pour l'année 2016, les prévisions budgétaires présentées au Conseil d'Administration du 29 mars 2016 prévoient un chiffre opérations de 45,7 M€ (contre 41,6 M€ à fin 2015) dont plus de 91 % en concessions d'aménagement.

En 2016, les cessions démarrent avec la commercialisation de :

- Près de 400 logements ;
- Plus d'un hectare de terrain d'activité ;
- Près de 8 500 m² SPD de tertiaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.

Le Conseil prend acte.

Madame LLEDO entre en séance.

Madame FRECHE sort de séance.

40. TaM Transports de l'agglomération de Montpellier - Rapport des administrateurs - Exercice 2015

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Le capital social est de 4 286 000 € et il est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- les collectivités locales (Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier) ;
- les autres types actionnaires (TRANSDEV, Caisse des Dépôts et Consignations, Caisse d'Epargne, Banque Populaire du Sud, Crédit Agricole, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, CLCV).

La Ville de Montpellier détient 27,33% du capital social. Sa participation s'élève donc à 1 171 250 €.

Dans le cadre de la compétence voirie et stationnement, transférée au 1^{er} janvier 2015, la Ville de Montpellier a cédé le 28 janvier 2016 à Montpellier Méditerranée Métropole 6 248 actions (soit 2/3 de ses parts détenues dans TaM) à la valeur nominale de 125 €.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société est donc passée de 27,79 % à 46,02 %, celle de la Ville de Montpellier de 27.33 % à 9,11 %.

Les Collectivités conservent 7 voix au Conseil d'administration de TaM. La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires au sein du Conseil d'administration de la société se trouve ainsi modifiée :

Montpellier Méditerranée Métropole passe de 4 à 6 représentants et la Ville de Montpellier de 3 à 1 représentant.

Actionnaires	Au 31/12/2015				Après le CM du 28/01/2016			
	Capital	%	Nb actions	Nb admin	Capital	%	Nb actions	Nb admin
Montpellier Méditerranée Métropole	1 191 250 €	27.79%	9 530	4	1 972 250 €	46.02%	15 778	6
Ville de Montpellier	1 171 250 €	27.33%	9 370	3	390 250 €	9.11%	3 122	1
TRANSDEV	856 750 €	19.99%	6 854	2	856 750 €	19.99%	6 854	2
Caisse des Dépôts & Consignations	491 000 €	11.46%	3 928	1	491 000 €	11.46%	3 928	1
Caisse d'Epargne et de Prévoyance	300 000 €	7.00%	2 400	1	300 000 €	7.00%	2 400	1
Banque Populaire du Sud	150 000 €	3.50%	1 200	-	150 000 €	3.50%	1 200	-
Crédit Agricole	75 000 €	1.75%	600	-	75 000 €	1.75%	600	-
Chambre de Commerce et d'Industrie	50 000 €	1.17%	400	1	50 000 €	1.17%	400	1
Chambre des Métiers	625 €	0.01%	5	-	625 €	0.01%	5	-
CLCV - Association nationale de défense des consommateurs & usagers	125 €	0.01%	1	1	125 €	0.01%	1	1
Total	4 286 000 €	100%	34 288	13	4 286 000 €	100%	34 288	13

2. ACTIVITES POUR L'ANNEE 2015

1) Pour l'activité Transport

Les ventes de titres de l'année 2015 à 35,3 M€, sont sensiblement du même niveau qu'en 2014 (-0,7 %). Il s'agit de l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014 qui a occasionné +5 % de fréquentation et ce à un tarif moindre pour l'utilisateur.

L'augmentation des frais de personnel est de +2.8 %, la valeur du point ayant progressé de 0,21 % et le régime d'indemnisations journalières ayant évolué.

2) Pour l'activité Stationnement

TaM a remporté de nouveaux contrats fin 2014 et début 2015 : parking du CHU Lapeyronie et Parking « Ode à la Mer » au pied de l'immeuble « Liner ».

Le résultat global du stationnement passe de 290,1 K€ en 2014 à 454,2 K€ en 2015.

A noter que hors le remboursement d'assurances et les provisions, le résultat global stationnement 2015 serait proche de 2014.

3) Pour les projets tramway menés en mandats MOD et divers AMO

- Marché Ligne 3/Parking Mosson et première phase de la ligne 4 :

Complément 4 rames livrées en 2014 et garantie de parfait achèvement en phase pour 2015. Le projet d'avenant acte du changement de périmètre du Projet, et de la rémunération mandataire correspondante : abandon du projet de parking en ouvrage Mosson, suppression du mur à la station Pérols, et rajout projet d'une station tramway à Boirargues.

- **Marché Bouclage de la ligne 4/Ligne 5 :**
L'avenant 3 voté par la Métropole le 16 décembre 2015 a acté la modification de périmètre du projet, ramené au seul bouclage de la ligne 4, et précisé en tranches conditionnelles le périmètre de l'aménagement en 2 phases du dépôt Jeune Parque. La phase 1 a été affirmée, concernant l'étude et réalisation d'une voie d'accès supplémentaire et l'acquisition d'un tour en fosse qui évitera de déplacer les rames au 2^e dépôt.

4) Activités de la filiale

L'activité de la SAS Saint Roch Stationnement, filiale à 100 % de TaM, est dédiée statutairement à la gestion de l'affermage en DSP du parking de la Gare Nouveau St Roch, ouvert au public en juillet.

Il a été procédé d'avril à juin à l'acquisition et installation des équipements péagers, mobiliers, et divers aménagements intérieurs.

L'activité de la filiale, conforme au plan prévisionnel, a été la suivante en 2015 :

- Produits d'exploitation : 1,55 M€ dont 0,18 M€ de transferts de charges
- Charges d'exploitation : 1,23 M€
- Résultat d'exploitation : 0,32 M€
- Charges Financières : 0,26 M€
- Résultat courant avant impôts 59,6 K€ soit 42,8 K€ après IS.

3. PERSONNEL

L'effectif activité transport (dont PMAD) progresse de 1070 en 2014 à 1107 en 2015, soit +3,5 % essentiellement sur des postes de vérificateurs consacrés à la lutte contre la fraude.

4. COMPTES ANNUELS

En millions d'euro HT	2014	2015	%
Produits d'exploitation	97,97	101,44	+3,5%
<i>dont CA</i>	62,94	63,16	+0,3%
Charges d'exploitation	100,29	103,7	+3,4%
Résultat d'exploitation	-2,32	-2,25	+3%
Produits financiers	0,30	0,28	-6,7%
Charges financières	0,32	0,30	-6,3%
Résultat financier	-0,02	-0,02	0%
Produits exceptionnels	2,92	3,37	+15,4%
Charges exceptionnelles	1,85	2,14	+15,7%
Résultat exceptionnel	1,07	1,23	+15%
Impôts sur bénéfice dont CICE / Participations des salariés	-1,86	-1,86	0%
Résultat net	0,58	0,82	41,4%

a) Compte de résultat

Le chiffre d'affaires 2015 (hors subvention forfaitaire d'exploitation) s'établit à 63,2 M€, contre 62,9 M€ en 2014, avec une évolution de +0,23 M€.

L'évolution provient principalement du Transport (compensations sociales indexées, indemnités PV et régie publicitaire compensent l'effet en année pleine de la réforme tarifaire 2014). La quote-part de subvention forfaitaire d'exploitation revenant à TaM évolue significativement par rapport à 2014 : +1,67 M€, puisqu'elle équilibre forfaitairement l'effet année pleine de la réforme tarifaire de septembre 2014 (impact de 1,11 M€ sur les 4 mois de 2014).

Les charges d'exploitation augmentent de 3,4 M€, passant de 100,3 M€ à 103,7 M€ (+3,4%), avec notamment :

- ✓ 58,7 M€ soit +1,6 M€ (+2,8%) pour les frais de personnels
- ✓ 18,8 M€ soit +0,6 M€ de charges sociales : taux de charges en hausse de 0,3 points
- ✓ 4,6 M€ (+0,2 M€) sur les Impôts et Taxes : Taxes sur salaires, CVAE et contribution sociale
- ✓ 7,2 M€ soit +1,2 M€ sur les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation
- ✓ 23,1 M€, soit +0,7 M€ (+3,3%) pour les achats et charges externes
- ✓ 2,4 M€ soit +0,1 M€ de redevances d'affermage versées

Les charges exceptionnelles augmentent de 0,3 M€, passant de 1,85 M€ à 2,14 M€.

Les charges financières sont relativement stables à 0.3 M€.

b) Résultat

Le résultat 2015 avant IS et CICE s'établit à -1 043,7 K€ en amélioration par rapport au résultat 2014 de -1 273,1 K€.

Compte tenu d'une charge d'impôts de 0 € (0€ en 2014, et 35.819,00€ en 2013), et du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) dont les droits acquis représentent 1 861 735,88 € en 2015, le résultat net après impôts s'élève à 817 984,94 € contre 582 383,87 € en 2014.

c) CICE

En 2015, TaM bénéficie pour la troisième année de l'effet du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE). Il est inscrit dans les comptes en réduction de l'impôt sur les sociétés « CICE ». Les montants des droits acquis par année sont les suivants :

- Exercice 2013 : 1 195 306,74 €
- Exercice 2014 : 1 855 453,30 €
- Exercice 2015 : 1 861 735,88 €

d) Bilan

Les fonds propres représentent plus de 20 % du total bilan : 19,3 M€ soit 27 % en 2015.

A 84,96 M€ en 2015, contre 82,83 M€ en 2014, l'actif immobilisé brut de TaM reste couvert par les capitaux permanents : 94,40 M€ (contre 88,91 M€ en 2014).

Ces derniers se constituent de :

- 19,33 M€ de fonds propres (incluant 7.36 M€ de subventions d'investissement) ;
- 9,12 M€ de provisions ;
- 2,92 M€ d'emprunts et cautionnements, hors concours bancaires sur dépenses projet tram en MOD ;
- et 63,02 M€ d'amortissements et dépréciations.

Le Fonds de Roulement Net Global (FRNG) à 9,43 M€ augmente de +3,35 M€ par rapport à 2014.

Le Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (BFRE) demeure négatif bien qu'en hausse (variation de +1,07 M€), passant de -14,65 M€ en 2014 à -13,58 M€ en 2015.

Le compte clients continue de diminuer, mais les stocks augmentent en 2015, l'actif circulant d'exploitation progressant ainsi de +0,89 M€.

Le passif circulant diminue de -0,17 M€, malgré la hausse du compte fournisseurs.

e) Evolution des ratios de gestion

- L'endettement sur capitaux propres est de 17,9 % en 2015 (21,1 % en 2014) : cela montre que l'actif de la société est davantage financé par les capitaux propres que par l'endettement.
- L'endettement sur chiffres d'affaires est de 5,5 % en 2015 (6,3 % en 2014) : ce ratio indique quelle proportion du chiffre d'affaires de la société est financée par l'endettement.
- Le cout moyen de l'endettement est de 3,7 % en 2015 contre 3,8 % en 2014.

- **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport 2015.**

Monsieur le Maire : Oui, Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Il n'existe pas de sujet sur la situation financière du TAM. Deux choses qui poussent à intervenir, puisqu'il s'agit tout de même de faire acte de la gestion. Nous voudrions soulever deux sujets et sur lesquels nous souhaiterions une évolution. La première concerne les modalités de contrôle où deux régimes coexistent dans le tramway, l'un par des employés de TAM, l'autre par la SCAT, surnommée « les Lyonnais ». Il nous semble que ces modalités de contrôle génèrent des tensions entre les usagers. Loin de nous l'idée de nier la nécessité des contrôles. La règle est nécessaire, mais les tensions sont perceptibles et, parfois, avec des gens de très bonne foi. Les Montpelliérains usagers du tramway font bien la distinction, premièrement et, deuxièmement – évidemment, il s'agit peut-être de petites sommes –, aujourd'hui, les distributeurs pour acheter les titres de transport pour les gens qui veulent s'acquitter ne rendent plus la monnaie. Précisément, pour éviter d'être contrôlés, les gens font acte de bonne foi et n'ont pas toujours l'appoint et cela génère aussi des crispations. Ne peut-on pas envisager des solutions ? Nous avons entendu des solutions intéressantes tout à l'heure avec le paiement sans contact, mais il s'agirait de trouver des solutions qui permettraient de mettre fin à cela. Finalement, les gens s'efforcent d'être les plus honnêtes possibles. La collectivité doit essayer de rendre la monnaie. Des systèmes ont été mis en place dans un certain nombre de villes, notamment à Orléans, qui permettent de trouver des solutions. Je crois que ce serait bien dans la confiance que nous pouvons avoir dans ce très bon service public qui est TAM.

Monsieur le Maire : Merci de votre intervention. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur DELAFOSSE, vous nous avez interpellés sur le contrôle. Pour information, la SCAT représente 16 agents sur 130. Vous avez donc 114 Montpelliérains, nous allons dire, et 16 personnes dans les équipes de la SCAT. En proportion, nous avons donc une seule équipe de SCAT à Montpellier. Cela constitue le premier point. La volonté de Monsieur le Maire, président de la métropole, était d'abord de baisser les tarifs, ce qui a été fait, mais le tarif est passé de 245 à 196 euros pour les moins de 26 ans et, ensuite, la baisse des tarifs à 1 euro, avec des carnets de 10 à 10 euros, pour un transport à 1 euro. C'était la première étape. Ensuite, nous avons renforcé effectivement les équipes. Une étape de baisse des tarifs a eu lieu, puis une étape de prévention par la présence de ces contrôleurs. Aujourd'hui, l'information circule dans la ville au sujet des contrôles. Cela nous a permis d'avoir quasiment 10 000 abonnements supplémentaires pour les moins de 26 ans, et, également, une vente importante du carnet de 10. La cible est donc réussie, puisque nous avons plus de vente de tickets, et Monsieur LEVITA confirme. Cela prouve que les entrées financières ne sont pas négligeables sur cette affaire.

Pour le rendu de monnaie, vous nous dites que les Montpelliérains se plaignent de ne pas pouvoir mettre de la monnaie et récupérer la monnaie. Jusqu'à présent, avec le problème des personnes qui étaient présentes autour des arrêts de tramway, les monnayeurs étaient bloqués par un système qui faisait que, de toute façon, la monnaie était perdue pour l'utilisateur. Vous pouviez mettre l'argent que vous voulez, les monnayeurs étaient bloqués et vous n'aviez pas votre monnaie. Nous avons donc pris la décision de stopper pour ne plus avoir ce problème. Les personnes nuisibles autour des arrêts ont d'ailleurs disparu. Nous continuons à travailler. J'ai parlé tout à l'heure du paiement sans contact. C'est un combat au quotidien pour essayer de simplifier et de faciliter l'accès au tramway et au transport de la métropole de Montpellier.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Les partenaires sont bien inscrits sur le tramway. Les partenaires de Cœur de ville en lumières sont bien inscrits sur le tramway.

Le Conseil prend acte.

41. Rapport annuel 2015 du délégataire EGS Enlèvements Gardiennage Service - Fourrière automobile

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012. Par délibération en date du 17/12/2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S) a été validée et a fait l'objet d'un avenant.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2016 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20 septembre 2016 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 27 septembre 2016.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

o Les moyens - Terrains et locaux

Dans le cadre de la délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la ville. Cette mise à disposition a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

La superficie totale du terrain de 6 970 m² se répartit ainsi :

- 5 580 m² de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par types d'infractions ;
- 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la Société Effia.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain permet le stockage de 400 véhicules. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabine ».

En avril 2015 afin d'améliorer la sécurité du personnel et des biens confiés, le délégataire a installé un système de détection d'intrusion.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

- L'effectif

Au 31 décembre 2015, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation, 1 responsable technique, 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire Poids Lourds leur permettant d'utiliser tout type de véhicule de remorquage selon la nature de leur mission. Durant l'année 2015, pas d'augmentation d'effectif, à noter que 3 personnes ont été recrutées en contrat à durée déterminée pour remplacer le personnel en arrêt de travail.

En septembre 2015, une formation « Risque électrique d'une batterie et comment s'en protéger », dispensée par l'organisme spécialisé Dekra a été suivie par les chauffeurs du délégataire.

Une mise à jour du document unique des risques professionnels spécifiques au personnel des fourrières automobile a été réalisée également cette année.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (4 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

- Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon avec rampe et treuil pour l'enlèvement des deux roues.

Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Les moyens humains et matériels permettent d'enlever jusqu'à 12 000 véhicules par an.

- L'activité

En mai 2015, le délégataire a opéré un transfert de sa base de données informatique sur un serveur centralisé pour sécuriser les informations sensibles liées aux mises en fourrière : identités des propriétaires, immatriculations, nature des infractions... À cette occasion, l'ensemble du matériel informatique a été remplacé par du matériel neuf.

- Enlèvement de véhicules

En 2015, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 680 contre 9 573 en 2014 soit une activité stable.

- 8 598 véhicules sont entrés en fourrière, contre un total de 8 565 en 2014 incluant :

1 644 procédures pour police nationale (contre 1 474 en 2014)

6 954 pour la police municipale (contre 7 091 en 2014)

- 979 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place,
- 29 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 606 interventions en 2015

Le taux d'efficacité d'EFFIA Stationnement (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,23 % en 2015 contre 98,98 % en 2014.

○ Sorties de véhicules

En 2015, les véhicules sortis se répartissent ainsi :

- 7 522 facturés à leur propriétaire contre 7 861 en 2014
- 1 793 mis en destruction contre 1 586 en 2014
- 97 vendus par les Domaines contre 73 en 2014

NB : le nombre de véhicules sortants peut être supérieur, certains véhicules ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent. De plus les ventes pour ferrailage des véhicules dont l'enlèvement a été payé par le propriétaire sont comptés dans les postes restitution et destruction.

La responsabilité du délégataire a été recherchée dans 11 dossiers (idem 2014) qui ont généré que des dégâts matériels de faible importance sur des véhicules remorqués.

En conclusion, l'année 2015 est la quatrième année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Concernant l'activité fourrière, il apparaît en 2015 une difficulté de gestion du parc de stockage suite au volume important de véhicules judiciaires. Pour ces véhicules la rotation est moindre et les entrées sont excédentaires par rapport aux sorties entraînant une occupation du site au détriment de l'activité fourrière classique liée au stationnement gênant ou abusif.

Néanmoins, le site offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier, sera soumise à reconduction en octobre 2016. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

2. Bilan financier de la structure

En milliers d'€ HT	2014	2015	N/N-1
Chiffre d'affaires (détails)	1 337,0	1 380,8	3,3%
CA Enlèvement	628,7	606,0	-3,6%
CA Opération préalable	9,3	11,4	22,6%
CA Gardiennage journalier	134,9	150,1	11,3%
CA Expertise	15,2	17,6	15,8%
			-
CA Facturation Ville et EDP	37,8	28,6	24,3%
CA Ferrailles	240,2	278,3	15,9%
CA Saisie judiciaire	136,4	129,5	-5,1%
CA Domaines	43,2	56,8	31,5%
CA Facturation Terrains Privés	82,1	90,1	9,7%
Variation de stock	15,2	15,2	0,0%
Divers	-6,0	-2,7	55,0%
Pénalité réquisition manquante	0,0	0,0	N/A
Chiffre d'affaires net	1 337,0	1 380,8	3,3%
Personnel et sous-traitance	697,1	725,5	4,1%
Entretien et réparations	64,4	88,5	37,4%
Frais de gestion	67,9	79,3	16,8%
Autres charges de gestion	76,3	76,0	-0,4%
Autres charges	160,1	163,5	2,1%

Redevance Ville de Montpellier	143,7	165,8	15,4%
Charges d'exploitation	1 209,5	1 298,6	7,4%
Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)	127,5	82,2	- 35,5%
Résultat financier (+ bénéfice / - perte)	0,0	0,0	N/A
Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)	0,0	-1,1	N/A
Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)	127,5	81,1	- 36,4%

Les produits d'exploitation progressent de 43,8 K€ entre 2014 et 2015 soit +3,3%.

Cette variation s'explique principalement par l'augmentation du chiffre d'affaires lié à la vente de ferraille (+38,1 K€) et du gardiennage journalier (+15,2 K€).

À l'inverse la part du chiffre d'affaires liée aux enlèvements a diminué de 3,6 % soit -22,7 K€.

Les charges d'exploitation augmentent de 7,4 % soit +89,1 K€ entre les deux exercices.

Cette variation s'explique par :

- le poste personnel et sous-traitance augmentent de 4,1 % soit +28,4 K€. Cette hausse est en partie due à l'absentéisme des chauffeurs ;
- les entretiens et réparations progressent de 24 K€ ce qui représente +37,4 %. L'usure de certains camions a nécessité des interventions en 2015 ;
- la redevance versée à la Ville de Montpellier augmente de 15,4 % du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires.

À ce stade, le rapport du délégataire n'intègre pas les remarques communiquées par la Ville par courrier du 03 novembre 2015, du 09 mai et du 28 juin 2016 concernant les biens de la délégation.

Des discussions sont en cours pour la mise en conformité de ce rapport avec les textes en vigueur et les attentes de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport annuel 2015.

Le Conseil prend acte.

Madame FRECHE entre en séance.

42. Attributions de subventions - Exercice 2016

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE** :

Code	Structure	Type	Montant
6631	LES 4 HORIZONS	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **ENFANCE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2477	CRECHE BAMBOUBULLE	Projet	REHABILITATION DU JARDIN	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25846, nature 6574, chapitre 925

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 2 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

43. Admission en non-valeur Exercice 2016

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 55 459.37 € acceptés en non-valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération).
Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2001 à 2015.
- 226 811.78 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération).
Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 1998 à 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de :

- 55 459.37 € pour les admissions en non-valeur ;
- 226 811.78 € pour les créances éteintes.

Dont les listes sont jointes à la présente délibération, montant prévu au budget 2016 au chapitre 931.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Mesdames KERANGUEVEN et MIRALLES entrent en séance.

44. Exercice 2016 - Création et modification d'Autorisation de Programme

Par délibération n° 2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération concomitante à une délibération budgétaire.

À ce jour, le montant des Autorisations de Programme s'élève à 310 711 251 euros.

Lors de la Décision Modificative n° 1, il vous est proposé d'approuver la création des Autorisations de Programme ci-dessous :

N°	Programme	Montant
2016P09	Interface Habitat 3M SA3M	1 180 000
2016P10	Interface Habitat 3M SERM	1 271 190
2016I03	Travaux de rénovation du Polygone	1 460 733
2016I04	French Tech	953 989

Les autorisations de programmes 2016P09 et 2016P10 font suite à l'adoption au Conseil municipal du 29 septembre 2016 de la délibération n° 2016/323 portant convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU et THIRORI de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur ».

L'autorisation de programme 2016I03 fait suite au vote de l'assemblée générale des copropriétaires du parking Centre Commercial – le Polygone à Montpellier en date du 22 juillet 2016 tandis que l'autorisation de programme 2016I04 concerne l'aménagement des locaux de l'ancien hôtel de ville pour y accueillir la French Tech Montpellier qui vise notamment à donner une identité visuelle commune forte aux start up françaises ainsi qu'à favoriser l'échange entre elles.

Il vous est également proposé de procéder à l'augmentation de l'autorisation de programme 2013I27 « Action foncière » pour un montant de 454 000 euros afin d'assurer le financement d'une acquisition sur le secteur ouest Port Marianne-Parc Marianne.

Le montant des Autorisations de programme s'élèvera ainsi à 316 031 163 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la création et la modification des Autorisations de Programme mentionnées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Monsieur MOURE.

Jean-Pierre MOURE : Ce n'est pas une demande d'explication. À travers ce rapport, il s'agit du prolongement de l'intervention que je faisais tout à l'heure pour les autorisations de programme. Le total est à 316 millions. Cela signifie qu'il n'est pas négligeable d'avoir l'information, avec les AP d'un côté et la pluri-annualité des crédits de paiement. Juste une précision sur la nature des travaux de rénovation. Cela rentre dans le détail.

Monsieur le Maire : Il s'agit de la dalle et des escaliers, sur les escalators qui sont sur les échelles de la ville, le passage Hermès.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

45. Exercice 2016 - Décision Modificative n°1

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2016, il convient de procéder à des ajustements de crédits en dépenses et en recettes conformément à la nomenclature M14.

La Décision Modificative proposée permettra notamment de diminuer le recours à l'emprunt de 7.7 millions d'euros.

1. Section de fonctionnement

Les ajustements de crédits en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à 4 308 839 euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	1 860 107.00
922	ENSEIGNEMENT – FORMATION	531 200.00
923	CULTURE	423 850.00
924	SPORT ET JEUNESSE	51 773.00
926	FAMILLE	656 057.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	135 596.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	60 000.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	77 101.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	513 155.00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		4 308 839.00

Dépenses de fonctionnement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	-182 509.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	160 000.00
922	ENSEIGNEMENT – FORMATION	-517 100.00
923	CULTURE	81 400.00
924	SPORT ET JEUNESSE	-368 210.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	-293 020.00
926	FAMILLE	-95 000.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	616 450.00
929	ACTION ECONOMIQUE	-328 300.00

931	OPERATIONS FINANCIERES	60 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	-2 297 348.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	7 472 476.00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		4 308 839.00

2. Section d'investissement

Les ajustements de crédits s'équilibrent en dépenses et en recettes d'investissement à -1 202 615 euros.

Ils permettent de diminuer le recours à l'emprunt de 7.7 millions d'euros.

Ils se décomposent de la façon suivante :

Recettes d'investissement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	20 475.00
902	ENSEIGNEMENT – FORMATION	32 000.00
903	CULTURE	20 930.00
904	SPORT ET JEUNESSE	34 000.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	661 285.00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 327 000.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	-7 700 511.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFEC.	-4 474 362.00
913	TAXES NON AFFECTEES	1 204 092.00
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	200 000.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	7 472 476.00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		-1 202 615.00

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	LIBELLE	MONTANT
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOC.	-1 039 050.53
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	-161 000.00
902	ENSEIGNEMENT – FORMATION	-234 000.00
903	CULTURE	-269 516.47
906	FAMILLE	-154 573.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	-871 475.00
910	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 327 000.00
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	200 000.00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		-1 202 615.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la Décision Modificative au niveau du chapitre budgétaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Max LEVITA.

Max LEVITA : Madame BRISSAUD, il s'agit de la troisième opération qui permet de modifier le budget primitif tel qu'il a été voté. Ensuite, nous avons eu le budget supplémentaire et, cette fois-ci, il s'agit d'une décision modificative qui porte au total sur 3 100 000 en dépenses et 3 100 000 en recettes. Cela nous permet essentiellement d'inscrire le montant de l'attribution de compensation définitive 2016 que vous venez de voter, d'ajuster les crédits de fonctionnement et d'équipement en fonction de leur taux de réalisation. Les opérations que nous ne pourrions pas accomplir en 2016 sont simplement prorogées et transférées en 2017. Cela nous permet au total de réduire le recours à l'emprunt pour un montant de 7 700 000 euros.

Si je rentre dans le détail, en section de fonctionnement, premièrement, nous enregistrons une diminution de l'attribution de compensation pour un montant de 2 300 000 euros. Il existe des manifestations diverses, mais nous avons transféré à la Métropole les amendes de police pour un montant de 4 400 000 euros. Au total, cela fait une modification de 2 300 000 euros. Il existe une diminution des dépenses de personnel pour un montant de 1 million, en particulier grâce à l'action intensive de mon collègue, et néanmoins ami, Monsieur EL KANDOUSSI, due essentiellement à la mutualisation avec Montpellier Méditerranée, plus les heures supplémentaires. Au total, nous avons diminué de 1 million par rapport à la précédente évaluation qui datait du budget supplémentaire. Nous avons une diminution des frais de communication pour un montant de 700 000 euros. En revanche, nous avons une augmentation de 150 000 euros pour les temps d'accueil scolaire. Dans les recettes, nous avons une participation de l'État dans l'opération Aide aux maires bâtisseurs. Il s'agit d'une participation de 1 million d'euros pour les communes qui ont participé à l'effort de construction des logements.

Monsieur le Maire : C'est important. C'est le gouvernement qui a souhaité aider les communes qui construisent des logements. La ville de Montpellier a pu bénéficier de 1 million d'euros sur la ligne budgétaire de l'État, Aide aux maires bâtisseurs. D'autres communes n'ont rien eu. Il faut justifier d'un certain nombre de logements.

Max LEVITA : Nous avons, par rapport à nos prévisions, une augmentation du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales, le FPIC, d'un montant de 800 000 euros. Vous pourriez vous étonner du fait que je vous le signale aussi tardivement. En fait, la Métropole a reçu cette communication en août 2016. Nous avons enregistré – et cela corrobore ce que je vous ai dit précédemment – une diminution en 2016 du produit fiscal relative à la taxe d'habitation, d'un montant de 1 100 000 malgré nos prévisions qui sont plus pessimistes qu'optimistes. Je vous ai parlé de la disparition de ces 500 000. Nous avons, en revanche, une subvention du fonds d'insertion des personnes handicapées de la Fonction publique à hauteur de 140 000 euros, une augmentation par rapport à notre budget de la participation des familles à la restauration scolaire, 500 000 euros de plus que ce que nous avions prévu. Nous avons le remboursement, par la Métropole, des frais engagés pour la Comédie du livre et pour la taxe foncière des parkings pour un montant de 800 000 euros. Cette décision modificative nous permet de financer nos investissements à hauteur d'un peu moins de 7 500 000.

Dans la section d'investissement, nous sommes à – 1 200 000. Pour quelles raisons ? Il existe des opérations que nous ne pouvons pas faire en 2016. Elles sont décalées sur le budget 2017. Ces réductions s'élèvent à 2 700 000 euros. En revanche, il nous faut inscrire 450 000 euros pour l'acquisition d'une propriété du secteur ouest Port Marianne, Parc Marianne, que nous avait proposée Madame JANNIN dans le cadre du CRAC. Il existe l'opération d'inscription de crédit de paiement pour les quatre nouvelles autorisations de programme que vous avez votées : interface, habitat, travaux de rénovation du polygone et French Tech. Au total, cela nous permet d'équilibrer le budget de cette manière-là en diminuant nos emprunts de 7 700 000 euros.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Monsieur DELAFOSSE.

Michael DELAFOSSE : Merci. Deux choses. 500 000 euros de plus seraient liés à la recette pour la cantine. Deuxième question : Monsieur LEVITA a indiqué qu'il me répondrait suite aux questions que j'ai soulevées sur le DOB, sur le montant des frais de personnel. Entre ce qui apparaît au budget supplémentaire et ce que nous avons arrêté pour le compte administratif du 22 juin 2016, nous avons arrêté 172,3 millions d'euros pour l'année 2015. Vous nous dites dans ce budget supplémentaire que, grâce aux efforts de mutualisation, et sur les heures supplémentaires, nous réalisons 1 million d'euros d'économie. Cela nous ramène, probablement, à 171,3 millions d'euros.

Max LEVITA : Monsieur DELAFOSSE, je vous aime beaucoup, mais ne vous lancez pas dans la comptabilité, cela n'est pas dans vos cordes. Il existe une infinité de domaines dans lesquels je ne suis pas compétent et, en général, je n'y vais pas. Les comparaisons se font de BP à BP et cela se fait de compte administratif à compte administratif. Tout le reste relève de la littérature.

Michael DELAFOSSE : Tout le reste relève du débat démocratique. À ce jour, avec ce que vous dites, sur l'année, combien représentent les frais de personnel dans le budget de la commune avec ce que vous avez donné ? Vous nous donnez ce chiffre, très bien, et il n'existe pas des professionnels et des non-professionnels. Ici, l'exécution du budget se fait sous votre autorité et sous notre contrôle, c'est comme cela.

Max LEVITA : - 1 500 000.

Michael DELAFOSSE : Le chiffre d'ensemble ?

Max LEVITA : Le chiffre total est de 169 millions. Je n'ai pas répondu, tout à l'heure, à Monsieur MOURE, vous aurez les renseignements dans le projet du budget.

Monsieur le Maire : Monsieur LEVITA, sur les frais de personnel, il faut mettre en regard l'augmentation du point d'indice qui a été décidé par le gouvernement et que nous avons absorbé.

Michael DELAFOSSE : Monsieur le Maire, c'est une information. Elle est indiquée clairement, etc., mais je constate que, au compte administratif, nous étions à 172,3 millions en 2015 et, là, il nous est dit 169 millions, très bien. La baisse, visiblement, est plus importante.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Abdi EL KANDOUSSI ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

46. ACM – Refinancement du contrat de prêt MPH258061EUR – Modification des dates d'effet de l'opération

La délibération n° 2016 / 401 du Conseil Municipal du 20 octobre 2016 doit être modifiée pour prendre en compte les dates d'effet du contrat de prêt de refinancement communiquées par la banque.

Les caractéristiques rectifiées du contrat de prêt de refinancement sont les suivantes :

- Prêteur : CAISSE FRANÇAISE DE FINANCEMENT LOCAL
- Emprunteur : OPH ACM
- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : 14 814 192,94 EUR
- Durée du contrat de prêt : 13 ans

- Objet du contrat de prêt : à hauteur de 14 814 192,94 euros, refinancer, en date du 01/12/2016

le contrat de prêt ci-dessous :

N° du contrat de prêt refinancé : MPH258061EUR001 (score Gissler 3 E)
Capital refinancé : 13 928 192,94 euros

Le montant de l'indemnité compensatrice dérogatoire intégrée dans le capital du contrat de prêt de refinancement est de : 866 000,00 euros

Le montant total refinancé est de 14 814 192,94 euros

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/12/2016 au 01/12/2029

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 14 814 192,94 EUR
- Versement des fonds : 14 814 192,94 EUR réputés versés automatiquement le 01/12/2016
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 4,43 %
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : Périodicité annuelle
- Mode d'amortissement : personnalisé
- Remboursement anticipé : en fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche

jusqu'au 01/12/2027 : autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché

au-delà du 01/12/2027 jusqu'au 01/12/2029 : autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

La Ville de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement de toute somme due en principal à hauteur de 100 %, augmenté dans la même proportion des intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires.

La garantie de la Ville de Montpellier est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse Française de Financement Local, la Ville de Montpellier s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Abdi EL KANDOUSSI ne prend pas part au vote.

Adopté à l'unanimité.

47. Clôture du budget annexe parking de l'Hôtel de Ville

Dans le cadre de l'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville, la Ville de Montpellier a créé une régie municipale dotée de la seule autonomie financière et un budget annexe pour y retracer les écritures comptables.

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par Décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 avec effet au 1^{er} janvier 2015. Cette création s'est accompagnée d'un transfert de compétences dont celle de la gestion des parcs et aires de stationnement.

Le budget annexe Parking de l'Hôtel de Ville doit donc faire l'objet d'un transfert à Montpellier Méditerranée Métropole.

Afin de finaliser le transfert de ce budget annexe, il est nécessaire pour la Ville de Montpellier de clôturer le budget annexe Parking Hôtel de Ville et de transférer l'intégralité du budget et de la trésorerie à Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la clôture du budget annexe « Parking Hôtel de Ville » ;
- autoriser le transfert l'intégralité du budget et de la trésorerie à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint au Maire délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

48. Convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures marchés publics

Conformément à l'article 41 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

Montpellier Méditerranée Métropole propose à ses communes membres depuis plusieurs années une solution mutualisée de dématérialisation des procédures dans le cadre des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il s'agit aujourd'hui de renouveler la convention permettant à la commune de Montpellier de bénéficier de cette solution.

La convention proposée par la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » maintient une solution de type « portail » dématérialisé permettant de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations et prévoit les prestations suivantes :

- acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation ;
- hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie ;

- maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation ;
- paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de Montpellier ;
- assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de Montpellier. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par la Métropole en rapport avec la plateforme de dématérialisation ;
- archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12).

Le coût annuel de mise à disposition de cette solution s'élève à 3 884,89 € HT. La convention est conclue à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2018.

Le montant est fixé forfaitairement au prorata de la population de la commune et, ce, quel que soit le nombre de procédures concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention de mise à disposition de services entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dématérialisation des procédures de marchés publics jointe à la présente ;
- de prélever cette somme sur les crédits correspondants à la mise en œuvre de cette solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics et inscrits au budget primitif de la ville, ligne 27 174 – fonction 920 200 nature 62876 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer ladite convention telle qu'annexée.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Messieurs DOMERGUE et MAJDOUL sortent de séance.

49. Adhésion au réseau "Clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion"

Convention de coopération entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Depuis plusieurs années, la commande publique est reconnue comme un levier d'action pour le développement de l'insertion et de l'accès à l'emploi des personnes en difficulté sociale et professionnelle.

Ainsi, l'article 38-I de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics permet notamment à l'acheteur public de fixer, des conditions d'exécution de marché « *prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi* ».

À ce titre, les collectivités publiques ont donc la possibilité de contribuer à l'insertion de personnes en difficulté, en réservant notamment un pourcentage d'heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi.

Le choix de l'entreprise attributaire se fait sans référence aux critères liés à l'insertion. La clause est une condition d'exécution du marché, que toute entreprise doit s'engager à respecter.

Lors du Conseil métropolitain du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de structurer une « plateforme collaborative métropolitaine clause sociale » de mise en œuvre et de suivi des clauses sociales, co-élaborée et inscrite dans le cadre du Contrat de ville.

Cette plateforme s'appuiera sur l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Pôle emploi, Mission locale des jeunes métropolitaine, Département, communes, centres communaux d'action sociale, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique,...) dans l'objectif de proposer des solutions aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs.

Cette plateforme permettra :

- de mettre à disposition des maîtres d'ouvrages une expertise dédiée aux clauses sociales : appui au repérage des opérations appropriées à la clause d'exécution, conseil dans les choix des procédures, appui au calcul des heures d'insertion attendues, conseil sur la rédaction des appels d'offres, assistance permettant de répondre aux questions des entreprises sur les modalités de mise en œuvre de la clause d'exécution (sous-traitance à des SIAE, embauches directes...) ;
- d'animer un partenariat composé de l'ensemble des prescripteurs du territoire métropolitain (Service Public de l'Emploi dont la Mission Locale des Jeunes métropolitaine, Département, CCAS, associations de proximité, médiateurs à l'emploi...) et des opérateurs (Structures d'Insertion par l'Activité Economique...) dans l'objectif de proposer des candidatures aux entreprises et de favoriser le dialogue et la concertation entre les acteurs ;
- d'aller à la rencontre des entreprises attributaires pour les accompagner dans les modalités d'application de la clause et dans le recrutement de candidats ;
- de créer un lieu ressource pour les entreprises répondant aux marchés publics ;
- de mutualiser les heures d'insertion sur plusieurs opérations afin d'offrir des parcours d'insertion plus structurants ;
- de suivre l'exécution des engagements à travers la collecte des pièces justificatives ;
- d'évaluer les résultats, tenir des tableaux de bord et animer des temps de restitution

Afin d'optimiser l'application et le suivi de ces clauses d'insertion dans les marchés publics passés par la commune de Montpellier, il est proposé de s'associer à cette plateforme collaborative par la signature d'une convention de coopération.

Les engagements de la commune de Montpellier dans le cadre de cette convention sont les suivants :

- fournir à la plateforme « clause sociale » la liste prévisionnelle des marchés susceptibles d'entrer dans le champ de la présente convention ;
- désigner en son sein, une personne référente, interface avec les chargés de mission de la plateforme « clause sociale » ;
- associer lesdits chargés de mission, au stade de l'avant-projet, à la réflexion sur les marchés retenus, le choix des lots à « clausurer », la rédaction de la clause et le calcul des heures ;
- garantir la présence d'un chargé de mission de la plateforme « clause sociale » à la première réunion de lancement du marché.

L'adhésion à cette plate-forme permettra de pérenniser et développer l'action propre engagée par la commune depuis plusieurs années, pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes éloignées de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la plateforme collaborative de la Métropole en matière de clause sociale ;
- d'approuver à cet effet les termes de la convention annexée à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Très important. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Dans le cadre de la commande publique, qui vous est proposée, les collectivités locales peuvent contribuer à l'insertion des personnes en difficulté. Le choix de l'entreprise attributaire se fait sans référence au critère lié à l'insertion. La clause est donc une condition d'exécution du marché que toute entreprise doit s'engager à respecter. Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de structurer une plateforme collaborative métropolitaine : clause sociale de mise en œuvre et de suivi des clauses sociales, co-élaborée, inscrite dans le cadre du contrat de ville. Nous vous proposons d'utiliser cette plateforme collaborative.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Monsieur BOUMAAZ. Soyez bref. Percutant et bref. N'allez pas parler trois heures.

Djamel BOUMAAZ : C'est une affaire importante, l'ouverture. De quoi parle-t-on, aujourd'hui sur cette affaire ? Je vais faire plus court que votre synthèse. Cette clause sociale pour la promotion de l'emploi et de l'insertion a pour objectif d'aider les acteurs de la politique de la ville à utiliser cette clause comme levier d'action à l'emploi des publics habitant sur le territoire. Préférence territoriale, jusqu'ici, cela me va. Mais elle permet aussi d'ouvrir les contrats à ceux qui ont des difficultés d'insertion, des jeunes sans qualification, des personnes en situation de handicap, des demandeurs d'emploi de longue durée et des bénéficiaires des minima sociaux, c'est-à-dire réserver des heures aux personnes éloignées de l'emploi dans les marchés publics. Cette clause est un outil pratique d'aide à la décision pour ceux, élus, représentants d'État, bailleurs, techniciens de différents services de l'État, et des collectivités, qui vont être amenés, pour la première fois, à traiter des politiques d'insertion et d'emploi via la clause d'insertion sur les nouveaux territoires de la politique de la ville. Cet outil est méconnu, mais il faut savoir une chose, Monsieur le Maire, c'est que cette clause, dans les marchés publics, a déjà été créée en 2001. Juillet 2015 n'est qu'une ordonnance, une modification à la loi de 2001, suite au bilan de ces quinze dernières années, bilan qui est très loin d'être réjouissant, et, chaque jour, les chiffres du chômage nous le prouvent, surtout sur notre territoire.

Alors, Monsieur le Maire, je voterai favorablement pour cette affaire, mais je vais vous donner quelques chiffres. Ces quinze dernières années où vous étiez élu, sur 65 milliards d'euros de marché par an en France, seuls 7 % de l'ensemble des acteurs que j'ai cités ont eu recours à ce levier. Alors, quid pour la ville de Montpellier ? Avons-nous des chiffres ? Et surtout quid pour les futurs grands chantiers que vous engagez sur notre territoire ? Pour exemple, l'ANRU 2. Quel sera l'impact pour nos artisans et nos petites PME locales ? Merci, Monsieur le Maire, ce sera tout.

Max LEVITA : Pour la statistique, en ce qui concerne le nombre d'heures, elle est disponible au niveau de la Métropole pour l'instant. Au niveau de la ville, je ne peux pas vous répondre, mais je vous répondrai dès que j'aurai ce chiffre. Je ne l'ai pas, là. Pour une fois, je vous ai compris. Votre demande me paraît légitime.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 49.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

50. Conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP)

Afin d'assurer la fourniture de services de télécommunications en téléphonie fixe pour l'hôtel de ville et en téléphonie mobile, la Ville de Montpellier a lancé un appel d'offres arrivant à échéance, dont les lots concernés arrivent à terme respectivement les 5 mai et 24 février 2017 (marché n° 4D00542670). À ce jour, le parc de téléphonie mobile est constitué d'environ 750 lignes.

Après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés aux besoins de la Ville.

Ainsi pour la fourniture de services de communications fixes pour l'hôtel de ville et prestations annexes, la commande sera effectuée directement auprès de l'UGAP, pour un montant estimatif de 25 000 € HT par an et pour une durée estimée à 28 mois, ceci représentant une réduction de 18 % par rapport au marché actuel.

Concernant la fourniture de services de communications mobiles et prestations annexes, l'UGAP met à disposition un dossier de marché subséquent issu d'un accord cadre relatif à cette prestation. Cette mise à disposition se formalise par la signature d'une convention et le paiement de droits d'entrée d'un montant de 6 042 € HT.

Le montant estimatif pour cette fourniture de services est de 53 000 € HT par an, ce qui représenterait un écart de 45 % par rapport au marché actuel, soit une économie annuelle de 44 000 € HT. La durée initiale du marché subséquent est de 24 mois, renouvelable une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de recourir à l'UGAP pour l'achat de prestations de téléphonie fixe pour l'hôtel de ville et de téléphonie mobile. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer les deux conventions et tous documents relatifs à celles-ci.

Monsieur le Maire : Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : C'est aussi un sujet important, l'UGAP. Très court, Monsieur le Maire. Je vais vous lire une citation : « les collectivités locales seront bien plus efficaces, beaucoup plus patriotes dans leurs achats, plutôt que dans un cadre centralisé avec une centrale d'achat qui ne joue pas le rôle qu'on lui demande de jouer. L'UGAP, indépendante, n'existe pas. » Est-ce que vous savez de qui est cette citation, Monsieur le Maire ? Arnaud MONTEBOURG. Ces saintes paroles lui appartiennent. Il menace, lui, de dissoudre l'UGAP, cette fameuse centrale d'achat publique qui, selon lui, ne joue pas assez un rôle de promotion du « made in France ». L'UGAP est le carnet de commandes du monde entier, sauf de la France. Elle est même devenue un parasite de plus dans les relations commerciales qui favorise plus les multinationales que nos PME. Aujourd'hui, l'UGAP est en train de détruire ce qu'il reste en France de production. Nous le constatons tous les jours et vous n'avez juste qu'à entendre nos petites PME. Cette affaire est un bel exemple de la commande publique qui n'est pas assez utilisée pour tirer notre production « made in France ». Je vous demande, Monsieur le Maire, de me donner votre position sur ce sujet-là, au niveau de l'UGAP.

Max LEVITA : Attendez, nous ne vérifions pas ce genre de choses. À l'heure actuelle, l'UGAP fonctionne d'une manière nettement meilleure que dans le passé. Aujourd'hui, nous vous passons cette délibération pour échapper à la procédure d'appel d'offres, parce que l'UGAP est nettement moins cher que tout ce qui peut être offert sur le marché. L'UGAP aujourd'hui était un acheteur au plan national, c'est un acheteur qui a une taille incomparable par rapport à nous. Il arrive à nous fournir un certain nombre de biens ou de services à des tarifs qui n'ont pas de concurrence. C'est la raison pour laquelle cette délibération vous est proposée.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix l'affaire 50.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

51. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 45 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 128 949,00 €.

DATES	SALLES	Organismes	Tarif salle	Tarif appliqué	Valorisation
10/11/2016	Salle Jules PAGEZY	Amicale des retraités municipaux	1 630,00	51,00	1 579,00
10/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	450,00	0,00	450,00
19/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Coeur Marianne	450,00	30,50	419,50
21/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Ambassade du Canada	410,00	30,50	379,50
21/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Enfance et Partage - Comité de l'Hérault	315,00	0,00	315,00
24/11/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Compagnie des Experts près de la Cour Administrative	315,00	30,50	284,50
25/11/2016	SALLE PETRARQUE	Amitiés France Asie	610,00	30,50	579,50
28/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	ISCRA	450,00	30,50	419,50
29/11/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450,00	30,50	419,50
02/12/2016	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier	1 325,00	662,50	662,50
02/12/2016	SALON DU BELVEDERE	Epidaure	315,00	30,50	284,50
03/12/2016	Salle du Conseil Municipal	AFM Téléthon	2 190,00	0,00	2 190,00
03/12/2016	SALLE DES RENCONTRES - Hôtel	ORDRE DES AVOCATS	3 260,00	51,00	3 209,00
03/12/2016	CENTRE RABELAIS	Mouvement pour une Alternative Non-Violente	1 585,00	77,00	1 508,00
04/12/2016	SALLE DES RENCONTRES - Hôtel	Amicale des Alsaciens et Lorrains, Gens de L'Est de l'Hérault	3 260,00	102,00	3 158,00
04/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	CAES/CNRS L-R	610,00	61,00	549,00
04/12/2016	SALON DU BELVEDERE	Association Watertoren	610,00	61,00	549,00
04/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	4000	102	3 898,00
06/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	ADMR Montpellier Est	315,00	30,50	284,50
08/12/2016	SALON DU BELVEDERE	Association des Avocats Honoraires	315,00	30,50	284,50
08/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Banque Alimentaire de l'Hérault	2040	0	2 040,00
09/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315,00	30,50	284,50
10/12/2016	SALLE PETRARQUE	Inner Wheel	610,00	0,00	610,00
10/12/2016	SALLE DES RENCONTRES - Hôtel	CE CHEMINOTS	3 260,00	51,00	3 209,00
10/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	CE CARSAT	315,00	30,50	284,50
10/12/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Coeur Marianne	450,00	30,50	419,50
10/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Eclaireurs et Eclaireuses de France	2040	51	1 989,00
11/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	APEAPE 34	610,00	61,00	549,00
11/12/2016	SALLE PETRARQUE	CLICS34	1 220,00	61,00	1 159,00
11/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Scand'Oc Club	4000	102	3 898,00
13/12/2016	SALLE PETRARQUE	Centre Communautaire et Culturel Juif	610,00	305,00	305,00
15/12/2016	CENTRE RABELAIS	Association ONCODEFI	1 585,00	77,00	1 508,00
15/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Restaurants du Coeur - Relais du coeur	315,00	0,00	315,00
15/12/2016	Salle de réceptions Grammont	Association des Familles de Traumatisés Crâniens LR	2040	51	1 989,00
16/12/2016	CENTRE RABELAIS	LE LAIT SUR LE FEU	1 585,00	77,00	1 508,00
16/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Calandreta Candola	315,00	157,50	157,50
17/12/2016	Salle Jules PAGEZY	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE	1 630,00	0,00	1 630,00
17/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	MOZAIK Outre-Mer	315,00	157,50	157,50
18/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association DSD	610,00	305,00	305,00
19/12/2016	Salle Guillaume de Nogaret	LA CARDABELLE	315,00	30,50	284,50
14 au 30/12/16	SALLE PETRARQUE	La Garriga Lengadociana	11 590,00	579,50	11 010,50
14/11/16; 6/02, 10/04, 29/5/17	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	2 440,00	122,00	2 318,00
15 et 16/12/2016 et du 13/02 au 31/03/2017 soit 37 dates	SALON DU BELVEDERE	Université du Tiers Temps	11 655,00	1 128,50	10 526,50
2 au 4/12/2016	SALLE PETRARQUE	LES ENFANTS DU SOLEIL MADAGASCAR	2 440,00	0,00	2 440,00
5 au 7 /12/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Aider - Asso Installation à Domicile des Equations Rénales	1 350,00	91,50	1 258,50
entre le 3/10 et le 24/05/2017 soit 99 dates	SALLE PETRARQUE	Université du Tiers Temps	60 390,00	3 019,50	57 370,50
TOTAL =			136 910,00	7 961,00	128 949,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

Madame HART sort de séance.

52. Commission consultative des services publics locaux

Désignation des représentants de la Ville

Créées par la loi n° 2002-276 relative à la démocratie de proximité, les Commissions consultatives des services publics locaux (CCSPL) ont pour vocation de permettre aux usagers d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics.

Elles sont consultées sur certaines mesures relatives à l'organisation des services publics et émettent toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaire.

La Commission consultative des services publics locaux de la ville de Montpellier est ainsi consultée préalablement à toute délégation de service public, tout projet de création de service public, en délégation de service public ou en régie dotée de la personnalité morale de l'autonomie financière (SPIC ou SPA).

Conformément à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales, la Commission consultative des services publics locaux est composée de :

- un Président, le Maire ou son représentant ;
- des membres du Conseil municipal désignés sur le principe de la représentation proportionnelle ;
- des représentants des associations locales désignés par le Conseil municipal.

Les représentants actuels sont les suivants :

Représentants élus :

- Patrick RIVAS
- Jean-Marc DI RUGGIERO
- Rémi ASSIE
- Hervé MARTIN
- Alex LARUE

Associations :

- Comité de liaison des associations de personnes handicapées
- Association Consommation Logement Cadre de vie de Montpellier
- Confédération Générale du Logement
- Association Consommation Nationale du Logement

Afin d'améliorer le fonctionnement de la commission, il est proposé au Conseil municipal de désigner des membres suppléants au sein de celle-ci.

Il est également proposé de remplacer parmi les associations, la Confédération Générale du Logement, celle-ci n'existant plus à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner des membres suppléants au sein de cette instance ;
- de désigner une nouvelle association afin de remplacer la Confédération Générale du Logement.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame HART entre en séance.

53. Collèges de Montpellier **Désignation des représentants de la Ville**

Suite à la réforme du Code de l'Education par le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014, il convient de désigner un seul représentant du Conseil Municipal dans chaque Conseil d'administration des différents collèges de Montpellier.

Collèges	Quartier	Elus
Collège Camille Claudel	CENTRE	Titulaire : Caroline NAVARRE Suppléant : Valérie BARTHAS-ORSAL
Collège Gérard Philipe	CENTRE	Titulaire : Pascal KRZYZANSKI Suppléant : Marie-Hélène SANTARELLI
Collège Clemenceau	CENTRE	Titulaire : Jérémie MALEK Suppléant : Luc ALBERNHE
Collège Joffre	CENTRE	Titulaire : Guy BARRAL Suppléant : Sauveur TORTORICI
Collège Clémence Royer	CENTRE	Titulaire : Mylène CHARDES Suppléant : Maud BODKIN

Collège Fontcarrade	CENTRE	Titulaire : Jean-Marc DI RUGGIERO Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Las Cazes (Simone VEIL)	CEVENNES	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Chantal LEVY-RAMEAU
Collège Arthur Rimbaud	CEVENNES	Titulaire : Rabii YOUSSEUS Suppléant : Jean-MARC DI RUGGIERO
Collège Croix d'Argent	CROIX D'ARGENT	Titulaire : Robert COTTE Suppléant : Sophia AYACHE
Collège Marcel Pagnol	CROIX D'ARGENT	Titulaire : Robert COTTE Suppléant : Sophia AYACHE
Collège Jeu de Mail	HOPITAUX-FACULTES	Titulaire : Séverine SCUDIER Suppléant : Patrick RIVAS
Collège Escholiers de la Mosson	MOSSON	Titulaire : Rabii YOUSSEUS Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Les Garrigues	MOSSON	Titulaire : Samira SALOMON Suppléant : Henri MAILLET
Collège François Rabelais (Alco)	MOSSON	Titulaire : Patrick RIVAS Suppléant : Henri de VERBIZIER
Collège Les Aiguerelles	PRES D'ARENES	Titulaire : Pascal KRZYZANSKI Suppléant : Brigitte ROUSSEL-GALIANA

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de procéder à ces désignations dans les Conseils d'administration des collèges du territoire de la Ville de Montpellier.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

54. Lycées professionnels, lycées généraux et autres établissements scolaires du second degré de Montpellier Désignation des représentants de la Ville

Suite à la réforme du Code de l'éducation par le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014, il convient de désigner un seul représentant du Conseil municipal dans chaque Conseil d'administration des différents lycées de Montpellier.

Lycée	Représentants de la Ville
Lycée Joffre	Titulaire : Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléant : Sauveur TORTORICI
Lycée Clemenceau	Titulaire : Séverine SCUDIER Suppléant : Maud BODKIN
Lycée Mermoz	Titulaire : Sauveur TORTORICI Suppléant : Guy BARRAL
Lycée Professionnel Jules Ferry	Titulaire : Maud BODKIN Suppléant : Jean-Marc DI RUGGIERO
Ecole Régionale Enseignement Adapté	Titulaire : Jérémie MALEK Suppléant : Jean-Marc DI RUGGIERO

Lycée Jules Guesde	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Agricole Frédéric Bazille	Titulaire : Sonia KERANGUEVEN Suppléant : Patrick RIVAS
Lycée Professionnel Léonard de Vinci	Titulaire : Abdi EL KANDOUSSI Suppléant : Rabii YOUSSEUS
C.F.A. Pierre de Villeneuve	Titulaire : Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Jean Monnet	Titulaire : Chantal LEVY-RAMEAU Suppléant : Henri de VERBIZIER
Lycée Professionnel Pierre Mendès France	Titulaire : Sauveur TORTORICI Suppléant : Valérie BARTHAS-ORSAL
Lycée George Frêche	Titulaire : Michèle DRAY-FITOUSSI Suppléant : Rémi ASSIE

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à ces désignations.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

55. Convention pour la télé-déclaration et le télépaiement de la contribution de solidarité

Dans le cadre de la rénovation de la gestion publique, une procédure de télé-déclaration et de prélèvement de la contribution de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi, créée par la loi n° 82-839 du 4 novembre 1982, a été mise en place.

Cette procédure a pour objet la dématérialisation complète des opérations de déclaration et se traduit par la mise en œuvre du service gratuit du prélèvement comme mode de règlement de la contribution de solidarité.

L'utilisation de ce site est conditionnée par la signature d'une convention tripartite entre la Ville de Montpellier, le représentant du Fonds de Solidarité et le comptable public, pour la télé-déclaration et le télépaiement de ladite contribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le projet de convention ci-joint en annexe et fixant les modalités d'application.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MAJDOUL entre en séance.

56. Modification des modalités de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

La délibération n°2015 / 334 du 23 juillet 2015 a modifié les modalités de mise à disposition de trois agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles de la Ville et du CCAS de Montpellier : trois agents titulaires de catégorie C à temps complet relevant du cadre d'emplois des Adjoints Administratifs territoriaux.

À compter du 1^{er} janvier 2017, il est proposé de modifier par avenant la convention de mise à disposition afin de substituer à la mise à disposition d'un agent de catégorie C du cadre d'emplois des Adjoints administratifs, la mise à disposition d'un agent de catégorie B relevant du cadre d'emplois des Rédacteurs.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B à temps complet en remplacement d'un des trois agents de catégorie C prévus par la délibération du 23 juillet 2015 ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés à l'agent mis à disposition ;
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou Monsieur Le Conseiller municipal délégué aux Ressources Humaines à signer l'avenant à la convention relative à cette mise à disposition ;
- d'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

Monsieur : Qui veut des précisions auprès du rapporteur Abdi EL KANDOUSSI ? Monsieur BOUMAAZ.

Djamel BOUMAAZ : Juste pour avoir un peu plus d'explication. Pourquoi ce changement soudain ? Et aussi, comme nous sommes dans les syndicats, je voudrais juste... Je peux terminer ?

Monsieur le Maire : C'est terminé. Je mets aux voix.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h50.



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Conseil Municipal du 28 novembre 2016
Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 20 octobre 2016

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0322	Attribution du marché à bons de commande n° 6D0029 sans minimum ni maximum sur une durée initiale de 12 mois aux sociétés suivantes - Lot n° 1 : Gardiennage de sites attribué à Surveillance Montpelliéraine Sécurité Privée - Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations attribué à N Sécurité.
2016/0326	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BONNET Marie Pierre.
2016/0329	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Abdelkader AMEUR.
2016/0330	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DERENNES Philippe (APPEL).
2016/0331	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MORTAGNE Brigitte.
2016/0336	Avenant au marché n° 4C00401020 "Achat d'un logiciel métier de la petite enfance et maintenance" : à la suite de l'attribution du marché et de l'audit préparatoire, entre la Ville et le prestataire TECHNOCARTE, il a finalement été décidé de ne pas équiper les Relais d'Assistants Maternels (RAM) d'une licence applicative dédiée mais de conserver l'outil informatique actuel venant en moins-value au marché.
2016/0339	Attribution du marché 6D0006 « Etudes programmatiques "espace public" sur le territoire de Montpellier Grand Cœur », en amont des réalisations de compétences métropolitaines, à l'équipe composée de C. Fayel architecte-urbaniste, M. Richier paysagiste, Lieux Dits sociologues et SERI bureau d'études techniques. Marché d'un an reconductible trois fois pour un montant mini de 2500€ HT et un montant maximum de 80000€ HT.
2016/0340	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHEVALLIER Denis.
2016/0341	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PVA (APPEL).
2016/0342	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ORTUNO.
2016/0343	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SACUTO.
2016/0344	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GAYET Matthieu.
2016/0345	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CELHAY Katia.

2016/0346	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BIACHE Suzanne et Louis (RS).
2016/0348	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché " Prestations de service Traiteurs pour les Services de la Ville de Montpellier (N° 5D0048)". Pour le lot n°1 (Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de 1 à 200 personnes) aux sociétés LM Traiteur, La Table de Cana, Arts et Saveurs, La Bulle Bleue, HUSSER, Traiteur PLEIADE, pour un montant total annuel estimé de 100 000 € HT, pour le lot n°2 (Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations pour 201 personnes et plus) aux sociétés La Table de Cana, LM Traiteur, Arts et Saveurs, HUSSER pour un montant total annuel estimé de 100 000 € HT, pour le lot n°3 (Prestations de préparation de Plateaux-repas froids ou chauds et Pizzas pour 4 à 1.000 personnes) aux sociétés CABIRON, Brasserie le M, La Table de Cana pour un montant total annuel estimé de 50 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant de la notification du marché jusqu'au 31/12/2017 par la Ville de Montpellier et du 01 janvier au 31 décembre 2017 pour Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2018 - 2019 - 2020).
2016/0349	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Marguerite CLEMENTE.
2016/0350	La Ville de Montpellier décide de céder et réformer des véhicules (Direction Energie et Moyens Techniques, Servie Parc Auto), des matériels (Direction Règlement Tranquillité Publique, Service des Ressources Communes), des matériels (Direction Jeunesse Sports Emploi et Logement, Service des Sports) des matériels (Direction Energie et Moyens Techniques, Service Achats et Production Graphique), des matériels (Parc de Lunaret, Service Technique), des mobiliers (Direction Proximité Citoyenneté, Service des Maisons Pour Tous).
2016/0351	Attribution du marché public n° 6C0014 "Direction artistique et production de la programmation artistique de la ZAT" à Lieux Publics, 225 avenue des Aygalades, 13015 Marseille pour un montant de 133 350 € HT pour une durée de 12 mois.
2016/0352	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. et Mme LAMBERT.
2016/0353	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE REFORMEE DE FRANCE.
2016/0354	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL LE MUSTANG.
2016/0355	La Fondation 30 Millions d'Amis souhaite faire don à la Ville de 20 abris à chats afin de sédentariser la population féline dans le but de compléter les actions de régulation et de stérilisation des chats libres. La valeur estimée pour l'ensemble des biens donnés est de 22 348 euros T.T.C.
2016/0356	Convention Ville / Association Languedocienne Pour la Jeunesse pour la mise à disposition de locaux situés 300 avenue de Barcelone destinés à l'usage de la micro-crèche "Les Fabulettes" pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans, du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2021, moyennant une redevance annuelle de 7 200 €.
2016/0357	Attribution d'un marché à procédure adaptée n° 6B0123 selon un accord cadre à bons de commande concernant le dispositif de médiation sociale et urbaine de règlement des conflits de voisinage à l'Association de Médiation Pénale Montpelliéraine sise 34070 Montpellier pour un montant maximum de 18 500,00 Euros H.T. sur une durée de 24 mois.
2016/0358	Attribution du marché n° 6B0078 "Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs" à l'entreprise DEBART, dans le cadre d'un marché à bons de commande de 74 000 € HT maximum, pour une durée d'un an.
2016/0359	Renouvellement de la cotisation de 2000 € en 2016 à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (somme inscrite au budget 2016).
2016/0360	Exercice du droit de priorité – Propriété de l'Etat - Parcelle KW n°143 - Ancienne caserne de gendarmerie de Celleneuve.

2016/0361	Attribution du marché n° 5D0072 "Maintenance et nettoyage des toitures et des chenaux des bâtiments communaux" à la société Languedoc Toitures, sans montant minimum ni maximum, conclu pour une durée initiale d'un an, qui peut être reconduite par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
2016/0362	Dans le cadre de la construction du groupe scolaire Port Marianne, il y a lieu de réaliser une mission de programmation. En conséquence, un marché à procédure adaptée, d'une durée de 14 mois, à compter de la notification, a été lancé sous la référence 6B0122. Il ressort du rapport d'analyse des offres que le groupement SCET/ALAYRAC, ayant pour mandataire la société SCET, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, pour un montant de 21 400 € H.T.
2016/0363	Il est décidé la conclusion d'un mandat avec la SA3M de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente. Le mandat est conclu pour un an à compter du 7 novembre 2016. Il est renouvelable annuellement jusqu'au 19 février 2022. La rémunération du mandataire est établie comme suit et les prix seront révisés annuellement : - Ensemble des locaux de la Mairie A + Annexes techniques + Parking extérieur : 30 500 € HT - Salle polyvalente + Annexes : 3 400 € HT.
2016/0364	Attribution du marché à bons de commande n° 6D0029 sans minimum ni maximum aux sociétés suivantes - Lot n° 1 : Gardiennage de sites : Surveillance Montpelliéraine Sécurité Privée sise 34080 Montpellier et Lot n° 2 : Surveillance d'expositions et accompagnement de manifestations : N Sécurité sise 34171 Castelnau Le Lez sur une durée initiale de 12 mois
2016/0365	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL RRT 34.
2016/0366	Attribution du marché n° 6D0007 " Achat de mobilier scolaire pour les Services de la Ville de Montpellier" pour le lot n°1 (mobilier scolaire pour les maternelles) à la société DELAGRAVE pour un montant total annuel estimé de 200 000 € HT, pour le lot n°2 (mobilier scolaire pour les élémentaires) à la société DELAGRAVE pour un montant total annuel estimé de 200 000 € HT, pour le lot n°3 (Achat de tableaux) à la société ASB 34 pour un montant total annuel estimé de 20 000 € HT, pour le lot n°4 (mobilier de restauration) à la société DELAGRAVE pour un montant total annuel estimé de 30 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une première période d'exécution allant de un an à compter de sa notification, pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2018 - 2019 - 2020).
2016/0367	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Isabelle DANCE.
2016/0368	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes des Archives municipales, il est nécessaire d'ouvrir un compte de dépôt de fonds, de modifier les recettes autorisées et ajouter le virement bancaire aux modes de recouvrements.
2016/0369	Attribution du marché n° 6B0129 "Travaux d'installation des Hivernales et d'entretien du patrimoine électrique extérieur" à la société CITEOS pour un montant maximum de 89 000 € HT; Le marché durera de la notification au 31 mars 2017.
2016/0370	Attribution du marché 6C0030 portant sur le projet de communication événementielle Miss France 2017 à Arena Montpellier à la société Midimédia pour un montant de 97 394 € HT.
2016/0373	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CATALOGNAS.
2016/0374	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Alain NICOLAS.
2016/0375	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DEVERT.
2016/0376	Attribution de l'accord-cadre n° 6B0114 ayant pour objet de missionner un prestataire pour l'accompagner dans la définition d'une stratégie pour le déploiement d'un processus BIM à la société BIM IN MOTION, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 85 000 € H.T, pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.
2016/0377	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BOUNAIM AURAND.
2016/0378	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts dans l'affaire Ville/Guy RATTO.

2016/0379	Attribution du marché à procédure adaptée n° 6B0125 concernant la mise en lieu de dépôt des animaux placés par le Maire de la Ville de Montpellier au Centre Canin du Pilier des Masques sis 34400 Saint Christol selon un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 85 000,00 Euros H.T. sur une durée de 48 mois.
2016/0393	Il s'agit de confier à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) une mission de conduite d'études techniques ((programmation urbaine, études paysagère, VRD, hydraulique, circulation) en vue du réaménagement du secteur Croix d'une superficie d'env. 25 ha (montant estimé des études : 285 000 € HT, montant forfaitaire d'honoraires : 90 000 € HT).
2016/0380	Attribution du marché n° 6C0024 passé selon une procédure adaptée et concernant le lot n° 1 : Actions de soutien d'urgence aux populations sinistrées et d'encadrement des bénévoles à la Croix Rouge Française sise 34790 Grabels selon un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 160 000,00 Euros H.T. sur une durée de 48 mois.
2016/0381	Accord-cadre n° 6D0013 "Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites" Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conclu pour un an renouvelable trois fois. Il est décidé d'attribuer les lots de la manière suivante : 1 - Maisons pour Tous : SUD SERVICE 2 - Equipements sportifs : DERICHEBOURG PROPRETE 3 - Mairies annexes, bureaux, postes de police, divers : SUD SERVICE 4 - GS Croix d'Argent - Cévennes sud : CLEANING BIO 5 - GS Haut de Massane - Hôpitaux facs : CLEANING BIO 6 - GS Cévennes nord - Mosson : CLEANING BIO 7 - GS Centre est - Centre nord : CLEANING BIO
2016/0382	Marché public n°6B0153 "Contrat de cession du spectacle Ubu roi au théâtre Jean Vilar" pour un montant de 20 017.10 € HT attribué à la Compagnie des Dramaticules.
2016/0383	Marché n° 6B0115 : dans le cadre des études relatives au PLUi, il est proposé de confier une étude urbaine "Axes Majeurs Avenue de Palavas et avenue de la Justice de Castelnau" au bureau d'études Tribeca pour un montant de 20 925 € HT.
2016/0384	Marché public n°6C0007 "Conception, réalisation, livraison et installation d'une statue en hommage au musicien Manitas de Plata" attribué à l'atelier Jean-Loup Bouvier pour un montant de 105 820.00 € HT.
2016/0385	Contrat de location de l'Arena et du hall A2 du Parc des Expositions de Montpellier et gestion de la billetterie de la manifestation auprès de Montpellier Events dans le cadre de l'élection nationale Miss France 2017 pour un montant de 391 354.95 € HT.
2016/0386	Convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne à la société Razel-Bec le 16.11.2016.
2016/0387	Théâtre Jean Vilar : autorisation de dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales.
2016/0388	Avenant au marché n° 6B0017 "Numérisation et indexation des registres de délibérations et arrêtés du Conseil municipal de 1791 à 1896" afin d'en modifier les délais d'exécution. Cet avenant ne modifie ni la durée globale du marché ni son montant.
2016/0389	La Ville décide d'adopter l'avenant de régularisation exercice 2015 relatif au contrat expositions fixant le montant de la prime en régularisation pour l'exercice 2015 à 4673,02 €.
2016/0390	Exercice du droit de préemption sur la propriété de Monsieur TOURRIER Philippe située 49 rue de la Cavalerie, cadastrée CD 177 au prix de 250 000 € plus 13 441 € de commission d'agence.
2016/0391	Marché (6B0072) "Entretien du vignoble du Mas Nouguié" attribué à l'ESAT les Compagnons de Maguelone pour un montant minimum de 0 et un montant maximum de 85 000 € HT.
2016/0394	Exercice du droit de préemption sur la cession du fonds de commerce propriété de la Société BARKINGDEDD, situé 22 rue Diderot, cadastré section HV 146, pour un montant de 90.000 €.
2016/0393	Il s'agit de confier à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) une mission de conduite d'études techniques ((programmation urbaine, études paysagère, VRD, hydraulique, circulation) en vue du réaménagement du secteur Croix d'une superficie d'env. 25 ha (montant estimé des études : 285 000 € HT, montant forfaitaire d'honoraires : 90 000 € HT).
2016/0395	Exercice du droit de préemption sur la propriété de M. Philippe TOURRIER située 5 impasse du Chapeau Rouge, cadastrée HO 86 au prix de 680 000 €, plus 36 559 € de commission d'agence.